

cyberpresse.ca

LA PRESSE

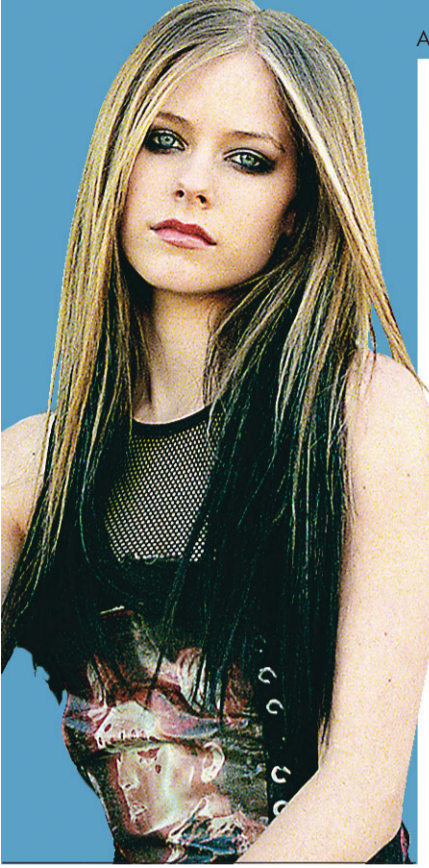
LP2 MUSIQUE PLUS SHOW MAJEUR

COUPE DU MONDE MOTIVÉS, LES CANADIENS DÉFONT LES SLOVAQUES, 5-1

SPORTS PAGES 2 À 7, 10 ET 15



KRIS DRAPER ET JOE THORNTON



AVRIL LAVIGNE

ÉLÈVES EN OTAGES

Des ravisseurs s'emparent d'une école pleine d'enfants en Ossétie du Nord

MARC THIBODEAU

La rentrée scolaire a tourné au drame hier en Russie lorsqu'une quinzaine d'assaillants lourdement armés se sont emparés d'une école située dans le sud du pays, prenant en otages des centaines d'enfants, d'enseignants et de parents qu'ils menaçaient de tuer au moment de mettre sous presse.

Des pourparlers se déroulaient alors avec les occupants de l'école, située dans la ville de Beslan, en Ossétie du Nord, une république située non loin de la Tchétchénie. Le commando formé d'une quinzaine de personnes est apparu en matinée alors que se terminait dans la cour de l'école une cérémonie marquant le début des classes, nor-

malement une occasion de réjouissances pour les familles russes. Les otages — qui seraient plus de 300 selon le ministère de l'Intérieur russe — ont été réunis dans le gymnase de l'école après une fusillade ayant fait au moins deux morts et une dizaine de blessés. Le bâtiment a ensuite été entouré d'explosifs afin de décourager tout assaut. Des

enfants, utilisés comme boucliers humains, ont aussi été vus aux fenêtres. Plusieurs élèves avaient réussi à se sauver en voyant les ravisseurs, qui sont arrivés à bord d'une camionnette et d'une voiture de police détournée.

► Voir **ÉCOLIERS** en A2

Réquisitoire contre Kerry



RICHARD HÉTU COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Les Américains ne peuvent faire confiance à John Kerry pour assurer la sécurité de leur pays, a fait valoir Dick Cheney hier soir au cours d'un réquisitoire vigoureux contre le sénateur du Massachusetts devant la convention républicaine à New York. Énumérant une série de « mauvaises décisions » de Kerry au cours de sa carrière au Sénat, le vice-président a soutenu que le candidat démocrate à la présidence s'était disqualifié sur les questions de sécurité nationale. Il a notamment critiqué le refus du sénateur de voter en faveur de la guerre du Golfe en 1991 et de l'enveloppe de 87 milliards \$US adopté par le Congrès l'an dernier pour continuer à financer le déploiement des troupes en Irak et en Afghanistan. « Même après le 11 septembre, le sénateur Kerry ne semble pas comprendre que le monde a changé », a déclaré Cheney en acceptant formellement sa candidature pour un nouveau mandat de quatre ans. « Il parle de mener une *guerre plus sensible contre le terrorisme*, comme si Al-Qaeda sera impressionné par notre côté plus gentil. » Et d'ajouter : « John Kerry est l'un des 100 sénateurs qui votent, mais heureusement, en matière de sécurité nationale, son opinion l'a rarement emporté. »

► Voir **KERRY** en A6



PHOTO IVAN PETROV, AFP

Des femmes complètement atterrées attendent des nouvelles des autorités alors qu'un groupe de ravisseurs tient en otages plus de 300 personnes, dont plusieurs enfants, dans une école de Beslan, petite localité de l'Ossétie du Nord.

Ébranlées par le refus d'Ottawa, les provinces reculent sur l'assurance médicaments

DENIS LESSARD

TORONTO — L'objectif du gouvernement Martin de réduire les délais d'attente dans des secteurs précis d'intervention en santé est carrément « inconciliable » avec le respect des compétences du Québec, a soutenu hier le premier ministre Jean Charest.

Le refus sans équivoque d'Ottawa d'acquiescer à la demande des provinces pour la mise en place d'un programme national d'assurance médicaments a clairement ébranlé plusieurs provinces qui arrivaient, hier, dans la Ville reine pour une réunion de deux jours du Conseil de la fédération. C'était la retraite dans le désordre

du côté des premiers ministres provinciaux qui, en juillet, à Niagara-on-the-Lake, avaient solennellement exigé d'Ottawa la mise en place d'un programme national d'assurance médicaments. Déjà, un allié inconditionnel du gouvernement Martin, le libéral ontarien Dalton McGuinty, a répété hier que la proposition des provin-

ces sur l'assurance médicaments était un élément de discussion, parmi beaucoup d'autres. Pas question de faire de cette demande un *deal breaker*, une condition *sine qua non* à une entente entre Ottawa et les provinces, ont souligné hier plusieurs premiers ministres.

► Voir **PROVINCES** en A8

Mon clin d'oeil **STÉPHANE LAPORTE**
Cette année, le film primé au FFM recevra la casquette d'or.

SOMMAIRE

Astrologie du jour	AFFAIRES 10
Bandes dessinées	AFFAIRES 14
Bridge	AFFAIRES 11
Décès	AFFAIRES 13
Feuilleton	AFFAIRES 12
Forum	A 19
Horaire télévision	ARTS 4
Loteries	A 7
Mots croisés	AFFAIRES 14 et SPORTS 12
Mot mystère	AFFAIRES 12
Observateur	AFFAIRES 9
Petites annonces	AFFAIRES 9 et AFFAIRES 2
Trait d'union	LP2 18, 19

Météo
Ensoleillé, vents légers, maximum 19, minimum 12, plus de détails en page SPORTS 16

6 21924 98765 1

Le projet de mausolée sur le mont Royal est compromis

SÉBASTIEN RODRIGUE

Le projet de mausolée en forme de pyramide sur le mont Royal a du plomb dans l'aile. La direction du cimetière Notre-Dame-des-Neiges a décidé de revoir ses plans craignant avoir conçu un projet trop coûteux. Le projet de construction d'un mausolée de huit étages — dont trois enfouis dans le sol — devait faire l'objet d'une consultation publique la semaine prochaine, mais l'arrondissement de Côte-

des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce l'a annulée hier à la demande de la direction du cimetière. Dans une lettre adressée au maire de l'arrondissement, Michael Applebaum, la direction du cimetière exprime ses craintes quant à la rentabilité du projet. M. Applebaum affirme que la moindre modification au projet obligera maintenant la direction du cimetière à reprendre à zéro le processus pour faire approuver le projet. En entrevue, le directeur général

du cimetière Notre-Dame-des-Neiges, Yoland Tremblay, soutient qu'il n'est pas en mesure de présenter les plans détaillés du mausolée et qu'il espère maintenant le faire d'ici un mois. « C'est prématuré d'aller de l'avant avec ce projet sans connaître son coût précis », explique-t-il. En fait, les autorités du cimetière ont eu quelques surprises depuis l'approbation du projet par la Ville de Montréal.

► Voir **MAUSOLÉE** en A8

SOPHIE COUSINEAU ET L'AFFAIRE CONRAD BLACK

« Une telle grandeur dans la triche. Une telle effronterie dans le déni... »

LA PRESSE AFFAIRES
PAGE 1



RETOUR À L'ÉCOLE Lunettes complètes

89\$

Verres et monture incluant traitement résistant aux rayures. Voir détails et sélection en succursale.

GREICHE SCAFF
OPTOMÉTRISTES
www.greiche-scaff.com

Achetez maintenant et payez en 12 versements sans intérêt

Sur approbation de crédit.
Examen de la vue
Vaste choix de montures signées
(514) 336-4444
Sans frais 1 877 667-2020

PRISE D'OTAGES EN OSSÉTIE DU NORD

Enfants dans la tourmente

Comment leur expliquer l'inexplicable? D'abord les rassurer

JUDITH LACHAPELLE

Des terroristes qui investissent une école, des petits écoliers menacés d'être exécutés pour des raisons politiques, des parents angoissés qui supplient leur gouvernement de sauver leurs enfants... La prise d'otages en Ossétie du Nord, même si elle a lieu à l'autre bout du monde, a de quoi perturber ici petits et grands.

Comment expliquer l'inexplicable aux enfants qui regardent, intrigués, les reportages sur l'événement? D'abord, ne pas faire comme si de rien n'était, croit le psychologue et auteur Russel Calvert. « Il ne faut pas essayer de leur cacher la vérité, mais il faut aussi les rassurer », dit-il.

« Les enfants sont plus lucides qu'on a tendance à le croire, dit-il. Ils se rendent beaucoup plus compte qu'on pense (...) des incongruités dans les discours des adultes »

« Ils ont aussi besoin d'être rassurés. « C'est sûr qu'on est dans un monde qui est dur, où il y a beaucoup de violence et de méchanceté, et paradoxalement, beaucoup de belles choses », dit M. Calvert.

Un acte soudain

En entrevue au journal français *La Croix* à l'occasion du premier anniversaire des attentats de septembre

2001, la psychologue et auteure Marie-Claude Grau suggérait également aux parents d'expliquer comment le terrorisme est un acte soudain et inattendu et comment il fait peur pour cette raison.

« Il me semble aussi nécessaire d'expliquer aux enfants que c'est un acte qui n'est pas dirigé contre une ou des personnes en particulier, déclarait la psychologue. Essayer de leur faire comprendre que ce ne sont pas les individus qui

« Les enfants sont plus lucides qu'on a tendance à le croire. Ils se rendent beaucoup plus compte qu'on pense (...) des incongruités dans les discours des adultes »

sont frappés en tant que tels, mais pour ce qu'ils représentent : selon les cas la richesse, le pouvoir, l'oppression... »

Dans ce cas, la prise en otages d'enfants a indéniablement un pouvoir d'attention énorme qui dépasse les frontières russes. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les rebelles tchéchènes s'en prennent à des enfants : en mai 1994,

quatre rebelles armés de fusils et de grenades ont saisi un autobus scolaire rempli d'écoliers, de professeurs et de parents dans le sud de la Russie. Les otages ont été échangés contre des millions de dollars en rançon et un hélicoptère pour prendre la fuite. Une fusillade a suivi avec les forces de sécurité russe, un rebelle a été tué et les trois autres faits prisonniers.

Santé Canada

À la suite des attentats du 11 septembre 2001, plusieurs organismes dont Santé Canada ont également émis des recommandations aux parents qui voulaient aider leurs enfants à surmonter leurs peurs. Les plus jeunes ne parlent pas beaucoup de leurs émotions, mais ont besoin de sentir la présence de leurs parents. Les plus vieux, par contre, sont plus ouverts à la discussion.

« Prenez les craintes de vos enfants au sérieux, écrit Santé Canada dans un guide disponible sur son site Internet. Ne les obligez pas à être braves. Respectez leurs émotions et essayez de les comprendre. Un enfant qui a peur a vraiment peur. Ne vous fâchez pas ou ne vous moquez pas de lui. Évitez de dire : *c'est ridicule d'avoir peur*. Se faire dire que c'est normal et naturel d'avoir peur est réconfortant. »



Une résidente de Beslan attend des nouvelles qui n'arrivent pas, près de l'école où sont retenus les 400 otages.

Une république des montagnes

AGENCE FRANCE-PRESSE

L'Ossétie du Nord est l'une des plus petites républiques de la Fédération russe.

Ce territoire de 8000 km², situé dans le Caucase central, compte un peu moins de 700 000 habitants, dont 60 % d'Ossètes, de religion orthodoxe, et près de 30 % de Russes.

Connue sous le nom de République autonome des montagnes de 1920 à 1924, l'Ossétie du Nord est devenue une région autonome en 1924, puis une république autonome en 1936. Sa capitale est Vladikavkaz.

Après la chute du régime communiste, l'Ossétie est le théâtre en 1992 d'un sanglant conflit avec l'Ingouchie voisine. Bénéficiant du soutien de Moscou, elle repousse les forces ingouches qui revendiquent un district autour de Vladikavkaz. À la suite des affrontements qui font plusieurs centaines de morts, la plupart des habitants ingouches, proches des Tchétchènes, fuient la république. Les deux belligérants n'ont jamais signé de traité de paix.

Comme tout le Caucase russe, l'Ossétie du Nord subit le contrecoup du



conflit russo-tchéchène. En pleine récession, la région a connu une montée en puissance des groupes mafieux et des bandes armées.

Historiquement, les Ossètes ont été divisés entre deux États, la Géorgie à

laquelle l'Ossétie du Sud appartient et la Russie à laquelle est rattachée l'Ossétie du Nord.

L'Ossétie du Nord possède de nombreux atouts : des ressources naturelles dont du pétrole et du gaz.

Écoliers en otages

ÉCOLIERS
suite de la page A1

« J'étais près de l'entrée, a relaté l'un d'eux à la télévision russe. Quand j'ai vu trois personnes courant avec des fusils, j'ai d'abord pensé que c'était une blague. Ensuite ils ont tiré et nous nous sommes sauvés. »

Des dizaines de parents anxieux se sont précipités sur les lieux dans l'espoir de retrouver leur enfant, alors que les autorités entouraient le bâtiment.

Leur anxiété a été exacerbée par le fait que les ravisseurs ont tiré plusieurs coups de feu durant l'après-midi à l'intérieur de l'établissement.

« Chaque coup de feu que j'entends me frappe en plein cœur », a indiqué Vera, une mère dont l'enfant a été pris en otage.

Séparatistes tchéchènes ?

Bien que les autorités russes n'aient pas formellement désigné hier les ravisseurs comme étant des séparatistes tchéchènes, les informations disponibles laissent peu de place au doute.

Selon l'agence Interfax, les ravisseurs auraient notamment exigé que les forces russes se retirent de la Tchétchénie.

Ils ont aussi réclamé la libération de plusieurs personnes détenues à la suite d'une importante offensive menée par des combattants tchéchènes en juin dernier en Ingouchie, république voisine de l'Ossétie du Nord et de la Tchétchénie.

Le *New York Times* rapportait par ailleurs hier qu'un des ravisseurs,

Poutine rentre d'urgence

Le président russe Vladimir Poutine est rentré pour sa part d'urgence de sa résidence d'été de Sochi, sur la mer Noire. Il a tenu une réunion avec le ministre de l'Intérieur, Rachid Nourgaliev, pour faire le point sur la prise d'otages, qui survient quelques jours après la nomination d'un nouveau président pro-russe en Tchétchénie.

L'élection, télécommandée de Moscou au dire des organisations de défense des droits de l'homme, avait été précédée par l'explosion de deux avions de ligne russes. Des combattants tchéchènes ont revendiqué l'attentat, en soulignant que d'autres actes allaient suivre. Mardi, un attentat suicide ayant fait 10 morts est survenu à Moscou.

Malgré l'insécurité suscitée en Russie par ces événements et la prise d'otages, fermement condamnée par la communauté internationale, le président n'a pas fait de déclarations publiques hier. Son silence était décrit par certains analystes russes comme une reconnaissance de l'échec de ses efforts de « normalisation » en Tchétchénie.

Il aurait cependant réitéré, lors d'une rencontre avec des journalistes turcs en prévision d'une visite initialement prévue aujourd'hui à Istanbul, qu'il ne négocierait jamais avec les « terroristes » tchéchènes.

« Nous allons les combattre, les mettre en prison et les détruire », aurait déclaré M. Poutine, se faisant, encore une fois, l'apologiste de la manière forte dans la région.

Avec AFP, AP, Reuters, BBC et *The Guardian*

Pettigrew à Moscou

Le Canada solidaire

PRESSE CANADIENNE

MOSCOU – Le ministre canadien des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew, en visite officielle à Moscou, a assuré hier la population russe de la sympathie et de la solidarité du Canada à la suite de la vague d'attentats terroristes ayant fait une centaine de morts en Russie en un peu plus d'une semaine.

« J'ai exprimé les condoléances des Canadiens au gouvernement russe au sujet des attaques terroristes des derniers jours, et notre grande inquiétude au sujet de la crise des otages en cours en Ossétie du Nord », a déclaré M. Pettigrew au terme d'un entretien avec son homologue russe, Sergueï Lavrov, à Moscou.

Le ministre fédéral effectue depuis lundi, et jusqu'au 14 septembre, un séjour officiel dans cinq pays d'Europe afin d'y faire la connaissance de ses homologues et d'échanger au sujet de la sécurité régionale,

des défis politiques auxquels font face les pays membres du G8, groupe réunissant les huit pays les plus industrialisés du monde, ainsi que de la guerre menée à l'échelle mondiale contre le terrorisme.

MM. Pettigrew et Lavrov ont également discuté des questions de coopération dans l'Arctique et du développement du commerce bilatéral entre les deux pays. En dépit de la recrudescence des attentats en Russie, les relations entre Ottawa et Moscou s'améliorent, a estimé le ministre canadien.

« La Russie est un pays en mouvement, a-t-il déclaré. Nous devons développer une solide relation bilatérale reposant sur un secteur privé et une base d'investissement solides. »

La prise d'otages d'hier est survenue après le double attentat aérien perpétré la semaine dernière et l'attentat commis mardi par une kamikaze près d'une station de métro en pleine capitale russe.

ULYSSE NARDIN

SINCE 1846 LE LOCLE - SUISSE

PERPÉTUELLE LUDOVICO | REF. 336-48

TECHNICITÉ ET ÉLÉGANCE

LA SEULE MONTRE À CALENDRIER PERPÉTUEL QUI AUTORISE L'AJUSTEMENT EN AVANT OU EN ARRIÈRE DES INDICATEURS CALENDRIERS. AFFICHAGE GRANDE DATE BREVETÉ. MOUVEMENT AUTOMATIQUE. ÉTANCHE À 50M. GLACE SAPHIR. DISPONIBLE EN OR ROSE ET GRIS 18 CT.

Célébrons 25 ans d'excellence

CHÂTEAU D'IVOIRE

2020, rue de la Montagne • (514) 845-4651
www.chateaudivoire.com

PRISE D'OTAGES EN OSSÉTIE DU NORD

Tchéchénie: l'écran de fumée de la «normalisation»

MARC THIBODEAU

Vladimir Poutine a beau s'évertuer à convaincre le monde que le processus de «normalisation» de la Tchétchénie suit son cours, les événements ne cessent de le contredire et soulignent, aux yeux des analystes, la nécessité d'un changement de cap de la Russie dans ce dossier.

La prise d'otages en Ossétie du Nord, l'attentat suicide survenu mardi à Moscou ainsi que l'explosion criminelle de deux avions de ligne illustrent, s'ils leur sont bel et bien imputables, la détermination des combattants de la république sécessionniste. Ils témoignent aussi du niveau de haine qui anime les belligérants après des années de conflit.

Pour Michel Roche, chargé de cours au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal, cette haine est telle que toute solution de compromis relativement au statut de la république sécessionniste est désormais impossible.

La seule façon de résoudre la crise
« Il faut une reconnaissance de facto de l'indépendance de la Tchétchénie. Il n'y a pas d'autre façon de résoudre la crise », estime M. Roche, qui serait cependant fort étonné de voir le président Poutine emprunter cette voie.

Jusqu'à maintenant, le dirigeant russe s'est toujours opposé à toute forme de négociation avec les indépendantistes tchéchènes. Il avait notamment souligné en 1999 sa volonté de « buter les terroristes juste dans les chiottes », Moscou s'efforçant systématiquement d'assimiler sa lutte dans le Caucase à la lutte internationale contre le terrorisme.

L'attitude ferme de Vladimir Poutine a grandement favorisé son élection à la présidence du pays en 2000, rappelle M. Roche. Elle a aussi facilité sa mainmise graduelle sur les appareils du pouvoir en Russie et facilité la nomination de nombre d'anciens membres des services secrets et de l'armée à des postes d'influence. Plusieurs militaires russes profitent d'ailleurs personnellement, souligne-t-il, de la situation actuelle dans la république sécessionniste, qui avait mis le feu aux poudres en 1991 en déclarant son indépendance.

« Nouveaux ennemis »

Une éventuelle reconnaissance de l'indépendance de la Tchétchénie se traduirait conséquemment par



Cette image, empruntée à la télévision, montre un soldat entraînant une fillette loin des lieux de la prise d'otages de Beslan.

PHOTO REUTERS

beaucoup de « nouveaux ennemis » pour Poutine, souligne l'expert. Le président doit considérer en contrepartie le fait que la population, secouée par les attentats, est de moins en moins favorable à la position de Moscou dans ce dossier.

« Il est possible que le conflit, après avoir longtemps servi à Poutine, commence à lui nuire », souligne M. Roche.

Rachel Denber, directrice de la division Europe et Asie centrale de

l'organisme Human Rights Watch, estime qu'aucune véritable normalisation n'est envisageable en Tchétchénie en l'absence d'un système d'imputabilité pour les soldats et miliciens pro-Kremlin qui se rendent coupables d'abus.

« Nombre de Tchétchènes combattent pour venger un de leurs proches qui a été tué ou torturé. Il faut qu'il y ait de l'imputabilité. Dans le cas contraire, les chances de voir une quelconque confiance s'établir envers Moscou ne peuvent que di-

minuer plus encore », estime Mme Denber, qui condamne énergiquement la prise d'otages survenue en Ossétie du Nord.

Communauté internationale

Comme M. Roche, elle estime que Vladimir Poutine doit revoir son approche envers la Tchétchénie plutôt que de s'entêter à désigner par des « élections bidon » des leaders tchéchènes pro-russes qui ne sont pas reconnus par la population locale.

Mme Bender ajoute que la communauté internationale a un rôle actif à jouer pour convaincre le gouvernement russe de bouger dans cette direction. « Malheureusement, on assiste plutôt depuis quelques années à un désengagement du dossier tchéchène, alimenté notamment par la guerre au terrorisme.

Les pays ont décidé de mettre l'accent sur d'autres enjeux dans leurs rapports avec Moscou », déplore-t-elle.

Le mal tchéchène de Moscou

JOONEED KHAN

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré que les attentats qui frappent la Russie ont « leurs racines » dans le « terrorisme international ».

Mais le conflit tchéchène en est une racine plus concrète et immédiate.

Le conflit éclate en 1991 quand, après l'effondrement de l'Union soviétique, le président élu Djokhar Doudayev proclame l'indépendance de la Tchétchénie que son homologue russe Boris Eltsine refuse de reconnaître. Mais les troupes russes doivent se retirer face à la résistance locale.

En 1994 l'armée russe revient, passant de 10 000 à 45 000 hommes en 1995. Doudayev est tué par une roquette. Contre-offensive majeure des Tchétchènes. Les Russes acceptent une trêve. Eltsine retire ses troupes, après 70 000 morts des deux côtés.

Les Tchétchènes, récusant l'autorité de Moscou, élisent Aslan Maskhadov président en 1997. Des attentats frappent Moscou et d'autres villes russes. Des Tchétchènes pénètrent au Daguestan voisin en appui aux islamistes qui veulent y créer une nation indépendante.

En 1999, l'armée russe reprend le Daguestan et reconquiert la Tchétchénie, rasant Grozny, la capitale, faisant 250 000 réfugiés, et repoussant

les rebelles dans les montagnes.

Moscou crie victoire, mais la guerre continue. L'ONU veut une enquête sur les violations de droits de la personne. Le nouveau président russe Vladimir Poutine nomme son propre premier ministre à Grozny.

Le 23 octobre 2002, des Tchétchènes s'emparent d'un théâtre de Moscou, prennent en otages 763 personnes, et réclament la fin de la guerre. Les forces russes investissent les lieux, tuant les rebelles et

Dimanche dernier, l'ancien ministre de l'Intérieur Alou Alkhanov, candidat de Moscou, a été élu président de Tchétchénie. Il assumera ses fonctions dans un mois.

plus d'une centaine d'otages. Le mois suivant, un attentat suicide fait 80 morts au QG de l'administration à Grozny.

En mars 2003, Moscou fait voter un référendum qui reconnaît la Tchétchénie comme partie de la Fédération russe. En mai, un attentat suicide fait plus de 50 morts dans le Nord tchéchène. En octobre, Moscou fait élire Akhmad Kadyrov président. Il y a eu 11 attentats à la bombe contre les Russes en 2003.

En février 2004, l'ancien président

Zelimkhan Yandarbiyev est tué dans une explosion au Qatar, qui arrête et emprisonne à vie deux agents russes. En mai, le président Kadyrov et d'autres sont tués dans un attentat à Grozny. En juin, des attaques en Ingouchie font des dizaines de morts. Poutine blâme les Tchétchènes.

Le président indépendantiste Aslan Maskhadov, qui vit caché dans les montagnes, nie tout rôle dans ces attaques, mais jure de poursuivre la résistance. En juillet, le président intérimaire Abramov survit à un attentat.

Dimanche dernier, l'ancien ministre de l'Intérieur Alou Alkhanov, candidat de Moscou, a été élu président de Tchétchénie. Il assumera ses fonctions dans un mois.

Les racines sont plus profondes même : invasion russe sous le tsar Nicholas dans les années 1830, conquête russe en 1859. À la faveur de la Révolution de 1917, le Daguestan (incluant alors la Tchétchénie) proclame son indépendance. Les troupes soviétiques occupent en 1923 la région, que Moscou subdivise en zones autonomes.

En 1944, Staline, soupçonnant les Tchétchènes de collaborer avec Hitler, déporte des milliers d'entre eux en Sibérie et au Kazakhstan. La République ayant été rétablie en 1957, ils sont autorisés à y retourner.

Les principales prises d'otages

AGENCE FRANCE-PRESSE

MOSCOU – Voici un rappel des principales prises d'otages qui se sont déroulées depuis plus de 10 ans sur le territoire russe, où un commando a pris hier le contrôle d'une école en Ossétie du Nord (Caucase), y retenant quelque 200 enfants et 40 adultes, selon les estimations des autorités locales.

Les prises d'otages ont été utilisées à plusieurs reprises par les indépendantistes de la république voisine de Tchétchénie.

> Le 8 novembre 1991, un avion Tupolev 154 avec 178 personnes à bord, qui assurait la liaison Mineralnye Vody (Caucase)/ Ekaterinbourg (Oural) est détourné par des Tchétchènes vers Ankara. Les pirates, qui finiront par libérer leurs otages à Grozny, capitale de la Tchétchénie, étaient dirigés par Chamil Bassaïev, un des principaux chefs de guerre tchéchènes.

> Du 14 au 20 juin 1995, quelque 200 Tchétchènes emmenés par le même Chamil Bassaïev attaquent les bâtiments administratifs de Boudenovsk (sud-ouest de la Russie) avant de se retenir dans l'hôpital où ils prennent 1500 civils en otages.

La prise d'otages, ponctuée de combats entre forces de l'ordre russes et séparatistes tchéchènes fera 150 morts.

Tchéchènes et Russes convien-

ent alors d'un cessez-le-feu qui sera globalement respecté jusqu'en décembre 1995.

> Du 9 au 24 janvier 1996, un commando tchéchène prend en otages 2000 personnes à Kizliar (Daguestan, Caucase russe). Après la libération d'une grande partie des otages, le commando fait monter une centaine de personnes à bord de bus pour la Tchétchénie. Ils sont arrêtés par les forces russes, peu avant la frontière, dans le village de Pervomaïskaïa. L'assaut est donné faisant entre 50 et 100 morts, selon les sources.

> Le 31 juillet 2001, une quarantaine de personnes sont retenues près de Mineralnye Vody (sud-ouest de la Russie) par des hommes exigeant la libération de rebelles tchéchènes. Tous les otages sont libérés après un assaut des forces de l'ordre ayant fait un mort parmi les rebelles.

> 23-26 octobre 2002, un commando tchéchène de 41 membres, dont 19 femmes, retient près de 800 personnes en otages dans un théâtre de Moscou. Après 57 heures de tension, tous les membres du commando sont tués par les forces spéciales russes, tandis que 129 otages périssent tués par les gaz utilisés lors de l'assaut. Chamil Bassaïev revendique cette prise d'otages.

ACTUALITÉS

Un jeune anglophone empêché d'étudier en anglais

Son père, qui a vécu une immersion en français, est considéré francophone par le ministère de l'Éducation

ÉRIC CLÉMENT
eric.clement@lapresse.ca

La Cour d'appel du Québec a ordonné à une commission scolaire de l'Outaouais d'inscrire temporairement dans une école anglaise un jeune anglophone de 7 ans. Le garçon était privé d'enseignement en anglais car son père, un anglophone, est considéré par le Québec comme francophone car il a fait ses études primaires en français au Manitoba.

Quand Michael Parasiuk a été d'âge scolaire, ses parents l'ont inscrit au programme d'immersion en français qu'une école primaire anglaise de Winnipeg venait de créer. « Mes parents étaient allés en Europe et trouvaient que d'être unilingue anglophone, ce n'était pas suffisant, dit-il en français lors d'une entrevue téléphonique. C'était aussi l'époque de la vision bilingue de Trudeau. Alors, ma soeur et moi sommes allés dans cette classe d'immersion française au primaire. »

Les trois quarts de son enseignement dans cette école lui ont été fournis en français. Et c'est pour cette raison que le ministère de l'Éducation refuse depuis deux ans d'inscrire son enfant, Cohen Parasiuk, dans une école anglaise au Québec. Même si Michael Parasiuk a fait toutes ses études secondaires et universitaires en anglais. Même si sa femme est d'origine australienne et qu'à la

maison tout se passe en anglais.

En effet, l'article 73 de la Charte de la langue française, qui définit qui est admissible à recevoir au Québec un enseignement en anglais, stipule qu'il faut qu'au moins l'un des deux parents ait eu un enseignement primaire en anglais au Canada. Et dans le cas de la famille Parasiuk, la mère a fait son primaire en anglais en Australie et non au Canada et son père l'a fait aux trois quarts en

Le président d'Alliance Québec, le révérend Darryl Gray, estime que le facteur déterminant dans ce dossier devrait être le meilleur intérêt de l'enfant

français au Manitoba...

La famille Parasiuk habite au Québec depuis octobre 2000. Cohen est allé à la maternelle en français jusqu'en mai 2001, mais ne parlant pas français, cela ne s'est pas très bien passé. Il était isolé des autres enfants. Michael Parasiuk a alors essayé d'obtenir la permission de placer Cohen dans une maternelle anglaise, mais le Ministère a refusé en 2002 et sa requête devant le Tribunal administratif du Québec a aussi été rejetée. L'enseignement de Cohen s'est alors effectué à la maison.

La famille a perdu sa cause en Cour supérieure en juin, la juge Claudette Picard confirmant le refus du ministre. Mais mardi, la

Cour d'appel a rendu une ordonnance pour permettre au jeune d'intégrer une maternelle en anglais et elle jugera la cause sur le fond en décembre.

Cohen Parasiuk est revenu lundi de chez ses grands-parents, en Colombie-Britannique. Son père s'apprêtait à l'inscrire, à contrecoeur, dans une école privée anglaise d'Ottawa. Mais la décision de la Cour d'appel a changé les plans et le jeune garçon a pu fran-

chir, hier, les portes de l'école primaire de Wakefield, membre de la commission scolaire Western Quebec. « Nous étions très heureux, dit M. Parasiuk. Il est maintenant en deuxième année. Et il fera comme moi l'apprentissage du français dans une classe d'immersion. Car je veux qu'il soit bilingue et ma fille aussi. » M. Parasiuk, qui ne comprend pas pourquoi il serait « coupable d'avoir appris le français et d'être capable de travailler en français », dit être très fier de parler français. Fonctionnaire fédéral, il explique que s'il a voulu que son fils fréquente une école anglaise, c'est parce qu'il pense que c'est avec un programme d'immersion en français qui apprendra le

mieux cette langue. « Car dans une école française, il n'aurait pas travaillé à la même vitesse que les autres élèves. »

L'avocat de la famille Parasiuk, Brent Tyler, a lancé hier un appel à la communauté anglophone, au procureur général du Canada et aux commissions scolaires anglophones du Québec afin qu'ils l'aident dans cette cause. « Il faut aider cet enfant qui a eu une très mauvaise expérience, dit-il. C'est une situation absurde et ridicule et la Cour d'appel le reconnaît quand elle parle de *prépondérance des inconvénients* pour Cohen. »

Mais à en juger par la réaction de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec, l'avocat n'est pas au bout de ses peines. « Notre conseil d'administration a décidé que ce n'était pas approprié pour l'instant (de soutenir la cause de Michael Parasiuk), explique Marcus Tabachnick, président de l'association et président de la Commission scolaire Lester B. Pearson. Il y a actuellement une autre affaire du même genre devant la Cour suprême, dont nous attendons une décision cet automne. Dépendamment de cette décision, nous verrons. »

« Vous connaissez l'adage, avait prédit M^e Tyler en conférence de presse. On ne mord pas la main qui vous nourrit. Et 80 % du financement des commissions scolaires anglaises provient de Qué-

bec... »

Le président d'Alliance Québec, le révérend Darryl Gray, qui soutient la cause Parasiuk, estime que le facteur déterminant dans ce dossier devrait être le meilleur intérêt de l'enfant. « Nous espérons que ce jugement est une indication de ce qui sera jugé en décembre. La Cour d'appel dit que cet enfant ne doit plus souffrir. Mais les familles québécoises et canadiennes ne devraient pas avoir à se battre seules pour de tels droits humains contre leur propre gouvernement quand le meilleur intérêt des enfants est d'apprendre les deux langues. »

« La bataille n'est pas gagnée, dit M. Parasiuk, mais c'est déjà une meilleure situation pour mon fils. Vous savez, je suis d'accord avec le Québec qui doit protéger sa langue et sa culture, mais je ne me vois pas comme une menace. Je ne veux pas que mon fils soit sacrifié et je crois qu'il faut toujours agir de façon à ce que l'on privilégie une éducation dans le meilleur des deux systèmes pour l'enfant. »

M. Gray a dit que grâce à l'intervention du premier ministre Jean Charest, Alliance Québec aura une rencontre au ministère de l'Éducation à la fin du mois. « Nous sommes optimistes. Nous espérons que M. Reid écoutera nos doléances. Nous y allons pour écouter et être entendus. »

Le ministère de l'Éducation s'est refusé à tout commentaire hier.

PASSAGES À NIVEAU

Transports Canada recommande une meilleure inspection

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Un groupe de travail de Transports Canada recommande d'améliorer la sécurité des passages à niveau sur l'ensemble du réseau ferroviaire canadien. Des inspecteurs devraient évaluer leur sécurité tous les cinq ans, mentionne un rapport qui sera présenté le mois prochain au ministre fédéral des Transports, Jean Lapierre.

La semaine dernière, un train de VIA Rail a fauché à près de 150 km/h une voiture qui se trouvait sur un chemin peu fréquenté de Coteau-du-Lac. Un couple d'octogénaires et leur fille de 51 ans sont morts sur le coup.

Or la sécurité de ce passage à niveau aurait dû être réévaluée, selon les critères proposés par le groupe de travail. Si les recommandations sont adoptées, toute augmentation du trafic sur une route ou une voie ferrée entraînera une nouvelle étude.

Le passage à niveau de Coteau-du-Lac a connu une hausse de la circulation ferroviaire depuis l'ajout de trains entre Montréal et Ottawa. De plus, la seule ferme desservie par le chemin vend des légumes aux passants, ce qui pourrait avoir augmenté son encombrement. À l'heure actuelle, seule une croix de Saint-André indique aux automobilistes la présence du danger.

Ces signes sont peu efficaces, estime Hugo Langshur, un automobiliste heurté par un train le 23 juillet dernier. L'homme de 82 ans tournait à l'angle des rues Bridge et Wellington à Montréal pour aller emprunter le pont Victoria lorsque sa femme l'alerta de la présence d'une locomotive. M. Langshur a tout juste eu le temps d'accélérer, ce qui a limité les dégâts à la voiture qui a subi néanmoins pour 3500 \$ de dommages.

« Je prends la rue Bridge depuis de nombreuses années et c'est la première fois que je voyais un train à cet endroit », dit M. Langshur. Il note toutefois que cette première aurait pu lui être fatale. Le résident de Saint-Lambert s'interroge sur l'absence de barrières à cette artère qui mène au pont Victoria. À son avis, la simple présence d'une croix de Saint-André ne suffit pas à avertir du danger. « Si la voie est rarement utilisée, c'est doublement dangereux parce que les gens ne la voient plus ! »

Interrogée hier, une porte-parole de Transports Canada, Cathy Cossaboom, assure que les recommandations du groupe de travail n'ont aucun lien avec ces deux accidents.



QUAND VOTRE COURRIEL VOUS SUIT, LES AFFAIRES BOUGENT.

L'appareil portable BlackBerry^{MC} de Rogers Sans-fil vous permet d'envoyer et de recevoir des courriels pratiquement n'importe où. Avec une telle souplesse, vous pouvez tout régler sur-le-champ. Et grâce à notre réseau, vous pouvez le faire aux quatre coins du monde ou presque. Renseignez-vous sur nos forfaits voix et courriel à partir de 45 \$ par mois*.

POUR EN SAVOIR PLUS, COMPOSEZ LE 1 866 299-1870 OU VISITEZ ROGERS.COM/SANS-FIL/BLACKBERRY

BlackBerry.

ROGERS
SANS-FIL

Votre monde. Maintenant.

CONSULTEZ ROGERS.COM, COMPOSEZ LE 1 866 299-1870 OU RENDEZ-VOUS CHEZ NOS DISTRIBUTEURS ROGERS SANS-FIL, ROGERS PLUS OU ROGERS VIDEO.

ACHÉTEZ EN LIGNE

*Forfaits voix et courriel offerts dans le cadre d'un abonnement de deux ans. Consultez rogers.com/deplacement pour des précisions sur la couverture internationale. Les marques, images et symboles associés aux familles BlackBerry et RIM sont des marques de commerce ou des marques déposées et les propriétés exclusives de Research In Motion Limited et sont utilisés avec permission. Les frais d'accès au système et au service d'urgence 911, les frais d'interurbain et de déplacement, les frais liés aux services additionnels en option et les taxes s'appliquent et seront facturés mensuellement. L'offre peut changer sans préavis. L'appareil illustré peut ne pas être disponible dans tous les magasins. ©2004 Rogers Sans-fil inc. Tous droits réservés. TMRogers, Rogers Sans-fil, le ruban de Möbius et « VOTRE MONDE. MAINTENANT. » sont des marques de commerce de Rogers Communications inc. Utilisés sous licence.



YVES BOISVERT

L'école qui fonctionne

Je vous l'avais dit : il suffit de dire une bonne chose sur l'école québécoise, et plein de gens deviennent instantanément furieux.

« Lisez le reportage d'untel sur l'école unetelle, vous me direz si l'école va bien ! » m'écrit un lecteur.

« Demandez aux profs de cégep qui corrigent des travaux si le français est bien enseigné au Québec ! Voyons donc ! »

« J'enseigne aux niveaux secondaire et universitaire depuis 12 ans et je constate, année après année, que la qualité du français diminue, me dit un autre. Encore plus déplorable : les enseignants qui ne maîtrisent pas eux-mêmes convenablement le français ! »

Vous devriez vous préoccuper de la situation, ajoute ce prof, « au lieu de rassurer une population qui se rapproche de plus en plus de l'analphabétisme ». Car en effet, « dans nos écoles le français se meurent, monsieur Boisvert. »

Se meurt, monsieur, il fallait écrire « se meurt », qui s'accorde avec « français », et non avec « écoles ».

Bon, bon, ça va, ce n'est pas la peine de faire des fautes de français pour servir votre propos, j'ai compris. O.K., si vous y tenez, je l'avoue : l'école est pourrie.

Ça vous rend de bonne humeur ?

On le sait, voyons. Je peux faire 1347 chroniques de suite sur les problèmes des écoles. Pensez-vous que je ne les connais pas ? Pensez-vous que j'ignore, par exemple, les problèmes d'une portion importante des garçons à l'école ? La furieuse manie des changements de programmes ? Les querelles de pédagogues, les bulletins qui parlent de « compétences transversales », les lubies périodiques du ministère de l'Éducation ?

Je vois tout ça comme vous. Et je n'ai pas encore parlé de la violence, de la drogue et quoi encore.

Je ne dis pas qu'il n'y a pas de problèmes à l'école. Ni de choses à changer. Un million d'élèves sont entrés à l'école cette semaine. Il y a plein de problèmes partout. Et plein de choses à faire.

On ne parle que de ça toute l'année, les misères de l'école. Je ne blâme pas les journalistes : les journaux sont la chronique du dysfonctionnement social.

Mais n'allons pas penser que nous sommes seuls. Le débat sur l'éducation « en crise » dure depuis des années en France, en Angleterre, aux États-Unis, partout. Il n'y a rien d'original là-dedans. Ce qui est propre au Québec, par contre, c'est cette conviction, chez plu-

sieurs personnes, que la situation est bien pire ici.

Nous nous faisons souvent sur ces questions-là une idée misérabiliste du Québec, et grandiose des autres pays.

Or, il se trouve que des gens font des études comparatives très sérieuses pour le compte de l'OCDE-PISA, que je citais mardi. Ils testent des élèves dans une trentaine de pays développés pour comparer leur compétence dans différents domaines.

Il s'en trouve bien sûr pour critiquer la méthodologie, rien n'est parfait. Reste que ces études placent depuis plusieurs années le Québec très haut dans le classement en mathématiques (tout en haut, en fait), en science et, dans une moindre mesure, en lecture. D'autres études montrent que les efforts pour valoriser la lecture dans les écoles du Québec, notamment en créant des activités « autour du livre », ont porté leurs fruits, et font du Québec un modèle au Canada.

Ce n'est pas rien. Il faut se souvenir de ce qu'était le Québec, et le Québec francophone en particulier, il y a seulement 60 ans, quand l'éducation est devenue obligatoire : à côté du cours classique qui formait une poignée d'étudiants,

une population largement sous-scolarisée.

Malgré tout le mal qu'on peut dire de cette école, il se trouve que *généralement*, en la comparant, elle se tire plutôt bien d'affaire, plutôt mieux que les autres. Certains enfants apprennent des choses !

Ben coudonc.

Rien n'existe généralement ou en moyenne. Il n'existe que des écoles en particulier, des élèves singuliers. C'est pourquoi on peut démontrer à l'infini la médiocrité scolaire, les exemples sont innombrables.

On peut tout de même évaluer un système en testant ceux qui en sont issus. Et, en autant qu'on puisse faire cela directement, le Québec s'en tire *généralement* très bien.

Jean Dorion, avant de redevenir président de la Société Saint-Jean-Baptiste, a été délégué du Québec au Japon. Quand il rencontrait des investisseurs japonais, il citait invariablement les études de PISA pour vanter la qualité de l'éducation au Québec.

« Je le faisais en ayant tout de même un certain doute à l'esprit, me dit-il. On dit tellement de choses épouvantables sur l'école au Québec. Nos enfants (dont la langue maternelle est le japonais) al-

laient à l'école publique japonaise, que nous trouvions excellente : profs dévoués, bon apprentissage, etc. En revenant ici, je me demandais comment les choses se passeraient. Nous avons deux enfants à l'école publique primaire et nous sommes très satisfaits de ce que nous avons découvert. »

Plein de gens — parents, profs, retraités, étudiants — m'ont écrit dans ce sens. Pour parler de l'autre école québécoise : celle qui fonctionne. Elle existe à côté de tout ce qui ne va pas, on pourrait presque dire qu'elle se cache derrière. Mais elle existe malgré tout, sans faire de bruit, sans gloire, sans triomphe, dans la plus parfaite banalité quotidienne.

On mesure sa qualité non pas dans un classement à l'école, mais dans des études anonymes, où aucune école ne peut se péter les bretelles. Des études qui font rarement la manchette, qu'à peu près tout le monde ignore.

L'école qui fonctionne ne s'en soucie guère, elle n'est pas là pour les médailles, elle n'a pas de nom. Elle n'en est que plus remarquable.

Je veux le dire une fois par année. Vous me direz que ça fait déjà deux fois cette semaine, mais nous sommes dans une année bissextile.

Affaire Boulianne: l'âge des bus a son importance...

LE SOLEIL

QUÉBEC — Marc-André Boulianne n'a jamais détenu d'actions de la compagnie qui a vendu des autobus d'écoliers à Cuba. Mais il est inexact de dire qu'il n'a jamais voulu détenir des actions de Lagarto, selon le seul témoin entendu jusqu'à maintenant.

La troisième journée de l'enquête sur la conduite du coroner Boulian-

ne a permis de mieux comprendre son rôle dans les transactions avec les Cubains. Hervé Lasalle, ancien partenaire d'affaires du coroner dans la compagnie Lagarto, a témoigné pendant ces trois journées. La bonne entente entre le témoin et le coroner a cessé en 1995.

Sans être actionnaire, Marc-André Boulianne détenait au sein de Lagarto le poste de président des relations internationales avec Cuba. Le

coroner possédait de nombreux contacts avec Cuba bien avant l'épisode des autobus d'écoliers.

L'enquête vise à déterminer si le coroner Boulianne s'est placé en situation de conflit d'intérêts en participant à la vente d'autobus usagés à Cuba en 1995. Deux ans plus tôt, il avait mené une enquête sur le transport scolaire à l'issue de laquelle il recommandait notamment de ne plus acheter des bus au nez

allongé quand viendrait le temps de renouveler le parc.

L'âge des autobus vendus à Cuba sera au cœur du débat, si on se fie aux questions de l'avocat du coroner, M^e Claude Marchand. Au Québec, un autobus ne peut servir au transport d'écoliers pendant plus de 12 ans.

Les autobus vendus à Cuba, sauf quelques exceptions, n'avaient pas atteint la limite des 12 ans, a permis

d'apprendre le témoignage de M. Lasalle. Ils auraient donc pu continuer à transporter des jeunes au Québec.

C'est la raison pour laquelle le coroner brûle d'impatience de témoigner. Il entend démontrer que les autobus vendus à Cuba n'ont pas été retirés des routes du Québec à la suite de son rapport d'enquête sur le transport scolaire. Voilà pourquoi il a toujours nié tout conflit d'intérêts.

Nos caisses de 12 bouteilles de vin ont 13 bouteilles.

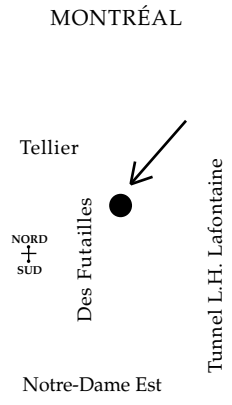
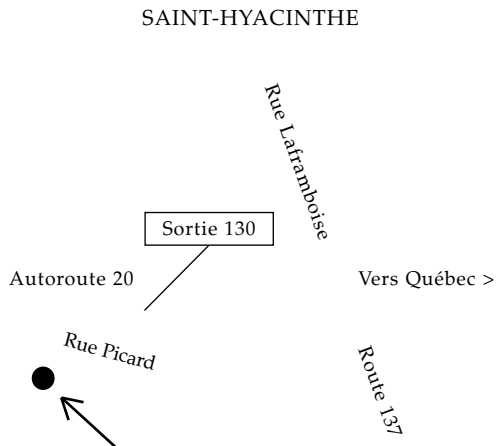
L'ÉVÉNEMENT

« LE VRAC EN FÊTE »

vendredi • samedi • dimanche • lundi

Durant le long week-end de la Fête du travail, obtenez une bouteille de 750ml* gratuite à l'achat de douze bouteilles de vin, rouge ou blanc, en vrac. C'est le temps ou jamais de vous monter une réserve parmi une vaste sélection de Bordeaux d'appellation d'origine contrôlée, de Merlots, de Sauvignons blancs du Chili ou de Cabernets Sauvignons. Attendez-vous à plusieurs surprises sur place. Exclusivement au 2021, rue des Futailles Montréal et au 3755, rue Picard à Saint-Hyacinthe. **Hâtez-vous! L'événement «Le vrac en fête» ne dure que quatre jours.**

Aussi, des offres représentant jusqu'à **50%** de rabais sur nos produits embouteillés[†].



*Provenant du même cépage en vrac. † Seulement sur les produits sélectionnés. Offre non valable chez SAQ Dépot.



J'embouteille. J'économise!

SUITE DE LA UNE

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. Itée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

Réquisitoire contre Kerry

KERRY
suite de la page A1

« La présidence est tout à fait déférente, a-t-il ajouté. Un sénateur peut avoir tort pendant 20 ans sans que cela nuise au pays. Mais un président exprime toujours le vote décisif. »

Le discours du vice-président a mis un terme à une soirée — la troisième de la convention — où les orateurs se sont succédés à la tribune pour attaquer Kerry.

Au milieu de la soirée, le sénateur démocrate Zell Miller, de Géorgie, a soulevé l'enthousiasme des délégués en dénonçant le candidat de son propre parti.

« Le sénateur Kerry a clairement dit qu'il n'aurait recours à la force que si cela était approuvé par les Nations unies. Kerry laisserait le soin à Paris de décider quand l'Amérique a besoin d'être défendue », a déclaré le plus conservateur des sénateurs démocrates.

Devenu le mouton noir de son parti, Miller a expliqué qu'il ap-

puyait le président républicain en raison de sa détermination face aux terroristes.

« Le monde ne peut se payer le luxe d'une Amérique indécise », a-t-il déclaré.

Et d'ajouter : « Ma famille est plus importante que mon parti. »

À son tour à la tribune, Cheney n'a pas manqué de vanter George W. Bush, le décrivant comme un homme de vision. Selon lui, l'enjeu de l'élection présidentielle du 2 novembre ne pourrait être plus grand, et le choix plus clair entre le président républicain et son adversaire démocrate, notamment sur les questions de sécurité nationale.

« Il y a des moments dans l'histoire où les dirigeants doivent faire des choix fondamentaux sur la manière d'affronter les défis à l'étranger et sur la meilleure façon de protéger les Américains. Ce pays arrive à l'un de ces moments déterminants », a déclaré Cheney.

« Sur la question du rôle de l'Amérique dans le monde, les

différences entre le sénateur Kerry et le président Bush sont les plus tranchées et les enjeux pour le pays les plus grands », a-t-il ajouté.

Cheney a comparé le « leadership éprouvé et décidé » du président sortant avec la « confusion de conviction » qui caractérise à son avis l'approche de Kerry.

« Le sénateur Kerry a affirmé à la convention démocrate qu'il défendrait l'Amérique avec vigueur après que nous eussions été attaqués, a dit Cheney. Mais, mes chers amis concitoyens, nous avons déjà été attaqués et faisons face à un ennemi qui recherche les armes les plus meurtrières. Nous ne pouvons attendre la prochaine attaque. Nous devons faire tout ce qui est possible pour l'empêcher et cela comprend l'utilisation de nos forces militaires. »

Après une tournée dans plusieurs États clés, le président est arrivé à New York en début de soirée. Il a suivi les discours de Cheney et cie à la télévision en compagnie de pompiers de Queens, une façon de rappeler les événements du 11 septembre 2001 et sa lutte contre le terroris-

me, l'un des grands arguments de sa campagne.

Le président prononcera son discours d'investiture ce soir.

En attendant, le vice-président a défendu avec vigueur la guerre en Irak, dont il a été l'un des plus chauds partisans. Homme de l'ombre, mais très expérimenté, il avait agité à plusieurs reprises la menace nucléaire pour justifier le renversement de Saddam Hussein. Il avait également tenté d'établir un lien entre Saddam et le réseau terroriste Al-Qaeda. En l'absence d'armes de destruction massive en Irak ou de liens entre Saddam et Oussama ben Laden, il n'a jamais exprimé de regret ou présenté d'excuse aux Américains.

Et il ne l'a pas fait hier non plus.

« Il y a 17 mois, Saddam Hussein contrôlait la destinée de 25 millions de personnes, a-t-il dit. Aujourd'hui, il est en prison. »

Populaire au sein de l'aile droite du Parti républicain, Dick Cheney est une figure controversée au sein de la population générale. Selon un sondage Gallup publié hier, seuls 44 % des Américains ont aujourd'hui une opinion favorable de lui alors qu'ils étaient

67 % juste après les attentats du 11 septembre.

Cheney a non seulement été éclaboussé par l'affaire des armes de destruction massive, mais également par les scandales liés à Halliburton, l'entreprise de services pétroliers qu'il dirigeait avant de devenir vice-président.

Bien que les nouvelles soient moins bonnes sur le plan économique que les républicains ne l'espéraient, Cheney a insisté hier sur le programme du président Bush visant à créer des emplois et encourager les Américains à devenir propriétaires et à créer des entreprises.

Plus tôt dans la journée, plusieurs milliers de manifestants, brandissant des tracts roses, la couleur des feuilles de licenciement, avaient formé une file de chômeurs symbolique sur cinq kilomètres entre Wall Street et le Madison Square Garden, lieu de la convention républicaine pour dénoncer les politiques économiques du président Bush.

AUTRES TEXTES

La convention républicaine, page A14

Liquidation du fabricant de meubles NatuZZi

**Du 28 août au 4 septembre
au Carré Décarie, Côte Saint-Luc**
Recouvrements en cuir et tissus très durables

POUR LA PREMIÈRE FOIS!

DANS LA LIMITE DES STOCKS!

STATIONNEMENT GRATUIT!

**CANAPÉS MODULAIRES
CANAPÉS-LITS
CAUSEUSES
TABOURETS
AUSSI DISPONIBLES**

MEUBLES DE QUALITÉ À DES PRIX INCROYABLES

TOUTES LES VENTES SONT DÉFINITIVES!

UTILISEZ VOTRE CARTE SEARS OU TOUTE CARTE DE CRÉDIT AUTORISÉE

CANAPÉS À PARTIR DE 399,99
Tissus très durables
À PARTIR DE 799,99
Cuir

FAUTEUILS À PARTIR DE 99,99
Tissus très durables
À PARTIR DE 399,99
Cuir

Boulevard Décarie	Rue Vézina
■	
Avenue Coolbrook	
Avenue Clanranald	

Carré Décarie
6900, boulevard Décarie, Côte Saint-Luc, PQ.
Heures d'ouverture: lundi-vendredi de 10 h à 21 h
Samedi et dimanche de 10 h à 17 h
Supplément pour la livraison

Prix en vigueur du samedi 28 août au samedi 4 septembre 2004, dans la limite des stocks. Achats sur place seulement.

SEARS*

QUALITÉ, BONS PRIX, SERVICE, FIABILITÉ

Le malheur de Yasmine

CAROLINE TOUZIN

En attente depuis près de deux ans du statut de résidente permanente, la jeune Algérienne Yasmine Behlouli, 20 ans, doit encore une fois retarder son entrée au cégep, et ce, même si elle a reçu son certificat de sélection du Québec.

« Je trouve ça tellement injuste. J'ai fait une partie de mon primaire et tout mon secondaire ici. Mes amis vont finir leur cégep bientôt. C'est le même système d'éducation après tout », affirme-t-elle, découragée.

La loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel est claire : pour étudier dans un cégep au Québec, il faut être à la fois « résident du Québec » et « citoyen canadien ou résident permanent au sens de la Loi sur l'immigration ». Le certificat de sélection du Québec ne suffit pas.

Toutefois, un espoir subsiste pour Yasmine. Le cabinet du ministre de l'Éducation Pierre Reid, informé du cas par *La Presse*, affirme pouvoir accorder une dérogation à la loi pour motif humanitaire. « Le cabinet l'invite à faire une demande de dérogation. Nous l'étudierons », a affirmé, hier soir, son attachée de presse, Caroline Richard.

En janvier dernier, Yasmine se préparait à faire son entrée au cégep Saint-Laurent. Elle a déjà payé son inscription de 120 \$, lorsqu'elle reçoit une lettre du collège lui disant qu'elle devait payer les

droits de scolarité d'une étudiante étrangère. Ces droits varient de 3931 \$ à 6093 \$ par semestre selon le programme d'études.

Yasmine n'a pas l'argent nécessaire. Son père chauffeur de taxi et sa mère couturière, non plus. Elle a pu faire ses études primaires et secondaires en vertu de la loi sur l'immigration, qui garantit l'accès à l'école aux enfants d'immigrants illégaux ou protégés par un moratoire.

Pour l'instant, toutes les démarches qu'elle a faites auprès du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration du Québec et de Citoyenneté et Immigration Canada pour faire valoir sa cause ont été infructueuses.

Elle a tout de même décidé de faire une nouvelle demande, cette fois-ci, au cégep Ahunatic pour le semestre qui vient de commencer. Elle s'est heurtée au même mur.

« On a fui les mitrailleuses et les bombes en Algérie, mais la sécurité, c'est aussi l'éducation. C'est trop rigide comme processus d'immigration », affirme son père, Smaïl Behlouli.

La directrice du Conseil canadien pour les réfugiés, Janet Dench, partage son avis. « Qu'est-ce que ça donne à la société de l'empêcher de faire ses études ? Elle a déjà son certificat de sélection du Québec. Elle a toutes les chances de rester ici », dit-elle.

Les parents de Yasmine ont fait une demande de résidence permanente pour motif humanitaire en

2002 dans le cadre de l'entente Canada-Québec sur les sans-papiers algériens. Les cinq membres de la famille ont obtenu en mars 2003 leur certificat de sélection du Québec, qui statue qu'ils ont les qualités requises pour immigrer dans la province.

Cette étape franchie, Immigration Canada doit faire des vérifications de sécurité, de santé et d'authenticité des documents. La moyenne d'attente pour l'obtention de la résidence permanente des sans-papiers algériens est de 11 ou 12 mois, selon Robert Gervais, porte-parole d'Immigration Canada.

Des quelque 700 sans-papiers algériens qui ont fait leur demande comme la famille Behlouli en 2002, la grande majorité ont reçu leur statut de résident permanent. Immigration Canada a toutefois été incapable, hier, de fournir le nombre exact de personnes toujours en attente.

Le processus est retardé dans le cas des Behlouli, car le résultat de l'examen sécuritaire que doit fournir le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) à Immigration Canada se fait attendre. « Habituellement, on reçoit une réponse du SCRS en même temps que celle de la GRC, qui enquête sur les dossiers criminels. On a eu le résultat de la GRC en mars 2003, mais pas encore celui du SCRS », explique Robert Gervais.

En attendant, Yasmine voit ses copines aller au cégep, sans elle.



PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE ©

Yasmine rêve d'aller au cégep comme ses copines. En attendant son statut de résidente permanente, elle s'instruit comme elle peut chez elle.

« Nous voulons du français ! »

LA TRIBUNE

Quelque 200 immigrants allophones ont descendu dans les rues de Sherbrooke, hier midi, pour protester contre les trop longues listes d'attente aux cours de francisation.

Mais pour la ministre québécoise de l'Immigration, cette marche s'avérait plutôt d'une prise d'otages par des professeurs en période de négociations. « Nous voulons du français ! » ont scandé en chœur les marcheurs à la peau noire, aux yeux bridés ou au teint olivâtre, dirigés et harangés par des employés du Service d'aide aux néo-Canadiens (SANC).

Cette manifestation était organisée par le Syndicat des professeurs de l'État du Québec (SPEQ). Ce syndicat regroupe quelque 120 enseignants de français qui travaillent dans les programmes de francisation au Québec. Il se trouve présentement en négociation de convention collective.

Le SPEQ dénonce la fermeture de 45 classes de francisation dans la province par le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI).

LE 31

Signé Rudsak en exclusivité au 31

Le cuir moto rouge

Une couleur clé de l'automne, belle et profonde, riche comme un vieux bordeaux, très masculine sur le cuir satiné. Épaulettes en relief arrondi, jeux de poches zip, col et poignets à languette pression. Aussi en noir. 38 à 46. 495.00

Col roulé 58.00, jeans velours 49.95

simons

LOTO QUÉBEC Résultats
TVA, le réseau des tirages

Tirage du 2004-09-01

1^{er} numéro 070652 25 000 \$	2^e numéro 456981 50 000 \$	3^e numéro 717872 100 000 \$
---	--	---

décomposables

Nombres "Télé"

073990	267323	796269
--------	--------	--------

non décomposables

NUMÉRO BONI **05**

LOTTO 649 Tirage du 2004-09-01

01 02 21 30 31 38
Complémentaire: **(46)**

SOYEZ TOUJOURS GENTILS AVEC CEUX QUI JOUENT AU LOTTO 649

Québec 49 Tirage du 2004-09-01

07 10 15 30 34 44
Complémentaire: **(31)**

Panéo Tirage du 2004-09-01

04 05 07 11 13 15 17 21 22 24 32 37 40 42 48 50 53 54 66 69

Quotidien Tirage du 2004-09-01 3 4 962 0257	Extra Tirage du 2004-09-01 NUMÉRO 304942
---	--

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

3251228A

SUITES DE LA UNE

Ébranlées par le refus d'Ottawa, les provinces reculent sur l'assurance médicaments

PROVINCES
suite de la page A1

Pour Québec, le peu d'échanges entre Ottawa et les provinces sur le contenu de la conférence du 13 septembre est inquiétant. « Il est minuit moins cinq pour la préparation de la conférence », a lancé M. Charest, estimant qu'une conférence qui se dirige vers « des surprises en série » n'augure rien de bon.

Depuis plusieurs jours, par la voix de son ministre de la Santé, Ujal Dosanjh, le gouvernement Martin a fait savoir qu'il n'était pas intéressé à financer un programme d'assurance médicaments.

Cette initiative faisait partie du programme électoral du PLC. On y parlait « d'une approche nationale qui fournira une couverture de base à tous les Canadiens, incluant une protection en cas de catastrophe, pour contenir les coûts des médicaments »,

rappelait hier le premier ministre Charest.

Mais la facture d'un programme national d'assurance médicaments risque de devenir très rapidement prohibitive; une couverture générale coûterait jusqu'à 12 milliards de dollars par année. Un programme « catastrophe », pour les gens qui ont plus de 1500 \$ de frais de pharmacie en un an, coûterait environ 2 milliards, selon les études faites pour la commission Romanow, il y a deux ans.

Davantage que 9 milliards

La rumeur veut que, dans deux semaines, Ottawa mette davantage d'argent sur la table que les 9 milliards promis en campagne électorale.

Mais le gouvernement Martin garde le cap sur un seul objectif, martèle M. Dosanjh : la réduction des délais d'attente pour les chirurgies oculaires, cardiovasculaires et articulaires, le

traitement du cancer et l'imagerie médicale.

Or, pour Jean Charest, ces « conditions » imposées par Ottawa quant à l'augmentation de sa contribution en santé est « inacceptable ». « Ce serait illogique et inconséquent qu'Ottawa tente de gérer les régimes de santé à partir d'Ottawa. Pas question pour nous d'accepter des normes... » insiste M. Charest.

Sur l'assurance médicaments, le premier ministre du Québec s'étonne du refus fédéral, compte tenu qu'il s'agissait d'un engagement « noir sur blanc du programme de M. Martin; l'idée vient d'eux ». Le Québec a déjà son programme d'assurance médicaments et « s'attend d'être compensé » si Ottawa assume la note d'un programme pancanadien.

Pour Dany Williams, premier ministre conservateur de Terre-Neuve, bien que les provinces se soient entendues à la fin juillet sur l'assurance

médicaments, « on est maintenant dans la situation où Ottawa n'accepte pas et, comme groupe, nous devons repenser notre stratégie. On est prêts à retourner à la planche à dessin », dira-t-il sans détour, prévoyant déjà que le consensus sera difficile à obtenir entre les provinces aujourd'hui.

« Quelques premiers ministres disent : il faut être réalistes, l'assurance médicaments est seulement un autre mot pour *financement*. Même si je pense que c'était une solution, je suis prêt à regarder autre chose. Quand nous nous sommes réunis il y a quelques semaines, il était difficile d'avoir un consensus », a ajouté M. Williams avec franchise.

Même Pat Binn, premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, a vite réglé le débat sur l'assurance médicaments en soutenant que sa priorité était l'augmentation des paiements de péréquation.

Pour Lorne Calvert, le néo-démocrate de Saskatchewan, « l'idée d'un programme national d'assurance médicaments n'est pas en difficulté. Le concept n'est pas compromis, mais c'est quelque chose qu'on met en place sur plusieurs années ».

Gordon Campbell, de Colom-

bie Britannique, celui-là-même qui avait rassemblé tout le monde autour de l'idée de l'assurance médicaments à la fin juillet, a également mis de l'eau dans son vin. « Le financement de la santé n'est pas un problème unidimensionnel, il faut parler des soins à domicile et des ressources humaines — il s'écoulera 10 ans entre la décision de Victoria de doubler les places dans les facultés de médecine et l'arrivée des professionnels supplémentaires », a-t-il observé.

Selon lui, l'assurance médicaments est une façon de réduire les coûts, que l'argent vienne d'Ottawa ou de la province, « c'est le même contribuable, le même portefeuille ». « Candidement, je m'attends à un engagement d'Ottawa. Ce n'est pas suffisant de dire qu'on réduira les listes d'attente... toutes les provinces travaillent à cela. »

Il serait difficile pour Ottawa de créer des normes nationales sur les délais d'intervention. « En Colombie-Britannique, il n'y a pas d'attente pour le cancer, alors qu'il y en a ailleurs. Comment fait-on? Cela ne se règle pas avec des communiqués de presse », de conclure M. Campbell.

la Baie encore plus EN COURS!

Faites vite... tout s'envole!

Nouvel horaire :
de 9 h 30 à 21 h
les lundis et mardis

Centre Boulevard, Centre Laval,
Centre Rockland, Saint-Bruno,
Galerie d'Anjou, Carrefour Laval,
Rosemere, Brossard, la Place Vertu,
Jardins Dorval et Fairview
Pointe-Claire.

SUPERLIQUIDATION DE MODE ESTIVALE POUR TOUTE LA FAMILLE

FEMME	maintenant 699 débardeurs et tee-shirts Outline® pour elle Avant 9,99 \$.	maintenant 799 hauts en tricot et tee-shirts Global Mind pour elle Avant 14,99 \$.	maintenant 999 débardeurs et tee-shirts pour elle ToGo ^{mc} et Outline® Avant 15 \$ et 19 \$.	maintenant 1499 tee-shirts ou shorts mac & jac pour elle Avant 19,99 \$ et 24,99 \$.
	maintenant 1499 tee-shirts et shorts Global Mind pour lui Avant 29,99 \$.	maintenant 1999 pantalons de détente ToGo ^{mc} en lin pour lui Avant 29,99 \$.	maintenant 2499 choix de shorts ou de caleçons de bain pour lui Avant 34,99 \$ à 45 \$.	
	maintenant 2499 chemises habillées Alexander Julian pour lui Avant 39,99 \$.		maintenant 3999 maillots de bain pour lui Avant 55 \$ à 80 \$.	
	ACCESSOIRES ET CHAUSSURES	maintenant 1499 à 1999 sélection de sandales pour elle Avant jusqu'à 40 \$.	30 % à 50 % de rabais sacs à main, ceintures, chapeaux, foulards, paréos et tongs de marques réputées (tongs du rayon des accessoires)	30 % à 50 % de rabais tenues de nuit et lingerie printemps-été pour elle marques populaires
ENFANT	maintenant 799 hauts d'été ToGo ^{mc} pour fille Tailles 2 à 16. Avant 14 \$ à 19 \$.	maintenant 999 sélection mode de marque pour garçon Tailles 7 à 16. Avant 4,99 \$ à 23 \$.	maintenant 1499 tee-shirts Canadian Idol pour fille Tailles 7 à 16. Avant 19,99 \$.	



MÉGALIQUIDATION D'ARTICLES POUR LA MAISON

MAISON	70 % de rabais accessoires et ensembles de meubles de jardin	70 % de rabais sélection de cadres, de bougies et d'accessoires décoratifs	60 % à 75 % de rabais duos-sommeil : modèles de rayon sans suite	jusqu'à 60 % de rabais meubles : modèles de rayon sans suite et de fin de série
	jusqu'à 50 % de rabais appareils électroniques : modèles de rayon sans suite	50 % de rabais vaisselle, verrerie et articles de service Next de The Cellar	50 % de rabais sélection de jouets	jusqu'à 30 % de rabais gros électros : modèles de rayon sans suite

Le choix varie selon le magasin. Les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles « Bon prix la Baie tous les jours », « Nouvellement réduit », « Atout griffé », « Achat-choc », Style&Co., INC, Nine & Co et ceux des rayons concédés. La mention « ACHAT-CHOC » indique que nous avons trouvé une aubaine incroyable dont nous voulons vous faire profiter. Si nous indiquons un PRIX DE COMPARAISON, il s'agit du prix qu'un autre détaillant canadien a établi pour un article de qualité identique ou comparable. Les articles « Achat-choc » sont offerts en quantités limitées; pas de bons d'achat différé. Précisions en magasin. Prenez note que la mention « PRIX CISEAUX » signifie que le bas prix au quotidien existant est temporairement réduit.

Obtenez jusqu'à 50 % plus de points Primes Hbc.
Utilisez conjointement les deux cartes au moment de régler votre achat dans les magasins de la famille Hbc.

Le projet de mausolée sur le mont Royal est compromis

MAUSOLÉE
suite de la page A1

Les expertises menées sur le terrain du futur mausolée ont révélé la présence de roc, ce qui risque de faire bondir la facture, explique M. Tremblay. Le directeur général du cimetière Notre-Dame-des-Neiges souhaite présenter un plan « peut-être modifié », mais il demeure vague sur ses intentions.

Après mûre réflexion, les autorités du cimetière se demandent également s'il est possible de faire cohabiter un mausolée avec des garages situés à proximité. « Nous voulons être certains que nos clients soient à l'aise de venir et de trouver une atmosphère de recueillement », dit M. Tremblay.

M. Tremblay refuse de divulguer les estimations actuelles du coût du projet. Il mentionne toutefois que ce projet doit d'abord engendrer des profits pour voir le jour. La direction du cimetière souhaite maintenant terminer des études de marché et des expertises architecturales avant d'aller devant les citoyens en consultation publique.

Projet refusé

La construction d'un mausolée dans le cimetière situé sur le versant nord-ouest du mont Royal n'en est pas à ses premiers rebondissements. En mars dernier, l'Office de consultation publique de Montréal avait refusé un projet de deux mausolées de 9000 mètres carrés dans le bois de l'est près du chemin Remembrance suggérant plutôt de l'ériger où se trouvent des serres désaffectées.

En juillet dernier, la Ville avait donné son accord pour la construction d'un mausolée à la place des serres, ce que souhaitaient aussi les propriétaires du cimetière et l'arrondissement. Ces bâtiments désaffectés se trouvent à proximité du campus de l'Université de Montréal non loin du chemin de Polytechnique, tout juste à côté du crématorium, de la chapelle et de d'autres mausolées.

Selon le projet présenté en juillet dernier, le monument de forme pyramidale s'élèverait à 40 mètres du sol et compterait une superficie de 6000 mètres carrés, l'équivalent du deux tiers d'un terrain de football. Le bâtiment doit également comprendre des terrasses avec des bacs de plantation pour couvrir les parois du mausolée. Ce bâtiment pourrait recevoir jusqu'à 14 000 sépultures.

Il a été impossible hier de connaître les parties du bâtiment qui feront l'objet de modifications. Le directeur général du cimetière assure toutefois qu'un projet sera présenté, mais que le temps a manqué pour terminer leurs travaux.

Un tel projet dans le mont Royal devra recevoir l'assentiment de la ministre de la Culture et des Communications avant d'obtenir un permis de construction puisque la montagne a été déclarée arrondissement historique et naturel.

Grande liquidation

PRIX RÉDUITS EN RAISON DE LA FIN DE L'EMBARGO AMÉRICAIN CONTRE L'IRAN



Tapis persans
Depuis que le commerce direct de tapis entre les États-Unis et l'Iran est rétabli, un important lot de tapis qui aurait été normalement destiné aux collectionneurs de New York et Los Angeles via le Canada ont été confiés à la firme Heriz pour une liquidation publique. Il y en a de toutes les sortes : pure soie de Qum, Nain, Tabriz, Kashan, Meshad et des pièces d'origine tribale. Formats : de 2 pi x 3 pi à 12 pi x 16 pi et des tapis d'allée de 22 pi de long.

tapis persans et orientaux
100 % tissés à la main

Prix : de 100 \$ à 1 800 \$ chacun

Samedi 4 septembre : 11 h à 19 h
Dimanche 5 septembre : 11 h à 18 h
Lundi 6 septembre : 11 h à 18 h

HÔTEL RUBY FOO'S
7655, boul. Décarie
Montréal QC (514) 731-7701



L'ablation du sein, une question esthétique

PASCALE BRETON

Au-delà du dépistage précoce et de la prévention du cancer du sein, l'esthétisme semble jouer un rôle de plus en plus important dans la décision de faire subir ou non l'ablation totale du sein à une cancéreuse.

C'est ce que révèle une nouvelle étude publiée hier dans le *Journal canadien de santé publique* qui se penche sur le nombre de mastectomies totales effectuées au Canada entre 1981 et 2000. C'est d'ailleurs la première fois qu'une telle enquête est menée sur une aussi longue période de temps.

Au pays, c'est le Québec qui affiche le plus bas taux de mastectomies totales, reflétant la volonté des médecins de la province d'offrir une autre option à leurs patientes en leur proposant une chirurgie qui permet d'enlever uniquement la tumeur cancéreuse. C'est ce qu'on appelle la tumorectomie.

« Les patientes sont plus informées qu'avant. C'est très rare qu'une patiente va accepter une mastectomie totale sans poser beaucoup de questions et montrer beaucoup de réticences. Elles sont informées, elles savent qu'il y a très peu d'études qui ont démontré qu'il y a amélioration de la survie », explique aussi le Dr Erica Patocskai, chirurgienne oncologue au Centre hospitalier de



L'infirmière Wendy Dimock explique à Az Taheri le déroulement de la mammographie.

PHOTO KEN FAUGHT, PC ©

l'Université de Montréal (CHUM).

De fait, les données disponibles indiquent que lorsque la tumorectomie est combinée à un traitement de radiothérapie, le taux de récurrence est sensiblement le même que pour la mastectomie totale, soit environ 10 % des cas.

À la fin des années 90, un programme de dépistage du cancer du sein a été mis en place au Québec. Les femmes de 50 ans et plus sont

invitées à subir une mammographie tous les deux ans, permettant ainsi dans bien des cas de dépister le cancer à un stade beaucoup moins avancé.

Depuis 20 ans, les mastectomies ont perdu du terrain partout au Canada, au profit d'autres types de chirurgies moins radicales.

« Les techniques sont de moins en moins invasives en raison de la recherche qui se fait pour mutiler le

corps de la femme le moins possible », commente Joëlle Dorais, porte-parole de la Société canadienne du cancer.

Le ratio canadien est ainsi passé de 61 pour 100 000 cas en 1981 à 38,2 en l'an 2000.

Le Québec a toujours été l'endroit où le nombre de chirurgies radicales était le moins élevé : il est passé de 52,5 pour 100 000, il y a 20 ans, à 24,9 aujourd'hui. C'est trois

fois moins qu'à l'Île-du-Prince-Édouard, province qui arrive encore en tête de liste aujourd'hui avec un taux élevé de 75 pour 100 000 cas.

Le cas particulier du Québec peut s'expliquer par l'influence des chirurgiens qui offrent des solutions de rechange aux femmes et aussi parce qu'elles font de la conservation de leurs seins une priorité, tente d'analyser les auteurs de l'étude.

Une conclusion que partage le Dr Patocskai. « On reconnaît de plus en plus l'importance de l'esthétique au point de vue psychologique des femmes », précise-t-elle en ajoutant que la moitié des patientes qui doivent malgré tout subir une ablation totale du sein acceptent une reconstruction immédiate du sein, amoindrissant ainsi un peu l'impact psychologique de l'intervention.

Car des mastectomies totales, il y en a encore. Le taux qu'affiche le Québec depuis 1991 semble même démontrer qu'il y a un certain plafond en bas duquel il est difficile de descendre, malgré les avancées de la médecine.

Environ de 10 à 15 % des femmes atteintes d'un cancer du sein doivent donc subir une ablation totale. Le cancer du sein est encore l'un des plus fréquents chez la femme. Il entraîne chaque année, au Québec, 16 % des décès reliés au cancer.

ACTUEL SANTÉ AUX P'TITS SOINS...
Tous les dimanches dans **LA PRESSE**

GRANDE VENTE ANNUELLE DU 1^{ER} AU 15 SEPTEMBRE
Meubles et Décor Baccarelli
Armand et Viviane Ohana
Nous sommes toujours fiers de vous présenter la plus belle sélection de meubles européens.
Dépositaire autorisé des matelas Tempur® et des luminaires « SCHONBEK »
1400, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (au coin de Bishop) Stationnement disponible
Tél. : (514) 288-5225
www.meubles-et-decors.com
Heures d'ouverture : Lundi au vendredi de 10 h à 18 h • Fermé le samedi • Dimanche de 12 h à 17 h

QUATRE NIVEAUX DE SUSPENSION. CINQ EN COMPTANT L'ÉTONNEMENT.

RX 330

À PARTIR DE **49 900 \$***

Quand vous sentirez sa suspension s'élever au-dessus d'un terrain accidenté, il se peut que vous tombiez des nues. Parions aussi que vous allez bondir lorsqu'il s'abaissera pour vous faire descendre. Comme vous pourrez le constater, rien n'a été laissé au hasard pour améliorer votre expérience au volant du RX 330. De la chaîne stéréo Mark Levinson au moteur V6 de 3,3 litres, le véhicule qui a défini une catégorie entière se défie maintenant lui-même. Composez le 1 800 26-LEXUS pour en faire l'essai routier dès aujourd'hui.

À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION **LEXUS**

la collecte
POMPIERS DE BELOEIL
Vendredi 3 septembre
10h30 à 20h
Caserne des Pompiers – 990, rue Dupré, Beloeil

globule
CENTRE DES DONNEURS DE SANG

Place Versailles
7275, rue Sherbrooke Est
Radisson

Ouvert 7 jours sur 7
Heures d'ouverture
Lundi au mercredi: 9h30 à 18h
Jeudi et vendredi: 9h30 à 21h
Samedi: 9h à 17h
Dimanche: 10h à 17h

Avec ou sans rendez-vous
(514) 832-5000 poste 185 ou
1 888 646-2237 poste 185

Info-collecte: 514 832-0873 • 1 800 343-7264 • www.hema-quebec.qc.ca

DONNEZ DU SANG. DONNEZ LA VIE.

* Prix de détail suggéré par le fabricant pour le RX 330 2004 (HA31UP-R). Transport, préparation, immatriculation et taxes applicables en sus. lexus.ca

La survie du National !
LANCE ET COMPTE: NOUVELLE GÉNÉRATION
CE SOIR 18 H 30

TQS.ca

Un réseau **COGECO** **Bell Globalmedia**

ACTUALITÉS

Les tuteurs médicamenteux pour cardiaques sont trop chers, selon une analyse

PASCAL BRETON

La pose de tuteurs médicamenteux chez les patients aux prises avec des problèmes cardiaques est trop onéreuse pour que le Québec puisse l'offrir dans tous les cas.

C'est du moins la conclusion à laquelle est arrivée l'Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé (AETMIS), au terme d'une longue analyse économique commandée par le gouvernement du Québec et qui vient d'être rendue publique.

À la suite d'un blocage des artères, plusieurs patients aux prises avec des problèmes cardiaques doivent subir

une intervention au cours de laquelle le médecin installe dans leur artère un ballonnet qui gonfle ensuite pour ouvrir le vaisseau bouché.

Un tuteur métallique — aussi appelé *stent* coronarien — est alors installé dans le conduit, de façon à éviter une resténose, c'est-à-dire que l'artère bloque de nouveau dans les six à neuf mois suivants la première intervention.

Révolution au cours des dernières années, la recherche a permis de créer des tuteurs médicamenteux qui réduisent davantage les risques de resténose. Depuis un an, le milieu médical débat de la pertinence d'implanter ce nouveau tuteur de façon systématique, même s'il est trois fois plus cher

que le tuteur traditionnel.

L'analyse rigoureuse du rapport qualité-prix démontre maintenant que les bénéfices ne sont pas si élevés, explique le Dr James Brophy, cardiologue et épidémiologiste qui a travaillé à titre de consultant pour l'agence. « Il ne faut pas s'attendre à avoir la lune avec cette technologie. Premièrement, la première technologie marche très bien avec 90 % de la population », dit-il.

Le risque de resténose affecte de 10 à 15 % de la totalité des patients à qui les médecins installent un tuteur. Les diabétiques de type deux, notamment, se situent dans la catégorie des plus à risque.

Par contre, la pose d'un tuteur mé-

dicamenté n'efface pas complètement la possibilité que l'artère se bloque de nouveau dans les mois suivant une intervention, diminuant plutôt les risques de 75 %.

En outre, cette technologie ne prévient pas les infarctus et ne permet pas de sauver plus de vies, constate l'AETMIS dans son analyse.

Délaisser systématiquement les tuteurs traditionnels au profit des tuteurs médicamenteux entraînerait par ailleurs des dépenses supplémentaires de 45 millions de dollars pour l'État. En revanche, le gouvernement ne ferait qu'une économie de 10 millions, soit le coût des interventions nécessaires à la suite d'une resténose qui seraient évitées grâce aux tuteurs

médicamenteux. « Au Québec, avec les technologies déjà existantes, les tuteurs traditionnels, classiques, qui sont dans les mains des cardiologues québécois montrent que le fonctionnement, dans l'ensemble, est très bien », conclue le Dr Brophy.

L'agence recommande donc au ministère de la Santé et des Services sociaux de continuer de limiter la pose de ces tuteurs révolutionnaires.

Dans le contexte économique, la dépense est trop importante, estime-t-elle en suggérant à Québec de continuer de fixer une cible de 20 % des patients — soit les plus à risques — comme c'est le cas actuellement, mais en procédant à une réévaluation de la situation chaque année.

Les Canadiens n'appuient pas la position de Ralph Klein

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Une forte majorité de Canadiens est en désaccord avec la position du premier ministre de l'Alberta, Ralph Klein, qu'il ne devrait pas y avoir de condition au financement fédéral en matière de santé, suggère un sondage dont les résultats ont été dévoilés hier.

Le sondage, mené par la firme Vector Research, indique que, même dans la propre province de M. Klein, une majorité de répondants ont affir-

mé qu'Ottawa devrait surveiller la façon dont l'argent fédéral est utilisé par les provinces.

Dans l'ensemble, au Canada, 72 % des répondants ont rejeté la proposition de M. Klein en appuyant plutôt l'idée d'une surveillance fédérale sur les dépenses en santé.

La question principale du sondage était : « Le premier ministre de l'Alberta, Ralph Klein, dit qu'il ne devrait pas y avoir de condition relativement à la façon dont les provinces dépensent l'argent qu'elles reçoivent

du gouvernement fédéral parce que la santé est de juridiction provinciale. Êtes-vous d'accord ou en désaccord pour que les provinces aient des comptes à rendre au gouvernement fédéral sur la façon dont l'argent fédéral est dépensé ? »

En Ontario, les répondants au sondage ont contredit Ralph Klein dans une proportion de 77 %. Au Québec, cette proportion s'est élevée à 65 %, et à 70 % en Alberta.

« Les Canadiens ne croient simplement pas que Ralph Klein parle en

leur nom lorsqu'il parle de l'assurance maladie », a commenté James Clancy, président du Syndicat national des employés et employés généraux du secteur public, le commanditaire du sondage.

Mais une porte-parole de Ralph Klein a rejeté les résultats de l'étude, disant que les questions ont été préparées de façon à obtenir les réponses désirées. « Ralph Klein est redevable aux Albertains pour ce qui concerne la santé, pas à un syndicat ontarien », a affirmé Marisa Etmanski.

M. Clancy a soutenu pour sa part que le sondage était direct et sérieux. Plusieurs syndicats au Canada croient qu'une supervision fédérale est nécessaire pour éviter que des premiers ministres de droite privatisent les services de santé.

Le premier ministre Paul Martin soutient que la priorité devrait être la réduction des listes d'attente, alors que ses homologues provinciaux demandent la création d'un régime national d'assurance médicaments financé par Ottawa.

Vous l'attendiez, il est de retour...

Le Solde d'inventaire de Fraser!

Plus de 80 000 pieds carrés de meubles traditionnels et contemporains

Jusqu'à **50%** de rabais

sur toute la marchandise en stock

Meubles d'appoint en acajou, cerisier, noyer et chêne

Prix cour.	Solde
Petite table Queen Anne en acajou, de Hickory White	1469 585
Table à thé en cerisier antique foncé, galerie bois ajourée, de Sherrill	2735 1499
Table d'appoint carrée en acajou, dessus cuir, de Maitland Smith	3635 2175
Table à tiroirs et 2 tablettes, acajou veiné, de Hickory White	5469 2189
Console Hepplewhite à incrustation acajou, de Hekman	4269 2345
Table basse carrée en acajou, dessus cuir, applique centrale laiton, de Harrods	4269 2395
Chiffonnier galbé style Federal, à incrustation acajou, de Hekman	4995 2745
Desserte Régence en acajou, colonnes noires, de Baker	10425 5725
Horloge de parquet néoclassique, acajou ronceux, de Sligh	5775 5775
Commode haute Nine Elms, de Drexel Heritage	11395 6835
Buffet Régence en acajou, colonnes noires, de Baker	15175 7585

Meubles d'appoint peints et décorés à la main

Prix cour.	Solde
Guéridon à chinoiserie peint noir, d'Italie	985 395
Console demi-lune style vénitien, peinture bleu pâle, d'Italie	1025 409
Table basse carrée, peinture pastel, style vénitien, d'Italie	475 475
Table basse rectangulaire, fini miel antique, décoration asiatique rouge, peinture	1895 1135
Grande étagère à chinoiserie or/noir, 5 tablettes, avec galerie laiton, de Hekman	2179 1249
Chiffonnier galbé peint noir et or, avec urnes néoclassiques, de Maitland Smith	8315 3739
Imposante table Louis XIII, pieds peints noir, dessus décoré main	7295 4375

Meubles d'appoint en fer forgé, laiton et métal

Prix cour.	Solde
Chaise fini biscuit, siège et dossier en tek, incrustation mosaïque	925 369
Petite table carrée, base métal, dessus verre, garnie de cuir et touches or	1379 549
Table d'éclairage carrée en fer forgé, dessus verre, base décorée	1165 699
Petite table à base argent antique, dessus rond fini noyer, de Hickory White	1379 759
Étagère fini cuivre antique, volutes décoratives	2195 879
Console casier à vin fini fer forgé, dessus fini acajou antique	959 959
Étagère fini biscuit antique, tablette pierre mosaïque	2595 1165
Table à dessus en verre, bordure cuir, base en laiton, de Baker	

boutique évolution

EN BREF

Cancer du sein: récurrence zéro

Un traitement combinant la radiothérapie et le tamoxifène peut réduire pratiquement à zéro le risque de récurrence du cancer du sein chez les femmes de 50 ans et plus.

C'est ce qu'indique une recherche canadienne qui a porté sur des femmes dont le cancer a été éliminé rapidement après la découverte d'une tumeur. À lui seul, le tamoxifène réduit les risques en bloquant la production d'hormone œstrogène.

« C'est une très bonne nouvelle pour les femmes qui craignent une récurrence de leur cancer du sein, a déclaré le Dr Tony Fyles, de l'hôpital Princess Margaret de Toronto, qui a dirigé la recherche. Nous possédons maintenant un traitement efficace pour réduire ce risque. »

L'étude, dont les conclusions sont publiées dans le numéro d'aujourd'hui du *New England Journal of Medicine*, a établi que le risque de récurrence chez les femmes qui ont subi un traitement combinant la radiothérapie et le tamoxifène n'est plus que de 0,6 % après cinq ans. Presse Canadienne

Un micro pour Gillet ?

Tout pointe vers un retour de Robert Gillet au micro du FM-93 la semaine prochaine, scénario que Cogeco prépare depuis un bon moment. Le vice-président radio de Cogeco, Richard Lachance, a lui-même pris contact avec les principaux annonceurs de Québec, à indiquer l'un d'eux au *Soleil*. Cogeco a également réalisé un sondage auprès des auditeurs de Gillet pour savoir combien lui reviendraient s'il devait reprendre son poste. Le résultat aurait été mitigé mais plutôt favorable, indiquait au *Soleil* une source du monde de la radio : 60 % se disaient en faveur d'un retour mais 40 % affirmaient qu'ils n'écouteraient pas son émission. En 2002, Gillet détenait 26 % du marché le matin. En 2003, un an après le dépôt des accusations contre l'animateur, à la suite de l'enquête Scorpion, le FM-93 a perdu la moitié de ses auditeurs. Le Soleil

Pablo Palacios : décision mardi

La juge Suzanne Coupal pourrait faire savoir mardi prochain s'il y a suffisamment de preuve pour inculper le lieutenant du SPVM Pablo Palacios, sous une accusation d'entrave à la justice. L'officier de police a été accusé par voie d'une plainte privée, déposée par l'activiste Yves Manseau, qui s'emploie depuis plusieurs années à dénoncer ce qu'il considère comme des bavures policières. Il reproche à Palacios d'avoir rédigé deux rapports contradictoires lors de la mort de Martin Suazo, abattu accidentellement le 31 mai 1995, par un collègue de Palacios.

Faites vite! Dernière semaine du Solde d'inventaire!

Fauteuil club ton moka, coussin haricot velours paisley, de Sherrill	1995	895
Fauteuil club rayé or/rouge paprika, de Century	2115	1165
Bergère à cadre acajou, tapisserie imprimé Moyen-Orient beige/gris	2095	1259
Fauteuil club vert céleri, juquette en cascade et garnitures cloutées en laiton	1679	1679
Canapé imprimé floral tacheté, bras Charles de London, de Barrymore	3945	1975
Fauteuil club velours piqué ton chameau, pieds de biche acajou, de Harrods	3395	2039
Canapé à dossier ondulé, damassé crème/or, avec piqûre et coussins fleuris	2359	2359
Canapé à dossier ondulé, jaune beurre, pieds de griffon, de Drexel Heritage	4295	2365
Mini-canapé à devant courbé, chenille jaune pâle et passepoil contrastant, de Century	8975	2689
Fauteuil club flanelle grise, pieds effilés et garnitures cloutées, de Ralph Lauren	4325	2775
Bergère soie rayée olive/or/rouge, pieds finis or antique, de Vanguard	4975	2985
Bergère et repose-pieds, velours à motif or/bourgogne/crème, de Vanguard	7829	3915
Canapé plaid soie crème/or pâle, juquette en cascade, de Vanguard	7595	4179
Mini-canapé, damassé taupe/blau pâle, pieds tournés, de Lillian August	8799	5279
Canapé à dossier ondulé, damassé blanc cassé, pieds effilés, de Ralph Lauren	9125	5475
Chaise victorienne, cadre noyer sculpté, damassé or/bleu	489	295
Chaise victorienne en acajou foncé, siège damassé corail pâle, d'Angleterre	849	339
Chaise rustique suédoise, cadre blanc antique, tissu rayé beige/gris	925	555
Fauteuil rustique suédois, cadre blanc antique, tissu rayé beige/gris	1075	645
Chaise Louis XVI, cadre argent/or antique, brocart fleur/céleri/pêche/ivoire	1295	649
Chaise Louis XV, fini bois fruitier, garnitures or, brocart rouge/or	1299	649
Banquette à pied chanfreiné, acajou travaillé, de Vanguard	1299	649
Table basse console à 2 tablettes, acajou foncé, pieds effilés, de Hekman	2025	1015
Fauteuil club ton lin, pieds carrés, de Barrymore	2039	1149
Trois tables gigognes centrales, acajou foncé, de Hekman	2595	1295
Canapé à dossier ondulé, bouclé bleu pâle, pieds effilés, de Century	2559	1535
Armoire à porte contemporaine, fini acajou foncé, ferrures fini étain	2825	1695
Mini-canapé ton lin, pieds carrés, coussins contrastants, de Barrymore	3749	1995
Causeuse en cuir brun foncé, piqûre contrastante beige, pieds carrés	4459	1999
Fauteuil club en cuir ton champignon, base bois foncé, de Modernism	3465	2095
Fauteuil bercant pivotant, cuir ton café	4649	2559
Table de s. à manger rectangulaire, frêne pâle, base acier inox, d'Espagne	4679	2799
Table de s. à manger rectangulaire, frêne pâle, base acier inox, d'Espagne	5995	3495
Canapé rétro, cuir rouge, pieds carrés fini espresso, de Bradington Young	8179	4895
Canapé en cuir ton brandy, inspiration Calvin Klein, de Vanguard	8179	4895
Petite étagère 4 tablettes, fini acajou, base 2 tiroirs, d'Espagne	299	299
Table d'appoint style mission espagnole, fini noyer clair, garnitures en fer	1525	455
Petite table Louis XV ronde, fini bois de rose, appliques émaillées florales et dorées	759	759
Guéridon Empire en noyer, colonnes noires et dessus marbre, d'Italie	1449	795
Table d'appoint octogonale, noyer nouveau à incrustations, sur piétement, d'Italie	1449	795
Table d'appoint ronde à abattant, acajou, sur piétement Queen Anne, du Portugal	1995	1199
Table d'appoint ovale, acajou antique, décorations peintes à la main, d'Espagne	1519	1519
Table d'appoint ovale, acajou antique, décorations peintes à la main, d'Espagne	3099	1699
Armoire demi-lune à 4 tiroirs, incrustations d'acajou, d'Espagne	2455	2455
Bureau de chevet Louis XV, incrustations noyer nouveau, d'Italie	4479	2689
Commode 4 tiroirs à incrustations d'acajou, d'Espagne	7195	4315
Table de salle à manger Sheraton à incrustations, en acajou, du Portugal	8095	4855
Table de salle à manger ovale, noyer antique, incrustations cordées, d'Italie	9875	5925
Grande table de s. à manger ovale, noyer nouveau, incrustations rustiques, d'Italie	18395	10115

Et la liste continue... Venez profiter de rabais sur des milliers d'autres articles en provenance du monde entier!

Collection British Sterling

Salle à manger 10 pièces fini acajou antique, comprenant 1 table rectangulaire à 4 pieds, 1 buffet 2 corps à fronton, 6 chaises à cadre en bois avec dossier et siège en microfibre ivoire et 2 fauteuils assortis.

Prix cour.: 11 599\$

Solde 5 795\$

Talavera de Drexel Heritage

Salle à manger 8 pièces de style méditerranéen, fini noyer moyen, très travaillée, avec incrustations de ronçe, comprenant 1 table ronde à rallonge, sur piétement, 1 vaisselier travaillé à devant arque, 4 chaises à dossier ovale travaillé, dossier tapisserie violet/or et siège chenille violet uni, et 2 fauteuils assortis.

Prix cour.: 24 195\$

Solde 13 299\$

Mediterranean de Hekman

Salle à manger 10 pièces de style méditerranéen, fini noyer antique travaillé à la main avec touches or délavé, comprenant 1 table rectangulaire à double piétement, 1 buffet, 6 chaises à cadre en bois avec dossier et siège en cuir capitonné espresso et 2 fauteuils assortis.

Prix cour.: 33 499\$

Solde 20 995\$

Nouveau!

Faites une visite virtuelle de notre magasin au www.meublesfraser.com

1 8 8 0 ~ ~ 2 0 0 4

Des meubles sans pareil®

8 3 0 0, C H. DEVONSHIRE, MONTRÉAL - (514) 342-0050

Ouvrez exceptionnellement le dimanche de midi à 17h!

Devonshire, Aut. Métropolitaine, Jean-Jacques, Décarie

Pour expulser un locataire, un proprio n'aurait qu'à ne pas encaisser ses chèques de loyer..

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Un propriétaire qui souhaite se débarrasser d'un locataire n'a qu'à cesser d'encaisser ses chèques et affirmer, devant la Régie du logement, de ne jamais les avoir reçus.

C'est la situation que Dominic Turgeon soutient avoir vécu. Son propriétaire, Paul Fusco, l'a accusé devant la Régie de ne plus payer son loyer. Or, le jeune homme de 29 ans jure avoir envoyé son chèque par la poste. Après s'être renseigné sur la loi, M. Turgeon s'est présenté à l'audience avec la somme requise pour payer son propriétaire, évitant ainsi l'expulsion. Il a toutefois dû annuler le premier chèque qu'il lui avait envoyé.

En entrevue téléphonique, M. Fusco a nié catégoriquement les accusations de son ancien locataire. Il l'accuse plutôt d'avoir volé des meubles et d'avoir laissé des déchets lorsqu'il a finalement déménagé.

Au moins une autre locataire de ce propriétaire s'est déjà plainte pour

la même raison à la Régie. Lors de son audience, elle dit avoir fait parvenir à M. Fusco une série de 12 chèques postdatés. Le propriétaire a encaissé les deux premiers mois, mais a cessé de le faire ensuite. Bien qu'elle ait présenté une photocopie des documents, la femme n'a pu prouver qu'elle les avait envoyés. La Régie a donc exigé son expulsion.

M. Turgeon croit que son ancien propriétaire agit ainsi pour hausser les loyers. D'ailleurs, certains locataires de M. Fusco ont demandé une baisse de loyer après avoir découvert qu'ils payaient une somme beaucoup plus élevée que les anciens occupants du logement.

Selon André Trépanier, porte-parole du Regroupement des comités logement, les locataires ne doivent pas attendre lorsqu'ils découvrent que leur propriétaire refuse d'encaisser leur chèque. « Ils doivent le mettre en demeure, par lettre, pour qu'il accepte leur paiement. S'il refuse, ils doivent demander à la Régie de recevoir leur loyer », dit-il. Ceux qui paient en argent

comptant doivent s'assurer de réclamer un reçu qui prouve le paiement dans les temps du loyer.

« Souvent, les gens pensent qu'ils ont trois semaines pour payer. Non, il faut payer le premier jour du mois. Dès le deuxième jour, les propriétaires peuvent s'adresser à la Régie pour recouvrer le loyer », précise M. Trépanier. En fait, si le loyer n'est pas payé le 23^e jour du mois, le locateur peut exiger la résiliation du bail et l'expulsion de l'occupant.

À la Régie, on souligne que les cas semblables sont extrêmement rares.

Au cours des cinq dernières années, M. Fusco et sa femme, qui possèdent une vingtaine de maisons, ont expulsé les locataires de plus d'une trentaine de logements, et ce, selon 128 décisions de la Régie du logement consultées par *La Presse*. « C'est beaucoup trop, indique le président de la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec, Luc Courtemanche. Je dois avoir évincé 10 locataires durant les 25 dernières années. »



Dominic Turgeon dit avoir quitté son logement à cause des pressions de son propriétaire.

PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

EN BREF

Un jardin coûteux...

La Ville de Montréal souhaite déléguer la gestion du jardin de Montréal à Shanghai au Canada China Network Council (CCNC) dans l'espoir de mettre un frein aux coûts de ce parc de quatre hectares. Le comité exécutif de la Ville de Montréal a attribué hier un mandat au CCNC pour doter le jardin d'une « structure de gestion et de financement ». Ce mandat coûtera 35 000 \$ à la Ville, qui espère ensuite ne plus être « sollicitée financièrement ». Jusqu'à maintenant, ce jardin a coûté 4,1 millions, dont 1,5 million ont été déboursés par la Ville. Ce projet devait à l'origine coûter 250 000 \$ aux contribuables montréalais, mais les coûts n'ont cessé d'augmenter. Le pavillon du jardin avait notamment connu des problèmes faute d'entretien adéquat. Selon les documents soumis au comité exécutif, les autorités du parc du Centenaire, où se trouve le jardin, ont demandé à Montréal de trouver une solution pour la gestion du parc. *La Presse*

Les écologistes inquiets

Les écologistes s'inquiètent des modifications à la carte des zones inondables dans l'arrondissement de Pierrefonds-Senneville qui conduiront, selon eux, à des empiétements des zones tampons du parc-nature du Bois-de-Liesse et du secteur des rapides du Cheval blanc. La Coalition verte demande à la Ville de Montréal de surseoir à son projet qui faisait hier soir l'objet de discussions à la Commission sur la mise en valeur du territoire et du patrimoine. Le responsable de l'environnement au comité exécutif de la Ville de Montréal, Alan DeSousa, soutient pour sa part que ces modifications visent plutôt à corriger des erreurs historiques dans les cartes des zones inondables. M. DeSousa affirme par ailleurs que son administration entrevoit protéger le secteur du bois des rapides du Cheval blanc comme le prévoit la nouvelle politique sur la protection des milieux naturels. Il ajoute que des constructions pourraient être permises, mais seulement sur des terrains contaminés et sans valeur écologique. *La Presse*

La place de France coûterait 60 millions

Si jamais il décide d'aller de l'avant, le gouvernement du Québec devra injecter 50 millions pour préparer le terrain à l'aménagement de la place de France, le projet concocté par le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, en prévision du 400^e anniversaire de la ville en 2008. Le réaménagement du réseau routier, incluant la démolition de deux bretelles d'autoroute, coûterait aux contribuables entre 35 et 40 millions, auxquels s'ajoute la valeur résiduelle de 10 millions, a révélé hier le ministre des Transports, Yvon Marcoux, au cours d'un point de presse à Québec, au terme d'une rencontre avec M. L'Allier. L'évaluation du ministère des Transports se limite aux travaux d'infrastructures routières et ne comprend pas le coût de construction de l'escalier géant reliant la basse et la haute ville que souhaite voir ériger le maire de Québec avec le soutien financier de la France. Au total, le coût du monument commémoratif, incluant les travaux d'aménagements routiers préalables, pourrait atteindre 65 millions. *Presse Canadienne*

Cliquez. Envoyez. Délirez.



Audiovox 8900 LG 5450 Samsung A600

Photo-téléphones à partir de

99,99 \$

avec un contrat de 3 ans*

Vos délires sont impossibles à décrire? Alors, partagez-les avec un photo-téléphone TELUS Mobilité. C'est simple, il vous suffit de cliquer, d'envoyer et de délirer! Le futur est simple^{MD}.

De plus, obtenez jusqu'à 3 mois d'appels locaux, de messages photos et de messages textes illimités.†



BOUTIQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

MONTRÉAL

- Carrefour Angrignon
- Centre commercial Le Boulevard
- Centre Eaton
- Centre Rockland
- Complexe Desjardins
- Fairview Pointe-Claire
- Galerias d'Anjou
- Galerias Lachine
- Mail Cavendish
- Place Alexis Nihon
- Place Lasalle
- Place Versailles
- Place Vertu
- Centre-ville
- 950, rue Sainte-Catherine Ouest
- 4202, rue Saint-Denis
- Action Télécom Inc.
- 1531, rue Notre-Dame Ouest
- Communications Métropolitaine
- 10223, boul. Pie-IX
- Communications Mobilenet
- 5165, ch. Queen-Mary
- La Zone SCP
- 6321, route Transcanadienne, local 1470
- Dollard-des-Ormeaux**
- La Zone SCP
- 3349B, boul. des Sources
- Saint-Laurent**
- D2 Technologie Inc.
- 2119, boul. Marcel-Laurin
- PC Page Communications Inc.
- 3832, boul. Côte-Vertu

LAVAL ET RIVE-NORD

- Blainville**
- Digital Radiocommunication
- 9, boul. de la Seigneurie, local 7
- Joliette**
- Multicom Communications 2000
- 159, boul. Antonio-Barrette
- Laval**
- Carrefour Laval
- Centre Laval
- Contact Com. D.L. Communications
- 1521, autoroute 440 Ouest
- Proxi Telecom Inc.
- 1662, boul. Saint-Martin Ouest
- SRAD Communications Inc.
- 2995, boul. Dagenais, local D
- Repentigny**
- Galerias Rive-Nord
- Technicomm
- 346, rue Notre-Dame, local C
- Rosemère**
- Place Rosemère
- Contact Com. D.L. Communications
- 259, boul. Labelle, local 102
- Saint-Jérôme**
- Carrefour du Nord
- Terrebonne**
- Galerias de Terrebonne
- SRAD Communications Inc.
- 2292, ch. Gascon

RÉGIONS

- Saint-Hyacinthe**
- Cellulaire +
- Galerias Saint-Hyacinthe
- 3200, boul. Laframboise
- RIVE-SUD**
- Mail Champlain
- Place Longueuil
- Promenades Saint-Bruno
- Beloil**
- Cellulaire +
- 559, boul. Laurier
- Candiac**
- D2 Technologie Inc.
- 89, ch. Saint-François-Xavier
- Greenfield Park**
- Proxi Telecom Inc.
- 3814, boul. Taschereau
- Sainte-Julie**
- Alto Communication
- 1950, ch. du Fer-à-Cheval

Pour en savoir plus sur ces super offres, passez nous voir dans une boutique TELUS Mobilité, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands. Tous les détails à telusmobilitte.com

POLITIQUE

SCANDALE DES COMMANDITES

Un sursis à Ottawa dans ses litiges contre Jean Pelletier et Michel Vennat

SYLVAIN LAROCQUE
PRESSE CANADIENNE

La Cour d'appel fédérale vient d'accorder un sursis au gouvernement fédéral, qui refuse de remettre des documents confidentiels à deux anciens haut fonctionnaires, Jean Pelletier et Michel Vennat,

dans le cadre d'une contestation judiciaire de leurs congédiements. Dans un jugement rendu au début d'août, la Cour fédérale avait ordonné au greffier du Conseil privé, Alex Himmelfarb, de communiquer des documents du conseil des ministres à MM. Pelletier et Vennat, afin de les aider à préparer leur argumentation.

M. Pelletier, ancien chef de cabinet de Jean Chrétien, a été congédié en mars de son poste de président de Via Rail, dans la foulée du scandale des commandites. Quant à M. Vennat, le gouvernement l'a évincé de la direction de la Banque de développement en raison de ses agissements dans l'affaire de l'Au-

berge Grand-Mère, qui a éclaboussé M. Chrétien. MM. Pelletier et Vennat cherchent à obtenir la documentation sur laquelle le cabinet s'est basé pour décider de leur destitution. Le greffier Himmelfarb s'y est objecté en soutenant que ces documents sont confidentiels en vertu de la loi. La Cour fédérale a rejeté cet argument. Fait intéressant, le juge Marc Nadon, de la Cour d'appel, est du même avis. Dans son jugement rendu la semaine dernière, il souligne que s'il devait « décider aujourd'hui (de) la question de droit au mérite, je serais enclin à trancher en faveur des intimés (MM. Pelletier et Vennat) ». Mais comme le juge Nadon entre-

voit aussi la possibilité que le gouvernement ait gain de cause en appel sur le fond, il autorise la demande de sursis. Ottawa craint qu'en en étant débouté dans cette affaire, les documents du cabinet doivent systématiquement être rendus publics. La Cour suprême a déjà statué, il y a deux ans, que leur caractère secret n'était pas absolu. MM. Pelletier et Vennat demandent à la Cour fédérale d'annuler leurs congédiements. Les anciens dirigeants réclament aussi le versement de dommages-intérêts pour atteinte à la réputation : plus de 3 millions de dollars pour M. Pelletier et 4,6 millions pour M. Vennat.



LES ATELIERS DU GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE

Horaire des ateliers - SEPTEMBRE 2004 -

dimanche	lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi
Pour chaque atelier... 15 places disponibles. Le coût de l'atelier doit être acquitté au moment de l'inscription. Informations supplémentaires : lozeau.com			1 Intro au numérique pour débutants 13h30-16h30 AT 040901-1 Photoshop : retouches cosmétiques 18h00-21h00 AT 040901-2	2 Intro à la photo en numérique 13h30-16h30 AT 040902-1 Intro à la photo (3 jours) 1/3 18h00-21h00 AT 040902-2 Intro au portrait en studio 18h30-21h30 AT 040902-3	3 La photographie de produits 18h30-21h30 AT 040903	4 Introduction à la photographie (1 journée pratique + soirée critique) 7h00-17h00 AT 040904
5 Exploration du boîtier D100 de Nikon 9h30-12h30 AT 040905-1 Exploration du boîtier D70 de Nikon 13h30-16h30 AT 040905-2	6	7	8	9 Intro au numérique avant achat 13h30-15h30 AT 040909-1 Intro à la photo (3 jours) 2/3 18h00-21h00 Exploration des Canon compacts numériques de gamme avancée 18h30-21h30 AT 040909-2	10 Trucs et astuces en photo 18h00-21h00 AT 040910-1 Photographie de sport et d'action 18h30-21h30 AT 040910-2	11 Photographie au sténopé (1 journée pratique) 9h00-17h00 AT 040911-1 Intro à la photo (1) 9h00-12h00 AT 040911-2 Intro à la photo (2) 13h30-16h30 AT 040911-3
12 Intro à la chambre noire (1) 9h00-12h00 AT 040912-1 De la numérisation à l'impression 9h30-12h30 AT 040912-2 Exploration and use of Nikon D70 camera 13h30-16h30 AT 040912-3	13 Exploration des Coolpix d'entrée de gamme 13h30-16h30 AT 040913-1 Photoshop (1) 18h00-21h00 AT 040913-2	14 Portraits à une source de lumière 13h30-16h30 AT 040914-1 Exploration des compacts numériques Olympus 18h00-21h00 AT 040914-2 Exploration du boîtier Rebel numérique Canon 18h30-21h30 AT 040914-3	15 Photoshop (4) 13h30-17h30 AT 040915-1 Intro to studio portrait 18h00-21h00 AT 040915-2 Intro à la macrophotographie 18h30-21h30 AT 040915-3	16 Intro à la photo (3 jours) 3/3 18h00-21h00 Exploration des Canon compacts d'entrée de gamme 18h30-21h30 AT 040916	17 Trucs et astuces avec Photoshop 13h30-16h30 AT 040917-1 Intro à la photo de nuit 18h00-21h00 AT 040917-2 Photoshop : chambre noire numérique 18h30-21h30 AT 040917-3	18 Portraits en studio (1) (1 journée pratique + soirée critique) 9h00-17h00 AT 040918
19 Photo de mariage (1 jour) 9h00-17h00 AT 040919-1 Coolpix gamme avancée 9h30-12h30 AT 040919-2 Intro glamour photography 9h30-12h30 AT 040919-3 Expo. Rebel numérique 13h30-16h30 AT 040919-4 Photoshop Elements 2 (niv.1) 13h30-16h30 AT 040919-5	20 Photoshop (2) 18h00-21h00 AT 040920-1 Peindre avec son appareil photo 18h30-21h30 AT 040920-2	21 La composition photographique 18h30-21h30 AT 040921	22 Calibration et impression haut de gamme 18h00-21h00 AT 040922-1 Exploration du boîtier D70 de Nikon 18h30-21h30 AT 040922-2	23 Photoshop (1) 13h30-16h30 AT 040923-1 Intro au numérique pour débutants 18h00-21h00 AT 040923-2 Exploration du boîtier 10D de Canon 18h30-21h30 AT 040923-3	24 Intro au site web avec WebCreator 3 18h00-21h00 AT 040924-1 Photo de mode et de catalogue 18h30-21h30 AT 040924-2	25 Portraits en extérieur (1 jour) 9h00-17h00 AT 040925-1 Trucs/astuces Photoshop 9h30-12h00 AT 040925-2 Intro à la photo numérique 9h30-12h30 AT 040925-3 Photoshop (4) 13h30-17h30 AT 040925-4 Intro numérique avant achat 14h00-16h00 AT 040925-5
26 Photographie de produit (1 journée pratique + soirée critique) 9h00-17h00 AT 040926-1 Intro à la chambre noire (2) 9h00-12h00 AT 040926-2 Photoshop Elements 2 (niv.2) 13h30-16h30 AT 040926-3	27 Photoshop (3) 18h00-21h00 AT 040927-1 Intro à la photographie de charme 18h30-21h30 AT 040927-2	28 Photoshop débutant (1 journée pratique avec portable) 9h00-17h00 AT 040928-1 Compréhension avancée des fichiers RAW et des histogrammes 18h30-21h30 AT 040928-2	29 Exploration des Canon compacts d'entrée de gamme 13h30-16h30 AT 040929-1 Macrophoto avancée 18h00-21h00 AT 040929-2 Exploration des Canon compacts de gamme avancée 18h30-21h30 AT 040929-3	30 Photoshop (2) 13h30-16h30 AT 040930-1 Les droits d'auteurs 18h00-21h00 AT 040930-2 Peindre avec la lumière (Light painting) 18h30-21h30 AT 040930-3		

Les Ateliers du Grand Chef de la photographie ont été créés pour tous ceux et celles qui aiment la photographie ! Des professionnels vous donneront de l'information technique et créative ainsi que plusieurs trucs photo.

L.L. Lozeau
LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE ET DES TECHNOLOGIES DE L'IMAGE
(514) 274-6577 | 6229, St-Hubert
www.lozeau.com | Montréal, Québec

INSCRIPTION (514) 274-6577 | 1-800-363-3535

Demandez le département du Service à la clientèle

BEAUBIEN accord D Desjardins VISA MasterCard

EN BREF

Bois d'oeuvre: les pressions sur Washington accentuées

Le Canada va accentuer les pressions politiques exercées auprès du gouvernement américain afin que ce dernier élimine les droits compensatoires sur les importations canadiennes de bois d'oeuvre, à la suite de l'importante décision rendue mardi par un comité de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Des sources ont indiqué que le premier ministre Paul Martin et son ministre du Commerce international, Jim Peterson, entendaient insister auprès de la Maison-Blanche afin de lui rappeler que les États-Unis devaient respecter les engagements pris dans le cadre de l'ALENA. À trois mois des élections présidentielles américaines, personne ne s'attend toutefois à voir Washington plier face au comité de l'ALENA, qui a affirmé n'avoir trouvé aucune preuve que les importations canadiennes de bois d'oeuvre constituaient une menace pour les producteurs américains. Presse Canadienne

Le NPD organise une vaste assemblée sur la réforme électorale

Les néo-démocrates fédéraux se proposent de mettre sur pied une vaste assemblée pancanadienne qui serait chargée d'étudier la façon dont les politiciens pourraient être élus dans l'avenir. Les 19 membres du caucus réunis hier en vue du début des travaux à la Chambre des communes ont choisi leur ancien chef Ed Broadbent pour mener l'exercice à bien. M. Broadbent aura notamment pour tâche de convaincre les autres partis de participer à la mise en place de cette assemblée et à son financement. L'exercice risque de prendre beaucoup de temps et de coûter cher. M. Broadbent pense constituer une assemblée au sein de laquelle toutes les provinces seraient représentées. Un total de 308 personnes, soit le nombre de députés à Ottawa, ou davantage, siègeraient à cette assemblée, avec des membres des communautés autochtones, des communautés ethniques et un équilibre hommes-femmes. Presse Canadienne

L'Alberta dépensera 300 millions pour son 100^e anniversaire

L'Alberta a donné le coup d'envoi au compte à rebours d'un an devant mener au centenaire de la province, hier, à l'occasion d'une réception de 100 000 \$ au cours de laquelle a été rendue publique l'étendue des célébrations à venir. La province compte dépenser 300 millions de dollars afin de souligner le 100^e anniversaire de son entrée au sein de la Confédération canadienne, soit une somme équivalente à près du tiers du budget de l'Île-du-Prince-Édouard. Il semble en effet que la reine Elisabeth II sera des festivités, bien qu'aucune annonce officielle n'ait été faite à ce sujet à Buckingham Palace. Néanmoins, la ville d'Edmonton a indiqué mardi qu'elle attendait la souveraine en mai. Il y aura un médaillon du centenaire, une chanson officielle de l'Alberta, qui a été interprétée hier, 100 ambassadeurs bénévoles ainsi qu'une entente afin que les joueurs des deux équipes de la province faisant partie de la Ligue canadienne de football (LCF) portent un logo sur leurs maillots. Presse Canadienne



Le nouveau BMW X3 avec xDrive
www.bmwX3.ca
1 800 667-6679

Le plaisir de conduire.™

Le BMW X3. Meilleur de sa catégorie. Experts à l'appui.

« Créditions ici l'impeccable rigidité du châssis qui est aussi à l'origine de cette tenue de route inhabituelle dans un SUV. »
Jacques Duval, Le Monde de l'Auto - jan./fév. 2004

« Aucun véhicule ne peut se mesurer au X3 dans cette catégorie. »
Benoit Charette, Auto Passion - 2 janv. 2004

« ...on n'a fait aucun compromis en termes de conduite et d'esthétique. »
Benoit Charette, Auto Passion - 2 janv. 2004

« ...la firme bavaroise vient de se surpasser avec le X3. »
Jacques Duval, Le Monde de l'Auto - jan./fév. 2004

« En milieu urbain, on ne peut qu'apprécier la visibilité arrière et la précision de la direction... »
Jacques Duval, Le Monde de l'Auto - jan./fév. 2004

À partir de 44 600 \$ ou 549 \$ par mois sans paiement comptant.

*Les taux de location sont ceux offerts par Services Financiers BMW sur approbation de crédit uniquement quant au modèle BMW X3 2.5 2004 en inventaire. Le PDGF pour le modèle X3 2.5 2004 BMW de base est de 44 600 \$. Pour une location de 39 mois comportant une mensualité de: (i) 475 \$, un montant de 5 332 \$ est exigé à la signature du contrat de location, (ii) 505 \$, un montant de 4 393 \$ est exigé à la signature du contrat de location, (iii) 549 \$, un montant de 2 996 \$ est exigé à la signature du contrat de location (ces montants incluent les frais de transport et de préparation, un dépôt de sécurité, l'enregistrement d'une hypothèque mobilière ainsi que la première mensualité). Le taux de location applicable est de 7,45%. Les frais d'administration du concessionnaire sont facturés selon le concessionnaire et s'ajoutent aux sommes dues à la signature du contrat. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance, les taxes applicables sur le dépôt et sur les mensualités sont en sus. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 27 206 \$. La mensualité varie selon le montant emprunté et le dépôt à la signature du contrat. Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km ; 0,15 \$ du kilomètre excédentaire. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Offre sujette à disponibilité. Le véhicule doit être livré au plus tard le 30 septembre 2004. © BMW Canada Inc. « BMW », le logo BMW et « Le plaisir de conduire » sont des marques de commerce de BMW AG utilisées sous licence par BMW Canada Inc. © BMW Canada Inc. « BMW », le logo BMW et « Le plaisir de conduire » sont des marques de commerce de BMW AG utilisées sous licence par BMW Canada Inc.

Lutte serrée dans la circonscription de Vanier

GILLES NORMAND

QUÉBEC – C'est à l'arraché que sera remportée l'élection complémentaire dans la circonscription de Vanier, à Québec, la seule peut-être pour laquelle les jeux ne sont pas faits à l'avance, si l'on considère que les électeurs de Nelligan et de Laurier-Dorion causeraient toute une surprise en ne réalisant pas un candidat libéral, et que la circonscription de Gouin, aux mains du Parti québécois depuis 1976, devrait le rester sans trop de difficulté.

Dans Vanier, circonscription de 50 489 électeurs laissée orpheline par l'ex-ministre Marc Bellemare, qui n'a pu amener le gouvernement Charest à respecter les engagements électoraux qu'il y avait pris, les trois principales formations politiques qui s'y affrontent présentent un candidat intéressant. Il faut souligner la présence du nouveau parti L'Union des forces progressistes, représenté par la candidate Monique Voisine, conseillère du Syndicat de la fonction publique du Québec.

Le représentant de l'Action démocratique du Québec (ADQ), Sylvain Légaré, 34 ans, militant de longue date, semble avoir pris une certaine avance sur ses adversaires, en attaquant l'un et l'autre et en se plaçant rapidement dans l'actualité avec la récupération du dossier de la prostitution juvénile (Mario Du-

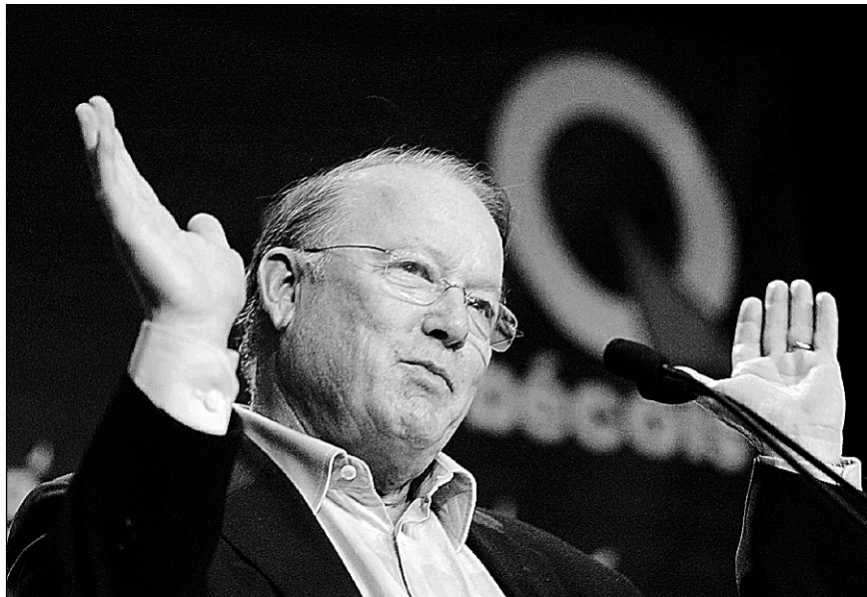


PHOTO CLEMENT ALLARD, PC

Une défaite dans Vanier serait plutôt embarrassante pour le chef du Parti québécois, Bernard Landry.

mont a réclamé la nomination d'un procureur spécial pour réétudier la preuve une fois toutes les causes arrivées à terme) et en militant en faveur de la station radiophonique CHOI-FM, à l'encontre de la décision du CRTC de ne pas renouveler son permis.

L'ADQ y est ainsi allée de coups d'éclat, en s'adjoignant deux coprésidents de campagne reliés à ces dossiers : Paule Cantin, présidente de la Fondation Scorpion pour venir en aide aux victimes de la prostitution juvénile, et Frédéric Têtu,

adéquate de longue date, professeur de philosophie et ardent défenseur de la cause de CHOI.

L'ADQ considère le PQ comme son principal adversaire, Mario Dumont ne prononçant même pas une phrase sur les libéraux en présentant ses quatre candidats à la presse parlementaire, le 24 août. « La population a de toute évidence déjà porté son jugement sur les libéraux qui l'ont trompée, a-t-il dit en faisant allusion aux sondages,

mais nous subissons encore les conséquences des politiques du précédent gouvernement précédent, celui du Parti québécois. »

« Mais nous respectons beaucoup le PQ, c'est une machine vieille de 35 ans. On a fort à faire », a dit Isabelle Bouchard, attachée de presse de Mario Dumont.

Au Parti québécois, on estime que l'adversaire le plus dangereux est l'ADQ, comme l'a déjà déclaré la vice-présidente, Marie Malavoy, en rappelant que la formation de Mario Dumont avait obtenu un pourcentage de votes important dans la région de Québec, aux élections générales d'avril 2003.

Mais l'attaché de presse du candidat péquiste Sylvain Lévesque, 30 ans, Manuel Dionne, souligne qu'« on ne sous-estime pas les libéraux ». « Mario Dumont est très présent dans le comté, remarque-t-on, mais on ne voit pas Jean Charest. On a l'impression que les libéraux cachent le chef », dit-il toutefois.

Si les candidats péquiste et adéquate font énormément de porte-à-porte, le libéral Michel Beaudoin, 39 ans, vice-président adjoint aux relations gouvernementales chez la firme d'ingénieurs Roche, n'est pas en reste.

« M. Beaudoin fait énormément de terrain. Il fait du porte-à-porte, mais il se rend aussi aux fêtes de quartier, aux tournois de pétanque, dans les résidences de personnes

âgées, dans les restaurants », indique son attaché de presse, Nicolas Rochette.

Hier, il faisait une tournée des centres commerciaux en compagnie d'un militant, rencontrait ensuite des étudiants de l'Université Laval et faisait du porte-à-porte avec la députée libérale de La Peltrie, France Hamel.

M. Rochette ne fixe pas d'adversaire particulier. « Les trois partis présentent un candidat de qualité et il revient à chacun de se démarquer », dit-il.

Quant à un coup d'épaule éventuel de Jean Charest, les libéraux de Vanier ne l'ont pas prévu : « En temps et lieu, si cela a à se planifier, on va vous en informer. Pour l'instant, je n'ai pas d'information à cet effet, mais ce n'est pas exclu », a expliqué l'attaché de presse.

Au PQ, on met toute la gomme. On y a vu tour à tour le chef Bernard Landry et la députée de Taillon, Pauline Marois, la semaine dernière. Au début de la semaine, le député péquiste de Gaspé, Guy Lelièvre, celle de Champlain, Noëlla Champagne et Sylvain Pagé, de Labelle, ont prêté main-forte au candidat Sylvain Lévesque. Aujourd'hui, jeudi, ce sera au tour du chef Bernard Landry de venir faire du porte-à-porte avec M. Lévesque. On y attend aussi les députés Jonathan Valois, de Joliette, Alexandre Bourdeau, de Berthier, Camil Bouchard, de Vachon, et Hélène Robert, de Deux-Montagnes.

Rencontre « cordiale » entre Landry et Marois

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC – Trois jours après un conseil national du Parti québécois particulièrement houleux, Bernard Landry et Pauline Marois ont finalement tenu hier un tête-à-tête que les deux ténors péquistes ont qualifié de « cordial ».

Le chef du PQ et la députée de Taillon se sont rencontrés à Montréal pendant une demi-heure à la demande de M. Landry. Tous deux ont toutefois refusé de faire des commentaires sur le contenu des discussions.

Selon ce qu'a appris *La Presse*, M^{me} Marois a fait part au chef du Parti québécois de ses intentions jusqu'à la tenue du congrès des membres du PQ en juin 2005, où M. Landry sera soumis au vote de confiance des militants souverainistes.

La candidate déclarée au leadership péquiste continuera de faire valoir ses idées au sein du Parti québécois. Elle compte également multiplier les rencontres au cours des prochaines semaines, tant au PQ qu'à l'extérieur du parti.

Une première rencontre avec des militants de la Rive-Sud de Québec doit d'ailleurs avoir lieu le 21 septembre prochain. M^{me} Marois restera critique de l'opposition officielle en matière d'éducation à l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, M. Landry avait affirmé plus tôt cette semaine avoir toute la légitimité nécessaire pour continuer de mener les troupes souverainistes jusqu'au congrès du PQ l'an prochain et au-delà, si les péquistes lui font toujours confiance.

Tout en disant encourager les débats, il avait toutefois demandé aux candidats à sa succession, Pauline Marois et François Legault, de mettre un frein à leurs « ambitions personnelles » jusqu'au congrès.

À la veille du conseil national du parti vendredi dernier, M^{me} Marois avait semé la tempête en réclamant une course à la direction au PQ, arguant que le vote de confiance envers le chef ne saurait suffire.

EN BREF

Nomination de Jean Dugré

Le gouvernement Charest a procédé hier à la nomination de Jean Dugré, ancien directeur du Parti progressiste-conservateur au Québec, comme membre de la Commission québécoise des libérations conditionnelles. M. Dugré travaillait au cabinet de la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget, depuis l'année dernière. Auparavant, il avait été commissaire à la Commission nationale des libérations conditionnelles où il a été suspendu de ses fonctions avec solde pendant trois ans.

Optez pour un prêt hypothécaire qui vous procure un sentiment de confort.



Taux variable aussi bas que le taux préférentiel TD¹

3,75%

Possibilité de bloquer le prêt à un taux fixe concurrentiel

Choix de la durée

Options de remboursement souples

Taux préférentiel TD en vigueur le 10 août 2004.

Prêt hypothécaire à options souples : Réglez vos options sur vos besoins

Au moment de choisir un prêt hypothécaire, optez pour un prêt dont vous pourrez régler les options sur vos besoins. Le Prêt hypothécaire à options souples[®] de TD Canada Trust vous offre toute la souplesse voulue en matière d'options hypothécaires².

Choisissez le taux d'intérêt et la durée qui vous conviennent : un taux variable aussi bas que le taux préférentiel TD, sans durée établie, ou un taux fixe concurrentiel pendant une période pouvant aller de un an à cinq ans. Vous pouvez même opter quand bon vous semble pour une combinaison des deux en bloquant une partie seulement de votre solde à un taux fixe. Pareille souplesse vous aide à obtenir les économies que vous recherchez.

En outre, vous avez le choix parmi de nombreuses options de remboursement,

ce qui vous permet d'aller à votre rythme, selon votre budget. Par exemple, vous pouvez rembourser le solde de la tranche à taux variable du montant et à la fréquence que vous souhaitez, sans pénalité. Vous pouvez également choisir de ne payer que les intérêts, chaque mois.

À TD Canada Trust, nous pouvons répondre à vos questions et vous aider à choisir le prêt hypothécaire qui répond le mieux à vos besoins, peu importe que ce soit pour l'achat d'une maison, le transfert d'un prêt hypothécaire d'une autre institution financière ou le refinancement d'un prêt hypothécaire. Vous n'avez qu'à passer à votre succursale TD Canada Trust ou à nous téléphoner pour fixer un rendez-vous à votre domicile avec un de nos spécialistes mobiles en prêts hypothécaires. Détendez-vous dans le confort de votre maison.



Appelez-nous dès aujourd'hui au 1 800 409-5687 ou rendez-vous à l'adresse www.tdcanadatrust.com/francais



Canada Trust

Des services bancaires confortables

1. Le taux d'intérêt de la tranche à taux variable peut être aussi bas que le taux préférentiel TD; il fluctuera en fonction de l'évolution du taux préférentiel. Certaines conditions s'appliquent. 2. L'offre n'est valable que pour les immeubles résidentiels, sous réserve des critères d'octroi de crédit de TD Canada Trust. [®]Marque de commerce de La Banque Toronto-Dominion.

LA CONVENTION RÉPUBLICAINE

Kerry monte au front devant d'anciens combattants



ALEXANDRE SIROIS

NEW YORK — Demeuré silencieux depuis le début de la convention républicaine à New York, John Kerry est passé hier à l'offensive. Il a vertement critiqué les stratégies de George W. Bush en Irak et contre le terrorisme.

Le candidat démocrate a tenté d'exploiter le faux pas du président, qui a dit lundi ne pas penser pouvoir gagner la guerre contre le terrorisme. Kerry s'est dit « en absolu désaccord » avec cette suggestion émise par Bush, mais rapidement réfutée.

« Avec la bonne politique, c'est une guerre que nous pouvons gagner, c'est une guerre que nous devons gagner et c'est une guerre que nous allons gagner », a-t-il dit au Tennessee, devant la plus importante association d'anciens combattants des États-Unis, l'American Legion.

Selon le démocrate, la recette actuellement employée pour gagner cette guerre n'est pas la bonne. Il a entre autres promis 40 000 militaires additionnels et deux fois plus de membres pour les forces spéciales chargées des opérations antiterroristes.

Bush a également prêté flanc à la critique ces derniers jours en affirmant que son administration avait mal évalué les conditions en Irak et avait été prise de court par les « succès catastrophiques » de l'armée américaine. Kerry a là aussi sauté sur l'occasion. Il a promis de « vrais succès ».

Le candidat démocrate a soutenu qu'une victoire rapide des soldats américains en Irak était prévisible. « Nous savions que nous avions les troupes les mieux entraînées du monde et, fidèles à leur réputation, elles se sont comportées admirablement », a-t-il dit.

Le problème, a ajouté le sénateur, c'est que Bush n'a pas écouté les conseils en provenance du département d'État et des militaires américains. En somme, le président est entré en guerre sans « plan pour gagner la paix ». Kerry a répété qu'il ne fera jamais la même erreur.

Le candidat démocrate avait jusqu'ici eu du mal à exposer une position différente de celle de Bush sur l'Irak. Ses explications lui ont cette fois permis de déclarer qu'il aurait « presque tout fait différemment » dans ce dossier.

Il a aussi répété qu'il aurait pour sa part reçu l'appui d'un plus grand nombre d'alliés, via l'OTAN et l'ONU. Il a par ailleurs soutenu que les ratés de Bush ont permis aux terroristes d'être en sécurité dans certaines zones de l'Irak et ont donné de l'élan à

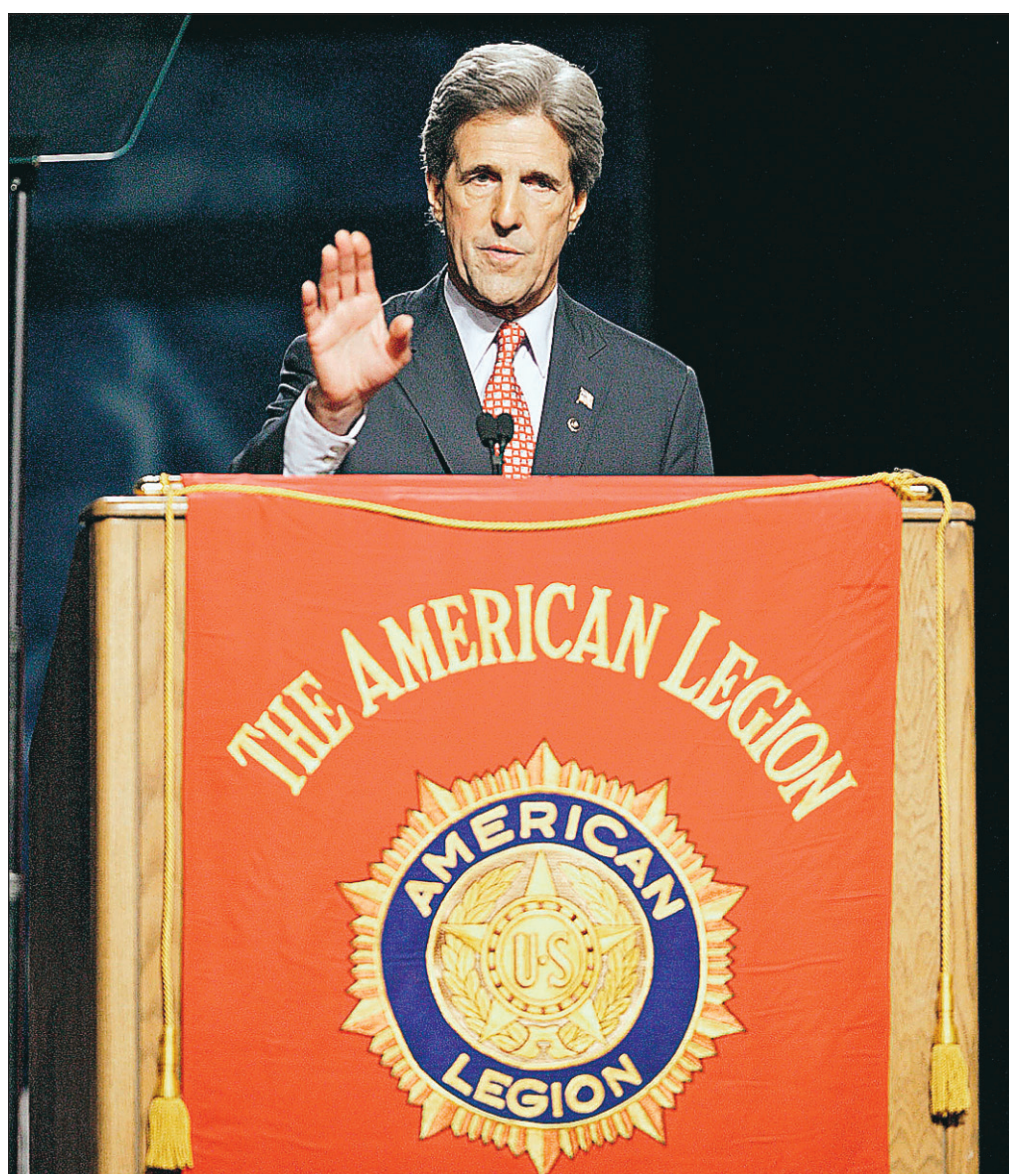


PHOTO JIM YOUNG, REUTERS

Le candidat démocrate à la Maison-Blanche, John Kerry, s'est adressé hier aux anciens combattants rassemblés à Nashville pour le congrès national annuel de l'American Legion.

l'extrémisme dans ce pays.

Kerry, qui rompait avec la tradition selon laquelle un candidat à la Maison-Blanche ne souffle mot pendant la convention de son rival, a aussi précisé qu'il aurait fait les choses différemment en Afghanistan, y compris pour capturer le terroriste Oussama ben Laden.

« Je me serais fié sur les troupes américaines à Tora Bora lorsque nous avons ben Laden à notre portée. Je n'aurais jamais déturné si rapidement les ressources de l'Afghanistan (à l'Irak) avant d'avoir fini le travail », a déclaré le politicien.

Par ailleurs, Kerry a affirmé qu'il améliorerait les conditions de vie des anciens combattants. Il a particulièrement montré du doigt l'attitude de l'administration Bush en ce qui concerne l'aide offerte aux ex-militaires

dans le secteur de la santé.

Le démocrate, qui a passé sous silence la controverse entourant les publicités diffusées par d'anciens combattants qui dénigrent son passé militaire, a été attaqué à ce sujet hier par le stratège en chef du président, Karl Rove.

Ce conseiller a déclaré à Washington que Kerry est allé trop loin et a « souillé » la réputation des militaires américains en prononçant un plaidoyer contre la guerre du Vietnam au Sénat américain en 1971. Ces remarques ont été vivement dénoncées par les démocrates.

« Il n'y aura pas d'annonce ou de choses de ce genre par la campagne de Bush à ce sujet, a affirmé Rove. Mais c'est quelque chose que les Américains ont le droit de prendre en considération. »

montrer ferme face aux terroristes.

Ce qu'on retient donc jusqu'ici de la convention, où on a agité avec fougue le spectre du terrorisme, c'est que Bush a « des couilles ». La récupération politique de la tragédie du 11 septembre 2001 aura probablement convaincu les rares Américains qui en doutaient encore. D'accord, mais a-t-il autre chose à proposer ?

À cette question, des vagues de manifestants défilent chaque jour dans les rues de New York et répondent non. Ils sont crédibles puisqu'ils semblent pour l'instant plus préoccupés que les républicains par l'état de leur pays.

Le célèbre rapper Chuck D, aperçu mardi à proximité des lieux de la convention, se demandait tout haut comment l'événement pouvait se dérouler à New York sans qu'on aborde la question des sans-abri ou le problème de l'accès difficile aux soins de santé.

Le défi de W, ce soir, sera donc de montrer à ces citoyens qu'il se soucie de leurs problèmes et leur proposer des solutions. Un objectif qu'il n'a pas pu atteindre en janvier lors de son discours sur l'état de l'Union.

À l'occasion de cette allocution, il avait proposé d'envoyer l'homme sur Mars et de s'attaquer au dopage chez les athlètes. Personne n'avait été impressionné par sa vision. Il sera d'autant plus crucial pour le président d'offrir de la substance ce soir.

Les républicains savent qu'à New York, ils doivent convaincre les indécis de voter pour leur candidat. Ces électeurs, le jour du scrutin, pourraient hésiter à laisser leur pays quatre ans de plus entre les mains d'un président qui ne ressemble à rien d'autre qu'au commandant en chef d'une nation en guerre.

DANS LES COULISSES

On a critiqué

Les jumelles Bush dans les médias américains, au lendemain de leur performance grinçante à la convention républicaine. Selon le *Los Angeles Times*, Barbara et Jenna « ont introduit une nouvelle stratégie dans la guerre contre le terrorisme : le rire bête ». Même le *New York Post*, qui se pâme normalement devant les républicains, a désapprouvé. Les jumelles ont notamment plaisanté sur leur grand-mère Barbara en déclarant qu'elle pensait que « *Sex and the City* (la célèbre série télévisée) est quelque chose que les couples mariés font mais dont ils ne parlent pas ». Ce trait d'humour est tombé à plat au Madison Square Garden.

On a oublié

D'informer les républicains que Bruce Springsteen travaillera d'arrache-pied cet automne pour faire battre le président George W. Bush. Lundi soir, au cours d'un hommage aux vétérans, on a entendu au Madison Square Garden une chanson du rocker du New Jersey, *Land of Hope and Dreams*. Springsteen et des groupes comme Pearl Jam, R.E.M. et Dixie Chicks se retrouveront sur scène en octobre pour une série de concerts appelant à voter contre le président sortant à l'élection du 2 novembre. Les concerts se tiendront dans les États les plus disputés, comme la Floride, la Pennsylvanie et le Michigan.

On a appris

Sur les ondes de la chaîne MSNBC que le sénateur John McCain n'a pas encore vu le documentaire *Fahrenheit 9/11*. Pourtant, lors de son discours de lundi soir, le républicain a attaqué Michael Moore, le qualifiant de « cinéaste mal intentionné qui voudrait nous faire croire que l'Irak de Saddam était une oasis de paix ». Hier, dans la chronique quotidienne qu'il signe pour le *USA Today* pendant la convention républicaine, Moore a eu cette réplique : « Des groupes humanitaires ont dit que des milliers de civils étaient morts à cause de nos bombardements. Je pensais qu'il était utile de montrer quelques visages d'Irakiens qui étaient peut-être à la veille de mourir. »

On constate

Que la sécurité n'est pas à toute épreuve au Madison Square Garden. Hier matin, 10 manifestants ont réussi à perturber brièvement une réunion de la jeunesse républicaine à la convention. Assis dans l'assistance, les manifestants, des militants de la lutte contre le sida, sont entrés en action alors que les filles de George W. Bush, Jenna et Barbara, venaient de quitter la tribune après avoir présenté le prochain orateur, le chef de cabinet du président Andrew Card. Avant d'être évacués, ils ont crié « Bush tue » et enlevé leurs pulls pour révéler des t-shirts portant l'inscription « Bush, efface la dette mondiale maintenant ».

On doute

Que le républicain Alan Keyes soit invité prochainement à la Maison-Blanche. Keyes est l'adversaire ultraconservateur du démocrate Barack Obama pour l'obtention d'un siège au Sénat en Illinois. Lundi soir, lors d'une entrevue à la radio, Keyes a qualifié l'homosexualité d'« hédonisme égoïste » et déclaré que la fille lesbienne de Dick Cheney était une « pécheresse ». Le Log Cabin, une association d'homosexuels républicains, a condamné la déclaration de Keyes, qui s'est porté candidat à la Maison-Blanche à deux reprises. « Dans une carrière politique marquée par l'échec, Alan Keyes est tombé plus bas que jamais », a déclaré le directeur du groupe, Patrick Guerriero, dans un communiqué.

On observe

Que New York entretient vraiment une relation d'amour-haine avec les milliers de républicains qui ont envahi la ville cette semaine. Si des New-Yorkais descendent chaque jour dans la rue pour manifester leur irritation à l'endroit du parti de George W. Bush, d'autres sont enclins à faire connaissance avec les visiteurs conservateurs. Sur un site Web baptisé Craigslist, on a retrouvé ces derniers jours plusieurs messages de démocrates qui souhaitent rencontrer des républicains pour apprendre à les connaître de façon plus... intime. Certains admettent tout bonnement chercher de « l'action » avec les délégués, mais d'autres sont prêts à tout pour plaire aux républicains. L'un d'eux propose même de se déguiser « en Afghanistan ou en Irak » pour qu'un conservateur puisse l'« envahir ».

On annonce

Que l'ancien lieutenant-gouverneur du Texas, Ben Barnes, sera interviewé dimanche à l'émission *60 Minutes* de la chaîne CBS. Barnes prétend avoir tiré les ficelles pour faire entrer George W. Bush dans la garde nationale de son État en 1968. À l'époque, plusieurs fils à papa ont évité de servir au Vietnam en recevant ce type de faveur. Bush a toujours nié avoir joui d'une aide quelconque pour entrer au sein de la garde. Barnes est un démocrate et un partisan déclaré de John Kerry. Sa sortie ravivera peut-être l'attention des médias sur les nombreuses questions touchant au service militaire du président.

Alexandre Sirois et Richard Héту

Bush a-t-il d'autres cartes que la guerre?

ALEXANDRE SIROIS

ANALYSE

NEW YORK — Peu de temps après que George Bush eut donné une leçon au dictateur irakien Saddam Hussein, sa popularité a grimpé en flèche. On prédisait alors qu'il allait être réélu aisément.

À tort. Bush a essuyé une cinglante défaite et a dû retourner au Texas la queue entre les jambes.

Ce n'est pas une prédiction. C'est ce qui s'est produit en 1992 quand Bill Clinton, un jeune gouverneur méconnu et sous-estimé, a empêché Bush père de garder le contrôle de la Maison-Blanche.

À l'époque, plusieurs avaient reproché au président républicain de trop se préoccuper de ce qui se passait sur la scène internationale et pas assez des problèmes de ses propres citoyens, déprimés par le piètre état de l'économie.

George W. Bush, qui livrera ce soir son discours tant attendu dans le cadre de la convention républicaine à New York, n'a certes pas l'intention de connaître le même sort que son paternel.

L'actuel président l'a prouvé en commençant très tôt à faire campagne et en s'inves-

tissant avec vigueur dans l'élaboration du plan d'attaque contre son adversaire démocrate, contrairement à son père.

Or, la situation dans laquelle il se trouve n'est pas sans rappeler les circonstances ayant entouré la défaite de Bush père. Malgré la reprise économique, le nombre d'emplois créés demeure décevant. La taille du déficit bat tous les records.

Le système de santé des États-Unis est en crise. La seule chose qui semble augmenter à une vitesse aussi vertigineuse que le nombre de personnes sans assurance santé, c'est le coût des médicaments. Et chaque fois que les Américains font le plein, ils constatent avec irritation que le prix de l'essence aussi a bondi.

On a peu parlé de ces problèmes depuis le début de la convention républicaine lundi. Les orateurs-vedettes, même lorsqu'ils devaient aborder le thème de la compassion, ont mis l'accent sur le leadership de leur candidat et sur la façon dont il fait la guerre.

Il pouvait difficilement en être autrement. Le Parti républicain, cherchant à se donner des airs de formation politique modérée, a invité à New York des ténors qui ne sont généralement pas sur la même longueur d'onde que le président. Bush et Arnold Schwarzenegger, par exemple, ont bien peu en commun si ce n'est que le désir de se

Montres tendance

Montures
audacieuses
couleur
éclatante



LENSCRAFTERS

Venez voir... l'excellence à l'œuvre.

Carrefour Angrignon	514.367.5033
Carrefour Laval	450.681.4255
Centre Rockland	514.737.9055
Fairview Pointe Claire	514.426.3622
Les Galeries d'Anjou	514.354.2622
Place Montreal Trust	514.982.9339
Promenades St. Bruno	450.441.4671

Lunettes d'ordonnance sans TPS. Au Québec, les lunettes (montures et lentilles) sont vendues par l'optométriste indépendant ou l'ophtalmologiste voisin du magasin LensCrafters®. Examen de la vue offert.

IRAK Un Kurde présidera le Parlement intérimaire

JOONEED KHAN

Le Conseil national intérimaire irakien, qui fait oeuvre de Parlement, a tenu hier sa séance inaugurale dans la « Zone verte » américaine de Bagdad, secouée par des explosions de mortiers, et l'ancien protégé du Pentagone Ahmed Chalabi a échappé sur la route entre Najaf et Bagdad à un attentat qui a tué deux de ses gardes du corps et blessé deux autres.

Doublément chanceux, Chalabi a annoncé hier que les accusations de malversations et de fraudes contre lui et celle de meurtre contre son neveu Salem avaient été retirées.

Accusé de meurtre de Haithem Fadhl, directeur général du ministère des Finances, en juin, Salem Chalabi, avocat membre du barreau de New York et ex-responsable du tribunal pénal chargé de juger les crimes de l'ancien dictateur Saddam Hussein, devra cependant se présenter devant un tribunal irakien dans le cadre de l'enquête.

C'est un Kurde, Fouad Massoum, qui a été élu, à mains levées, à la présidence du Conseil national intérimaire (CNI), dont les prérogatives incluent le vote sur le budget, la surveillance de l'application des lois par le gouvernement intérimaire d'Iyad Allaoui, et le soutien au processus électoral. Des élections générales sont prévues en janvier 2005.

Le CNI dispose d'un droit de veto sur les décrets gouvernementaux dans un délai de 10 jours après leur approbation par le conseil des ministres. Ce veto doit obtenir les deux tiers des voix pour entrer en vigueur.

L'assemblée reflète la diversité religieuse et ethnique de l'Irak et comprend 64 Arabes, 24 Kurdes, six Turcomans, deux Chaldéens, deux Assyriens, un Mandéen et un Chabaq, communauté proche des Kurdes installée dans le nord du pays. Le quart des membres du CNI sont des femmes.

Les musulmans chiïtes, majoritaires en Irak, ont 45 sièges, un de plus que les sunnites qui représentent 20 % des 24 millions d'habitants de l'Irak mais qui ont dominé la politique du pays depuis le début du XX^e siècle.

Ancien premier ministre du « gouvernement » de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dans la province de Soulemaniya, dont le chef est Jalal Talabani, Fouad Maassoum était déjà président du Comité d'organisation de la Conférence nationale au cours de laquelle 1300 délégués avaient désigné en août le CNI.

Les Kurdes et les Turcomans s'étaient affrontés durant la journée pour la présidence du CNI. Le Kurde Saad al-Barazanchi a rappelé que sa communauté « n'a obtenu aucun des deux postes qu'elle convoitait », celui de président de la République et celui de premier ministre. C'est sur proposition de Mohsen Abdel Hamid, chef du Parti islamique, et ex-membre sunnite du Conseil de gouvernement dissous, que Fouad Massoum a été élu.

« Je vous promets de coopérer avec chacun d'entre vous, et le Parlement sera l'expression de la rue irakienne », a-t-il affirmé après sa désignation.

Sur le terrain, alors que le sort de deux reporters français et de leur chauffeur syrien était inconnu après l'expiration d'un ultimatum lancé par leurs ravisseurs, sept otages, trois Indiens, trois Kényans et un Égyptien, étaient libérés hier. Un autre otage, camionneur de nationalité turque enlevé le 7 août, était libéré dans le Nord, selon des informations non confirmées de la chaîne turque NTV.

Les chauffeurs indiens, kényans et égyptien, qui travaillaient pour la Kuwait Gulf Link Company, avaient été enlevés le 21 juillet par l'« Armée secrète islamique-Brigade des drapeaux noirs ». Ils ont été libérés à Falloujah, bastion de la guérilla sunnite à l'ouest de Bagdad. Leur employeur a démenti avoir cessé ses activités en Irak et affirmé avoir payé une rançon de plus de 500 000 dollars.

Trois personnes, dont un représentant du chef chiite Moqtada Al-Sadr, Bachir al-Jazaïri, ont été tués sur la route entre Bagdad et Najaf, près de Latifiya. À Falloujah, neuf Irakiens ont été tués et six blessés dans un raid de l'aviation américaine, a-t-on appris de sources policière et hospitalière. Et un policier irakien a été tué à Mossoul lors d'une attaque au mortier.

Avec AFP, AP, Reuters, BBC, Al-Jazeera.

OTAGES FRANÇAIS La guerre des nerfs entre Paris et Bagdad continue



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

COLLABORATION SPÉCIALE

PARIS — La guerre des nerfs continue entre Paris et Bagdad. Tandis que le deuxième — ou troisième — ultimatum expirait hier soir à 21 h, heure de Paris, on n'avait toujours aucune nouvelle des deux journalistes français et de leur chauffeur syrien kidnappés le 20 août dernier en Irak, dans le « triangle sunnite » au nord de Bagdad.

Ou plutôt, les nouvelles sont nombreuses et invérifiables. Une journaliste du *Nouvel Observateur*, Sara Daniel, soutient disposer d'un contact sûr qui aurait rencontré des membres de cette mystérieuse Armée islamique en Irak, tandis que des représentants français auraient également sous la main un intermédiaire en liaison avec les ravisseurs de Christian Chesnot et Georges Malbrunot.

Dans les deux cas, l'hypothèse retenue serait la suivante : peut-être d'abord enlevés par des groupes mafieux qui ignoraient leur nationalité précise, les deux journalistes auraient été « revendus », comme cela se fait ces jours-ci, à un groupe « idéologique » particulièrement extrémiste, celui-là même qui avait revendiqué l'assassinat du journaliste italien Enzo Baldoni à la fin de la semaine dernière. Puis, « constatant leur erreur », et plutôt embarrassés par cette capture, ils auraient « inventé a posteriori » une revendication pour la libération

des deux journalistes, faute de pouvoir demander le départ de leurs troupes d'Irak.

« L'impression qui se dégage de tout ça, dit Sara Daniel, c'est que les ravisseurs cherchent maintenant une porte de sortie, un geste symbolique de la France qui leur permette de sauver la face, de prétendre avoir obtenu quelque chose. »

Sur le terrain et dans la région, les Français intensifient leurs tractations en tout genre, d'une part avec le ministre des Affaires étrangères Michel Barnier qui continue ses navettes entre le Caire, Amman et la télé Al-Jazira au Qatar, et d'autre part des responsables des services secrets français spécialisés dans le monde arabe, dont certains qui avaient travaillé sur la libération des otages français au Liban au milieu des années 80.

Ce relatif optimisme dans le brouillard est bien sûr tempéré par ce qui se passe tous les jours en Irak et qui, comme nous le disait hier le spécialiste du monde arabe Antoine Sfeir, « équivaut à une libanisation complète du pays ». D'un côté, certains otages ont été libérés, parfois contre paiement d'une rançon, parfois sans contrepartie. Mais la même armée islamique en Irak détiendrait toujours depuis deux mois un diplomate iranien. Et un autre groupe a égorgé de sang-froid 12 travailleurs népalais, alors que le Népal n'est pas engagé dans le conflit. Selon Antoine Sfeir, directeur des *Cahiers d'Orient* et auteur de plusieurs livres sur la région, « il y a actuellement une trentaine de groupes armés, certains mafieux, les autres idéologiques, et ils ne sont pas toujours très rationnels ».

Le principal motif d'espoir à Pa-

ris tient au fait que la France a une politique jugée sympathique au monde arabe, et s'est opposée à la guerre en Irak. « Il est clair, nous dit M. Sfeir, que les ravisseurs subissent actuellement une très forte pression en entendant des représentants du Hamas palestinien, du Hezbollah libanais et des autres mouvements armés réclamer, comme ils ne l'ont jamais fait, une libération des otages français. En outre, ils voient désormais sur Al-Jazira les images de jeunes musulmanes françaises voilées qui réclament cette libération. Cela fait beaucoup. »

À cette pression générale d'origine musulmane, il faut désormais ajouter la mission extraordinaire à Bagdad de trois dirigeants du Conseil français du culte musulman, qui devaient arriver à Bagdad hier dans la soirée pour lancer un appel aux ravisseurs. Parmi eux, Abdallah Zekri, le chef de la tendance majoritaire et la plus dure du Conseil musulman, qui s'était fait connaître à l'occasion du débat sur le voile, et que l'on considère proche des intégristes. Lui-même partait hier après-midi à Bagdad pour faire savoir aux terroristes sunnites que « le débat sur le voile et l'islam en France se déroule selon les règles d'un État de droit ».

« Les ravisseurs, dit encore Antoine Sfeir, peuvent très bien considérer que ces mises au point de la France et les propos rassurants des musulmans français sur le fait que l'islam n'est pas persécuté dans le pays soient considérés par les ravisseurs comme le geste symbolique attendu de Paris. Espérons seulement qu'ils n'ont pas décidé de faire durer indéfiniment le suspense, pour le seul plaisir de rester sur le devant de la scène. »

La loi sur le voile en France

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
COLLABORATION SPÉCIALE

PARIS — C'est au terme d'un long, et parfois houleux débat de société que le Parlement français a adopté, au début du mois de février 2004, à la quasi-unanimité, une loi interdisant « tout signe religieux ostentatoire » dans les écoles et les collèges publics en France.

Une loi qui, de fait, se contentait de réaffirmer, en termes très généraux, le principe de laïcité, et uniquement dans le cadre de l'école publique, les écoles privées et confessionnelles n'étant nullement visées. Bien entendu, cette loi visait essentiellement le foulard islamique, dont on avait vu l'apparition en 1990, et dont le port, encore très minoritaire, menaçait de prendre de l'ampleur sous la pression de groupes islamistes militants.

Pour l'essentiel, les opposants à la loi se retrouvaient du côté des organisations religieuses, et pas seulement musulmanes. Chez les catholiques, les protestants et les juifs, on émettait à divers degrés des réserves sur une loi qui pouvait mener à interdire jusqu'aux signes religieux les plus discrets, croix de petite dimension, étoiles de David, etc. Chez les Français d'origine ou de culture musulmane, dont on estime le nombre à cinq millions, les réactions allaient de la réserve à l'opposition radicale.

Pour le recteur de la mosquée de Paris, le « modéré » Dalil Boubakeur, il aurait été préférable de continuer à régler la question du foulard islamique au cas par cas, et par la négociation, mais il fallait bien entendu s'incliner devant « la loi républicaine ». En revanche, l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), sortie majoritaire des élections pour le Conseil français des musulmans de France et considérée proche de l'intégrisme, avait manifesté contre l'adoption, et se disait maintenant prête à la contester, à la fois sur le terrain scolaire et devant les tribunaux. Mais en restant dans le cadre strict de la légalité « républicaine ».

À deux jours de la rentrée scolaire, personne ne prévoyait véritablement d'épreuve de force sur cette question.

PATINS BAUER SUPREME 8000 SR

Conçus pour le joueur de hockey à la recherche de puissance, de stabilité alliés à une performance ultralégère.

399⁹⁹
rég.: 579.99

SOLDE LANCE ESCOMPTE

PATINS CCM VECTOR 4.0 JR

129⁹⁹
rég.: 159.99

PATINS CCM SK152 JR

79⁹⁹
rég.: 119.99

PATINS CCM SK852 JR

199⁹⁹
rég.: 259.99

PATINS CCM SK652 JR

149⁹⁹
rég.: 199.99

PANTALON DE HOCKEY BAUER VAPOR-6 SR

99⁹⁹
rég.: 129.99

GANTS EASTON ULTRALITE

SR 14.5po et 15.5po rég.:109.99
JR 13.5po rég.:99.99
JR 12.5po rég.:89.99

69⁹⁹
59⁹⁹
49⁹⁹

GANTS EAGLE REBEL

JR rég.:89.99
INTER rég.:99.99

69⁹⁹

SAC SHERWOOD EB7030

29⁹⁹
rég.: 49.99

SAC DE HOCKEY SHERWOOD EB1055

49⁹⁹
rég.: 59.99

CHANDAIL DE HOCKEY SR S&P

49⁹⁹
rég.: 39.99

GANTS EASTON PRO SR

reg.: 179.99

99⁹⁹

CASQUE DE HOCKEY NIKE QUEST

109⁹⁹
rég.: 159.99

BÂTONS GRAPHITE MONO-PIÈCE (ONE-PIECE) MONTRÉAL (modèle 2003)

NITRO-120 JR (2003) **139⁹⁹** rég.199.99
NITRO-200 ET NITRO-240 (2003) **159⁹⁹** rég.:229.99

Sports Rousseau

www.sportsrousseau.com

BÂTONS DE HOCKEY DE BOIS ET "ONE-PIECE" JUSQU'À 20% DE RABAIS

À l'achat de 2 bâtons ou palettes de votre choix obtenez une réduction de 20% sur le prix régulier des bâtons de bois et des palettes et de 10% sur les bâtons mono-pièce de graphite et composite (one-piece).

LIQUIDATION D'ÉQUIPEMENTS DE GARDIENS DES ANNÉES ANTÉRIEURES. JUSQU'À 60% DE RABAIS

VAUGHN - KOHO - BAUER - DR - SHERWOOD - OLIE LOUISVILLE - CCM - BRIAN'S - EAGLE - ITECH

Dollard-des-Ormeaux
3597, Boul. St-Jean
(514) 626-7235

Greenfield-Park
3261, Boul. Taschereau
(450) 926-0660

Méga magasin de Laval
4440, aut. Laval (440)
(450) 681-8440

Méga magasin de St-hubert
1701, Boul. des Promenades
(450) 656-1701

Magasin de Montréal
5916, rue Papineau
(514) 274-4429

Centre de liquidation: 382 Boul. des Laurentides Laval. Ouvert le jeudi, vendredi, samedi et dimanche. HEURES D'OUVERTURE : Mégas magasins de Laval et Rive-Sud : lundi au mercredi de 9h00 à 18h00, jeudi et vendredi de 9h00 à 21h00, samedi de 9h00 à 17h00 et dimanche de 11h00 à 17h00. Les autres magasins : lundi au mercredi de 9h30 à 18h00, jeudi et vendredi de 9h30 à 21h00, samedi de 9h00 à 17h00 et dimanche de 11h00 à 17h00. Le solde LANCE-ESCOMPTE prend fin le dimanche 26 septembre 2004. Certains modèles, couleurs ou grandeurs peuvent manquer dans certains magasins. Les produits illustrés servent de référence et peuvent être différents des produits annoncés.

MONDE

Milosevic nie les crimes dont l'accuse le TPI

D'APRÈS AFP

LA HAYE — L'ancien président yougoslave Slobodan Milosevic a terminé hier la présentation de sa défense devant le Tribunal pénal international (TPI) pour l'ex-Yougoslavie en

niant les crimes dont il est accusé.

La cour s'est ensuite penchée sur la santé de l'accusé, qui l'utilise pour faire « obstruction » par une prise de médicaments fantaisiste, selon l'accusation s'appuyant sur des rapports médicaux.

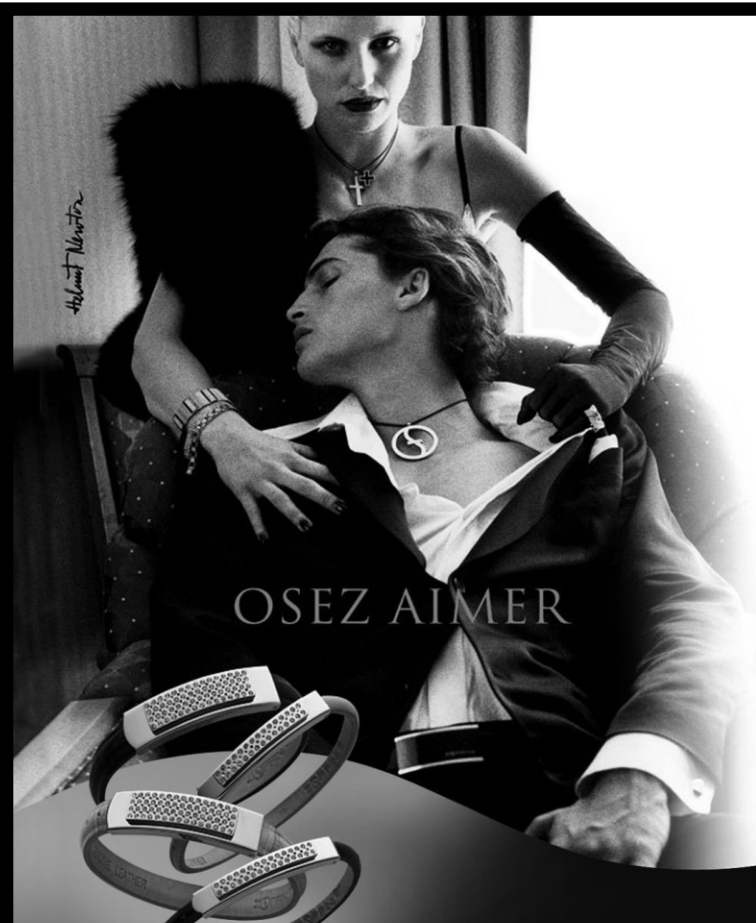
Milosevic, 63 ans, a réclamé une contre-expertise, trouvant « suspect » un médecin « venu de Belgique, le siège de l'OTAN ». La cour devrait se prononcer aujourd'hui sur ce point et sur l'éventuelle affectation d'un avocat

pour alléger son stress.

« Vous parlez de crimes que nous (les Serbes et lui-même) n'avons pas commis, vous les expliquez par des projets que nous n'avons pas eus », a déclaré Milosevic, terminant la déclaration li-

minaire de sa défense entamée la veille. « Cet acte d'accusation est une addition de mensonges sans scrupules et de manipulations », a-t-il lancé.

Milosevic va disposer de 150 jours pour présenter ses témoins.



OSEZ AIMER

ZOPPINI
FIRENZE

Offert chez

AILES
LES AILES DE LA MODE

3232164A
Complexe Les Ailes, centre-ville Montréal (514) 282-4537
Mail Champlain (450) 672-4537 • Carrefour Laval (450) 682-4537 • Place Ste-Foy (418) 652-4537

LA CARTE QUI VOUS AVANTAGE!

Dossier nucléaire:
l'Iran juge positif le
rapport de l'AIEA

AGENCE FRANCE-PRESSE

TÉHÉRAN — Le ministère iranien des Affaires étrangères a estimé hier que le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) était un pas positif vers le règlement du dossier nucléaire iranien et montrait le caractère pacifique de l'activité nucléaire du pays.

« Ce rapport confirme nos prévisions. La République islamique a eu une bonne relation avec l'agence et cette coopération va continuer. L'Iran est déterminé à respecter ses engagements dans le cadre du protocole » additionnel prévoyant des inspections surprises de ses sites nucléaires, a affirmé le porte-parole du ministère, Hamid Reza Assefi.

« Plus le temps passe, plus il devient clair que notre programme et nos activités nucléaires sont pacifiques et ne dévient pas des

règles internationales », a-t-il ajouté. « Quelques problèmes marginaux et mineurs restent, nous espérons qu'ils seront réglés ».

Assefi s'est gardé de confirmer si son pays allait reprendre la production à grande échelle de matériaux pour l'enrichissement de l'uranium, comme l'affirme le rapport de l'AIEA.

L'Iran prépare « un test à grande échelle de conversion de 37 tonnes de yellow-cake » en gaz UF₆ lequel peut servir de base à l'uranium hautement enrichi (UHE), a déclaré un diplomate. Ce test était prévu pour août ou septembre, selon le rapport.

L'AIEA redoute que l'Iran ne détourne le cycle d'enrichissement de l'uranium pour fabriquer la bombe atomique, comme l'accusent les États-Unis.

À la maison ou sur la route, je profite d'appels locaux illimités au Canada.



- > Appels locaux illimités partout au Canada dans la zone de couverture numérique de Fido
- > 850 minutes d'appels interurbains au Canada et vers les États-Unis
- > Aucuns frais d'interurbain pour les appels entrants, n'importe où au Canada
- > Frais d'accès au réseau de 6,95 \$ compris

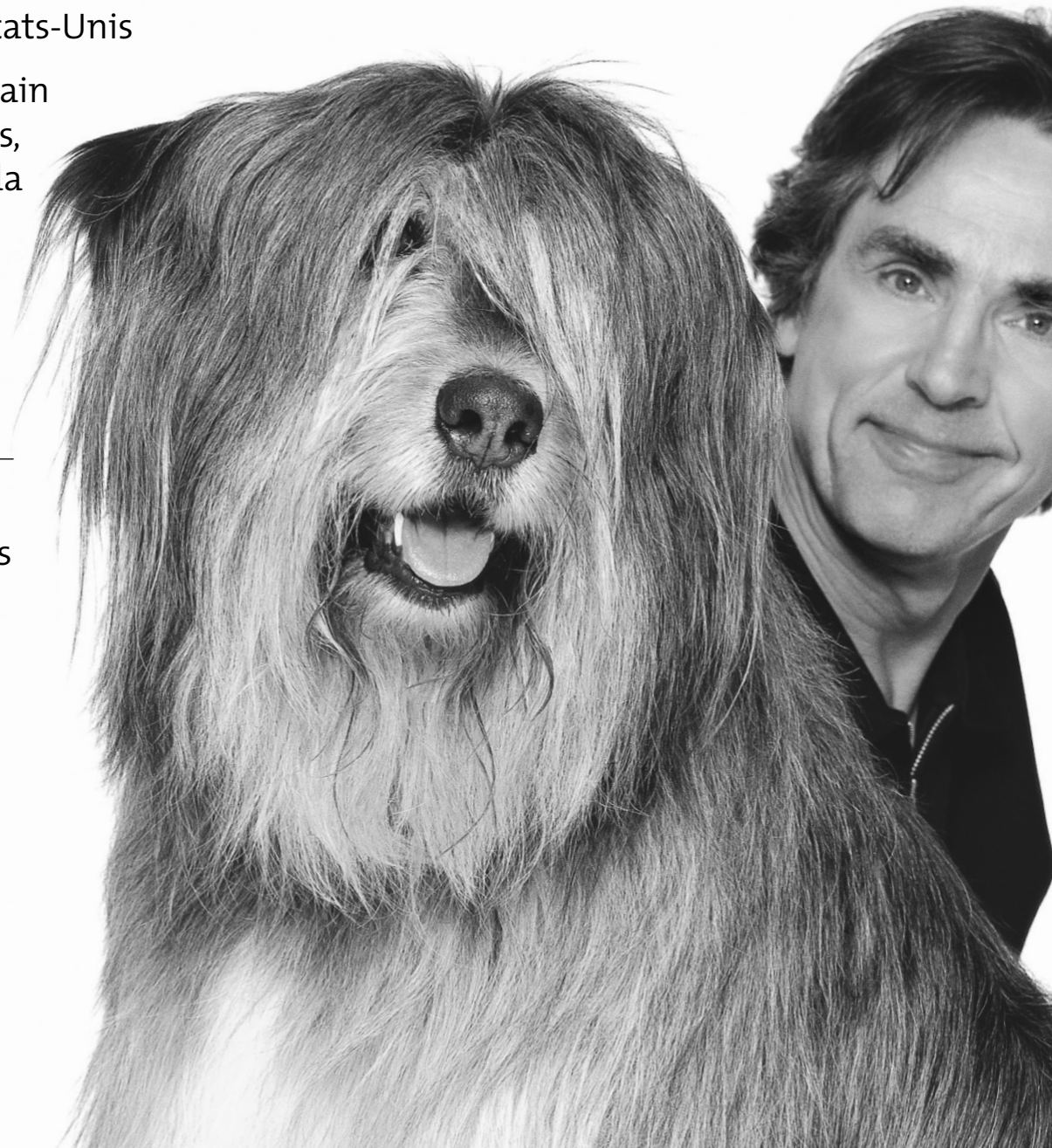
70\$ par mois

Choisissez parmi notre vaste sélection d'appareils



Sony Ericsson TG10

Motorola V400



Achetez sur fido.ca ou en composant le 1 888 481-FIDO.

Avec nouvelle activation, avec ou sans Entente Fido®. Les frais de gestion de 50 \$ à l'activation ne s'appliquent qu'une seule fois. Appels locaux et entrants illimités dans la zone de couverture numérique de Fido. Frais d'interurbain en sus pour les appels sortants. Des frais de 25¢ par mois pour le service d'appel d'urgence 911 s'appliquent. Sujet à la politique d'utilisation équitable de Fido.

LES MAGASINS

- 1004, rue Sainte-Catherine Ouest
- Carrefour Angrignon
- Carrefour Laval
- Centre Laval
- Centre Rockland
- Place Versailles

- Place Rosemère
- Centre Fairview Pointe-Claire
- Carrefour du Nord, Saint-Jérôme
- Mail Champlain
- Les Promenades St-Bruno
- Les Galeries d'Anjou
- Centre Eaton

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Montréal :

LE TOUR
DU GLOBE

CONGO-KINSHASA

Suspension levée

L'ex-rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) a levé hier la suspension de sa participation aux institutions de la transition au Congo-Kinshasa (RDC). « Le collège des fondateurs du RCD, sous la garantie internationale et sous la confiance des différents partenaires de la transition et du président de la République, décide de lever sa suspension », a déclaré le secrétaire du collège, M^{me} Gertrude Kitembo. La suspension, décidée au lendemain du massacre de 160 réfugiés tutsis congolais au Burundi, avait soulevé un tollé général dans le parti et chez l'ensemble des signataires de l'accord global de gouvernement en RDC. d'après AFP

HAÏTI

Retour
d'ex-militaires

Une cinquantaine d'anciens militaires ont pris possession depuis mardi des locaux de Radio-Timoun dans la ville de Jacmel, une radio qui appartenait à l'ex-président Jean-Bertrand Aristide. « On est prêt à travailler avec la police nationale pour assurer la sécurité d'Haïti », a déclaré leur porte-parole, Prophète Bervil, qui était sergent dans l'armée haïtienne. Ils exigent la réhabilitation de cette armée, dissoute en 1994 par Aristide, et le paiement de 10 années de salaires non payés, a-t-il ajouté. C'est la deuxième fois cette semaine que d'anciens militaires s'installent dans une localité. Lundi, la ville de Petit-Goave est tombée sous la coupe de 100 à 150 ex-militaires, provoquant la fuite de la dizaine de policiers de cette bourgade. d'après AFP

PALESTINE

Maison démolie

L'armée israélienne a démolie hier à l'aube à Hébron la maison d'un des deux kamikazes palestiniens qui ont fait 16 morts et plus de 100 blessés la veille en se faisant sauter dans deux autobus à Beersheva, et procédé à une vaste opération de ratissage dans la ville dont tous les accès ont été bloqués. Israël enterrait hier les victimes du double attentat suicide. Les brigades Ezzedine Al-Qasam, branche armée du Hamas, a revendiqué ce double attentat et indiqué qu'il visait à venger Ahmad Yassine et Abdelaziz Al-Rantissi, deux chefs du mouvement islamiste par Israël en mars et avril derniers. Nabil Abou Rodeina, principal conseiller du président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, a mis en garde contre une reprise de la politique israélienne d'élimination

Émeutes à Katmandou après l'exécution des otages népalais en Irak

KEDAR MAN SINGH
AGENCE FRANCE-PRESSE

KATMANDOU – Au lendemain de l'exécution de 12 otages népalais par leurs ravisseurs islamistes en Irak, des émeutes ont éclaté hier à Katmandou où des milliers de manifestants ont attaqué des cibles musulmanes, dont la principale mosquée de la ville qu'ils ont incendiée, entraînant l'instauration d'un couvre-feu dans la capitale du royaume hindou de l'Himalaya.

Le gouvernement a instauré un couvre-feu illimité en début d'après-midi et le calme est revenu dans la ville.

Il a aussi décrété un jour de deuil national, aujourd'hui. Le bilan de la journée s'élève à un mort et trois blessés.

Tôt hier, des manifestants ont commencé à dévaler les rues de Katmandou aux cris de « Punissez les musulmans ». Munis de pierres, ils ont attaqué des cibles se trouvant sur leur passage.

La foule, évaluée à 5000 personnes par la police, a pris d'assaut la mosquée Jama Masjid, dans le centre-ville. Des manifestants sont montés sur le toit du lieu de culte et y ont mis le feu après avoir brûlé dans la rue l'essentiel du mobilier.

À coups de matraque, la police anti-émeute a repoussé les manifestants hors du centre-ville, où se trouve le palais royal.

Les manifestants ont aussi marché vers l'ambassade d'Égypte, qui représente les intérêts irakiens à Katmandou. Des policiers gardant la représentation diplomatique ont tiré pour disperser la foule, selon la police. Un homme est mort et trois ont été blessés, selon le ministère de l'Intérieur.

Les bureaux de la Qatar Airways ont été saccagés, selon un employé de la compagnie aérienne. « Des dizaines de personnes furieuses ont envahi les bureaux et détruit le mobi-

lier et les installations avant de mettre le feu », a raconté l'employé. Qatar Airways est la principale compagnie utilisée par les Népalais qui vont travailler au Moyen-Orient.

Auparavant, des centaines de jeunes avaient saccagé une dizaine de bureaux d'agences spécialisées dans le recrutement de travailleurs pour des emplois à l'étranger. Les manifestants accusent ces agences d'avoir envoyé travailler en Irak les 12 Népalais enlevés et exécutés dans ce pays.

Dans la soirée, le roi Gyanendra du Népal a lancé un appel au calme dans un texte lu à la télévision nationale et à la radio.

« Il devrait y avoir des relations fraternelles entre les personnes de différentes religions et de cultures. Nous espérons que tous les leaders politiques et de la société civile aideront à maintenir la paix et la sécurité dans le pays », a dit le roi du Népal, déjà aux prises avec une rébellion maïste sanglante.

Des manifestations spontanées ont aussi eu lieu en province, dans les villes de Pokhara, Gorkha et Biratnagar. Outre leur colère à l'encontre des preneurs d'otages, des manifestants ont demandé la démission du premier ministre, Sher Bahadur Deuba, qu'ils rendent responsable de l'échec à libérer les otages.

Ces derniers, qui travaillaient notamment comme cuisiniers et dans des laveries, ont été tués par un groupe islamiste, a annoncé mardi le site web du groupe Ansar Al-Sunna, proche d'Al-Qaëda, qui a publié des photographies et une vidéo brutale de leur exécution.



Sympatico Intermédiaire



- Maintenant inclus: services **Antivirus** pour courriels et **Contrôle parental**¹
- Boîte de réception de courriels jusqu'à 2 Go – 200 fois plus d'espace de stockage qu'avant¹
- Taille totale possible d'un courriel: jusqu'à 20 Mo². Partagez photos et vidéos sans problème

19⁹⁵ \$
par mois
pendant 1 an⁴

En plus: 3 mois gratuits³
du logiciel **MSN Premium**^{MC}
pour une expérience Internet
encore plus simple, sécuritaire,
enrichissante et personnalisée.

Mobilité



- Forfait **Tout-en-un Soirs et Week-ends**
- En prime, 3 mois d'interurbains illimités au Canada et aux États-Unis⁵
- Offert exclusivement chez Bell:
- Aucuns frais d'activation (valeur de 35 \$)
- Aucuns frais mensuels cachés

25 \$
par mois⁶
soirs et week-ends
illimités

ExpressVu



- Système **ExpressVu**^{MC} 3120
- Plus de 400 canaux de qualité numérique
- Ne payez que pour le type de canaux que vous aimez
- Service horaire variable offert **GRATUITEMENT** pour les réseaux canadiens

99 \$
après crédits⁷

Faites vite! Le 30 septembre, on efface tout!

COMBINEZ ET ÉCONOMISEZ

Combinez des services et économisez mois après mois. De plus, obtenez 1000 minutes d'interurbain pour seulement 5 \$ par mois⁸.



Bell est fière de commanditer l'équipe olympique canadienne.



Et bien simple.^{MC}

1 877 538-8483 • Magasins Espace Bell et Bell Mobilité • www.bell.ca/offre

Espace Bell
Anjou Les Galeries d'Anjou (514) 353-0257
Beloil Mail Montenach (450) 446-7176
Brossard Mail Champlain (450) 465-8759
Châteauguay Centre régional Châteauguay (450) 691-7665

Coaticook 18, rue du Manège Place J.R. Lefebvre (819) 849-9997
Cowansville Domaine du Parc (450) 263-4444
Dorval Les Jardins Dorval (514) 631-1222
Drummondville 2265, boul. St-Joseph (819) 478-5178

Dollard-des-Ormeaux 3352, boul. des Sources (514) 684-6846
Dorion-Vaudreuil 3699, boul. St-Jean (514) 626-8888
Dorval 84, boul. Harwood (450) 424-1416
Hull Les Jardins Dorval (514) 631-1222
Joliette Les Galeries Joliette (450) 755-5333

LaSalle Carrefour Angrignon (514) 364-3071
Laval 1655, boul. St-Martin Ouest (450) 680-1010
Laval Carrefour Laval (450) 681-3344
Hull Carrefour Laval (kiosque) (450) 978-7133
Joliette Centre Laval (450) 680-2355

Longueuil Place Longueuil (450) 679-4558
Montréal Boul. Décarie (angle Jean-Talon) (514) 739-7777
Montréal 9280, boul. de l'Acadie (514) 385-0770
Montréal 5187, avenue Papineau (angle Laurier) (514) 526-2020
Montréal-Nord 892, rue Ste-Catherine Ouest (514) 866-6686

Centre Rockland 517, rue de St-Jovite (514) 340-1269
Place Alexis-Nihon (514) 939-2439
Place Dupuis (514) 844-1313
Place Versailles 12530, rue Sherbrooke Est (514) 645-4455
Pointe-Claire Fairview Pointe-Claire (514) 630-4992
Repentigny 309, rue Notre-Dame (450) 585-4455
Montréal-Nord Place Bourassa (514) 322-3202

Mont-Tremblant 232, boul. Curé-Labelle (450) 979-3838
Place Rosemère (450) 435-0024
Salaberry-de-Valleyfield Centre commercial Valleyfield (450) 377-1256
Sherbrooke 2700, rue King Ouest (819) 823-9994
Carrefour de l'Estrie (819) 565-1605

Sorel Les Promenades de Sorel (450) 742-6789
St-Bruno-de-Montarville Les Promenades St-Bruno (450) 441-1535
Ste-Agathe-des-Monts 80A, boul. Morin (819) 321-0265
St-Eustache Place St-Eustache (450) 623-8500

St-Hubert 5190, boul. Cousineau (450) 676-9919
St-Laurent 3879, boul. Taschereau (450) 926-2020
St-Hyacinthe Galeries St-Hyacinthe (450) 778-1749
St-Jean-sur-Richelieu 391, boul. Séminaire Nord (450) 348-5210
Carrefour Richelieu (450) 349-4400

St-Jérôme Le Carrefour du Nord (450) 431-3926
St-Laurent La Place Vertu (514) 335-2355
St-Léonard 6050, boul. Métropolitain Est (514) 257-9292
Centre Le Boulevard (514) 376-2288
Terrebonne Les Galeries Terrebonne (450) 964-7985

Tracy 604, route Marie-Victorin (450) 746-7777
Trois-Rivières 5691, boul. Jean-XXIII (819) 376-6849
Centre Les Rivières (819) 691-0482
Victoriaville 567, boul. des Bois-Francis Sud (819) 357-7777
La Grande Place des Bois-Francis (819) 357-5776

Aussi offert chez les agents autorisés et dépositaires Bell Mobilité.

FUTURE SHOP

LA CABINE TÉLÉPHONIQUE

Dumontin

STEREO

SONXPRTE

RadioShack

Offre ExpressVu disponible aussi:

CENTRE HI-FI

Les offres prennent fin le 30 septembre 2004 sauf l'offre pour le système ExpressVu qui prend fin le 31 décembre 2004. Services offerts aux clients résidentiels, là où la technologie le permet. Prix/offres/contenus sujets à changement sans préavis et ne peuvent être combinés avec une autre offre. Taxes en sus. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent pour chaque engagement. D'autres conditions s'appliquent y compris des exigences techniques minimales. Photos à titre indicatif. ¹Antivirus fourni par McAfee et Contrôle parental fourni avec Zero-Knowledge Systems, Inc. aux abonnés Sympatico. Aucun service n'offre une protection absolue. ²Compte principal seulement. Jusqu'à 20 Mo pour chaque message reçu et envoyé, y compris les pièces jointes. ³Offre réservée aux abonnés Sympatico. Le tarif mensuel courant (maintenant 9,95 \$ avec Sympatico Intermédiaire) s'applique par la suite. ⁴Sujet à des exigences techniques minimales dont WindowsTM 98 ou versions subséquentes. MSN Premium ne peut être utilisé avec les systèmes d'exploitation Macintosh[®]. ⁵L'offre s'adresse aux nouveaux abonnés Sympatico. ⁶Sujet à un engagement de 12 mois. Le tarif mensuel courant (maintenant 29,95 \$) s'applique par la suite. ⁷Capacité de 2 Go de téléchargement par mois; frais pour téléchargement en sus. ⁸Sujet à un engagement de 24 ou 36 mois, avec nouvelle activation seulement. Le tarif mensuel de 30 \$ s'applique par la suite. ⁹Basé sur le prix de détail suggéré de 129 \$ moins un crédit de télévision à la carte de 30 \$ appliqué sur le compte, avant les taxes. Offre disponible aux nouveaux abonnés d'ExpressVu. ¹⁰Sujet à un engagement de programmation de 24 mois au forfait Avantage numérique ou à un autre forfait admissible. ¹¹Crédit valide pendant 90 jours après l'activation; prévoir 6 à 8 semaines. Le crédit peut être utilisé à l'encontre de n'importe quel film Venus ou Vu! jusqu'à un max. de 15 \$. ¹²Le Forfait est disponible avec les plans sélectionnés. Bell doit être votre fournisseur de service interurbain, mais il n'est pas nécessaire d'être abonné au service local ou à d'autres services tarifés de Bell. Un engagement min. de 24 mois requis pour chaque service. 1 000 minutes applicables aux appels interurbains automatiques ou faits avec le service ContactFamille^{MC} au Canada et aux É.-U. 5¢/min. additionnelle. Frais de réseau mensuel de 2,95 \$ inclus. Pour les détails, visitez www.bell.ca/forfait, appelez au 1 866 281-2303 ou visitez un magasin Espace Bell. Sympatico est une marque de commerce de Bell Canada. ©Microsoft Corporation, 2004. Tous droits réservés. Microsoft, MSN et MSN Premium sont des marques de commerce ou des marques déposées de Microsoft Corporation aux États-Unis et/ou dans d'autres pays. Macintosh est une marque d'Apple Computers, Inc. ExpressVu est une marque de commerce de Bell ExpressVu, s.e.c. © Marque officielle du Comité olympique canadien

Zellers

Vendredi, samedi et dimanche seulement!

Les 3, 4 et 5 septembre 2004

Achetez un article et obtenez-en un 2^e à

1/2 PRIX*

TOUS les sous-vêtements et toutes les chaussettes en emballage Pour homme, femme et enfant

*Le deuxième article doit être de valeur égale ou moindre.

Jusqu'à 75% de rabais sur les fournitures scolaires

<p>150 feuilles lignées Hilroy® Avant 79¢</p> <p>LIMITE DE 6</p> <p>43¢ le paquet</p> 	<p>3/1\$</p> <p>Protège-documents en polyéthylène Avant 97¢ ch.</p> 	<p>2/1\$</p> <p>Reliure robuste ou O-Ring de 2,5 cm Avant 1,57 et 1,97 ch.</p> 	<p>2⁴⁷ ch.</p> <p>Reliure NOTE de 2,5 cm Avant 4,97</p> 	<p>3\$ ch.</p> <p>TOUTES les reliures de fin de série Avant 5\$-15,97</p> <p>2/1\$</p> <p>Bâton de colle en gel Avant 1,97 ch.</p>
---	--	--	---	--

Essentiels mode pour la rentrée!

<p>50% de rabais sur les chinis Levi's® pour homme Avant 39,99 19,87</p> 	<p>50% de rabais sur une sélection de t-shirts sous licence pour enfant Tailles 2-18; modèles à manches courtes ou longues. Modèles Stuff par Hilary Duff, Spider-Man et Bob l'éponge. Avant 10,97-16,97 5,47-8,47</p> 	<p>50% de rabais sur TOUS les sacs à dos Wilson®</p> 	<p>50% de rabais sur TOUTES les chaussures de sport Spalding® Modèles pour homme, femme et enfant.</p> 
--	--	---	---

Samedi seulement Le 4 septembre 2004

Papier hygiénique Cottonelle®, 24 rouleaux simples ou 12 doubles
Avant 7,97

4⁹⁷ ch.

LIMITE DE 2



D'autres économies!

<p>30% de rabais sur une sélection de jeux Lego® Avant 9,97-68,97 4,97-33,97</p>	<p>30% de rabais sur une sélection d'articles de maison Request® Y compris fauteuils, bureaux, tapis, jetés, coussins, articles de bain et literie</p>	<p>15% de rabais sur TOUS les téléphones</p> <p>10% de rabais sur TOUS les appareils photo numériques <small>Sauf les articles Achat-choc.</small></p>	<p>10% de rabais sur TOUS les téléviseurs</p> <p>1⁷⁷ ch. Biscuits Dad's 350 g. Avant 3,17</p>
--	---	--	--



Enfin sur DVD! La Passion du Christ

TM et © 2004 par ICON DISTRIBUTING, INC.
Tous droits réservés. ©2004 Equinoxe Films Inc. Tous droits réservés.
©2004 Warner Bros. Entertainment Inc. Tous droits réservés.



André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

FORUM

ÉDITORIAUX

Les justes causes



mroy@lapresse.ca

MARIO ROY

Pour chacun des combattants tchéchènes éventuellement abattu, ceux-ci exécuteront 50 des 132 enfants retenus en otages dans l'école de Beslan, en Ossétie du Nord. Cinquante enfants... Mais pourquoi pas, au fait ? La cause tchéchène, ce peuple pillonné depuis des années par les canons de l'armée russe, n'est-elle pas juste ? Et, au surplus, la vengeance à 50 contre un ne constitue pas un précédent : l'occupant nazi l'a utilisée contre la résistance française — il est vrai qu'alors, on ne tuait pas en priorité les enfants.

C'est comme la dizaine de morts et la quarantaine de blessés (dont seulement deux enfants) de l'attentat suicide perpétré, mardi, à l'entrée d'une station de métro de Moscou. Ou les 90 victimes de l'écrasement provoqué de deux avions russes, il y a une semaine —

On se trouve aujourd'hui en présence d'une forme différente et inédite d'exercice de la terreur.

tant qu'à faire, pourquoi les terroristes n'ont-ils pas pensé à précipiter les appareils dans deux tours de Moscou ?

Car ne s'agit-il pas dans les deux cas de la même juste cause, celle des Tchétchènes ?

Et les 12 Népalais exécutés au début de la semaine en Irak ? Il ne s'agissait pas de soldats de la coalition, mais d'humbles travailleurs occupés à une besogne logistique quelconque. Néanmoins, cela leur donne-t-il le droit de vivre, au moment où une terre d'Islam est occupée et souillée par des infidèles — de façon illégitime, par surcroît ? (Chez eux, les Népalais ont d'ailleurs fort mal réagi et brûlé la première mosquée qu'ils ont trouvée à Katmandou, ce qui ne concourra pas non plus à la paix universelle.

Une véritable « cleptocratie »



mboisver@lapresse.ca

MICHÈLE BOISVERT

Tout ceux qui ont suivi la saga Hollinger savaient déjà que Conrad Black et son principal lieutenant, David Radler, étaient sérieusement soupçonnés d'avoir commis des gestes frauduleux au détriment des actionnaires minoritaires de Hollinger International, la filiale de Hollinger Inc spécialisée dans les entreprises de presse.

Jamais cependant aurait-on pu imaginer l'ampleur de la fraude alléguée dans le rapport de 513 pages déposé mardi par un comité indépendant du conseil d'administration de Hollinger International. Ce rapport, résultat de plus d'un an d'enquête, est tout simplement dévastateur pour l'arrogant magnat britannique de la

Tôt ou tard, Lord Black de Crossharbour devra répondre de ses actes devant les tribunaux.

presse et ses proches collaborateurs.

Ce document prétend, preuves à l'appui, que Conrad Black et ses associés auraient siphonné Hollinger International de 400 millions de dollars US entre 1997 et 2003, soit l'équivalent de 95,2 % des profits nets enregistrés par l'entreprise au cours de cette période. Pour les trois auteurs de ce rapport, les gestes posés par Lord Black et ses proches relèvent du vol érigé en système, allant même jusqu'à inventer le mot « cleptocratie » pour décrire le degré de corruption qu'ils ont découvert.

Personne, cependant, n'en est mort.)
 Mardi encore, le Hamas a fait sauter deux autobus dans le centre de Beersheba, dans l'État juif, tuant 16 civils innocents, dont un enfant de trois ans. Se trouve-t-il encore quelqu'un pour prétendre que les Palestiniens n'ont aucun grief légitime à plaider ? Alors ?

Et les deux journalistes français, enfin, Christian Mesnot et Georges Malbrunot, retenus en otages depuis dix jours en Irak et dont on ne connaissait toujours pas le sort, hier soir ? Ils n'ont rien à voir dans le conflit, eux non plus. Au surplus, ils sont citoyens de la France, ce qui devrait leur garantir un degré supplémentaire d'impunité. Mais, d'un certain de point de vue, pourquoi ne faudrait-il pas défendre le droit des petites musulmanes françaises à porter le voile à l'école ? Ne s'agit-il pas d'une juste cause, aussi ? Et ne vaut-elle pas une vie ou deux ?...

Depuis quelques jours, le plongeon dans l'absurde est spectaculaire.

Mais il n'est pas si étonnant. Certes, le terrorisme n'est pas un fait nouveau dans l'histoire de l'humanité. Sous une forme ou une autre, il a toujours fait partie de l'arsenal guerrier.

Mais on se trouve aujourd'hui en présence d'une qualité différente d'exercice de la terreur. Ce que l'on soupçonnait vaguement dans les semaines qui ont suivi le 11 septembre 2001 s'avère bel et bien.

En effet, le massacre de New York et de Washington a brisé le dernier rempart moral protégeant l'espèce contre une forme inédite et totalement déshumanisée de dévotion guerrière et suicidaire. Il a déchiré le dernier code éthique édictant que certaines choses ne se font pas. Jamais. Sous aucun prétexte. Au nom de quelque cause que ce soit.

Cette digue rompue, la terreur pouvait désormais aller au bout de sa logique. Une extrémité qu'elle n'a pas encore atteinte, hélas ! Puisqu'on peut imaginer plus horrible encore que le siège de l'école de Beslan ou que la décapitation d'otages innocents en Irak.

Or, si ce peut être imaginé, cela sera fait un jour, n'en doutons pas un seul instant.

Toujours aussi frondeur, Conrad Black continue de proclamer son innocence et dénonce ce qu'il estime être un tissu de mensonges et une entreprise de diffamation. Jusqu'à maintenant, cependant, outre ces dénonciations, il n'a rien produit de concret démontrant que ce qu'on lui reproche est faux.

D'autre part, il est important de souligner que Richard Breeden, un ancien président de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, est l'un des trois signataires de l'accablant rapport déposé mardi. Il serait même étonnant que M. Breeden se soit amusé à lancer des accusations sans fondement.

De plus, ce rapport n'est pas le premier coup de semonce que l'on sert à Lord Black. À deux reprises déjà, le juge Strine, de la Cour du district de Delaware, a débouté le magnat de la presse. Son jugement rendu en février dernier était particulièrement sévère, le magistrat décrétant que Conrad Black avait violé de façon persistante son devoir de fiduciaire envers les actionnaires minoritaires de Hollinger International.

Plus tôt, c'était la SEC qui, en janvier, déposait une demande en injonction devant un tribunal de Chicago en vue d'empêcher Conrad Black de congédier les membres du comité indépendant du conseil d'administration. De toute évidence, M. Black tentait de museler ce comité avant qu'il ne termine son enquête. On comprend pourquoi, maintenant que l'on connaît le contenu explosif du rapport rédigé par ce comité.

Il est à souhaiter que les graves allégations qui tapissent ce rapport se transforment rapidement en accusations tant au civil qu'au criminel. Trop de soupçons pèsent maintenant sur Conrad Black et ses collaborateurs pour que ce rapport demeure lettre morte. Tôt ou tard, Lord Black de Crossharbour devra répondre de ses actes devant les tribunaux.

UN NOUVEAU COSTUME POUR CONRAD BLACK



serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

Tout dépend des victimes...



LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca

Alors que le sort des deux otages français était encore en suspens, le grand mouvement de solidarité des musulmans de France avec leurs compatriotes constituait un puissant réconfort en même temps qu'un gage d'espoir pour l'avenir.

Magnifique, en effet, cet élan qui a poussé toutes les têtes d'affiche de la communauté musulmane à rejeter l'ultimatum barbare des ravisseurs, et à refuser de voir les politiques de l'État français dictées par la terreur. Des milliers de musulmans ordinaires, y compris des femmes voilées opposées à la loi contre le port du voile, sont descendus dans la rue pour proclamer haut et fort que seule l'Assemblée nationale française doit statuer sur le sujet.

« Je tiens à mon voile, de dire une manifestante, mais je ne veux pas qu'il soit taché de sang. »

À lui seul, ce touchant témoignage illustrait éloquemment ce qu'il ne faudrait jamais oublier, soit que l'immense majorité des musulmans de la diaspora désapprouvent le recours à la terreur et tiennent mordicus à ces institutions démocratiques que l'Islam radical veut démolir.

Les événements de cette semaine auront peut-être changé radicalement — et pour le mieux — la nature des relations entre la majorité française et sa grande minorité arabo-musulmane.

Il n'empêche qu'on aurait aimé voir le même mouvement de solidarité se dessiner en Amérique, après les attentats du 11 septembre 2002.

Les dirigeants des communautés musulmanes se sont empressées de se dissocier du terrorisme (non sans blâmer les États-Unis pour leur politique dans le monde arabe), mais l'on n'a jamais vu, sauf erreur, les musulmans nord-américains — pourtant aussi modérés, pour la plupart, que leurs coreligionnaires français — organiser des manifestations pour condamner les terroristes saoudiens et égyptiens qui venaient de semer la mort au nom de l'Islam. Dommage.

Faudrait-il en déduire que des victimes civiles américaines, parce qu'elles sont américaines, pèsent moins lourd dans la balance de l'horreur que les citoyens de pays qui ont, comme la France, de bonnes relations avec le monde arabe ?

Cette détestable hiérarchisation des victimes s'est encore une fois manifestée cette semaine. Alors que la France entière et les plus gros témoins de la planète, du pape Jean-Paul II à Yasser Arafat, plaidaient pour la libération des journalistes français, douze Népalais étaient assassinés par le groupe Ansar al-Sunn, dans l'indifférence quasi-générale. L'un d'eux a été égorgé à mains nues, les plus chanceux ont été criblés de balles.

Ces Népalais venaient, tout comme les otages français, d'un pays qui a refusé de participer à la guerre en Irak. Mais voilà, ce n'étaient pas des journalistes ayant pignon sur rue à Paris, c'étaient de simples manoeuvres sortis d'un petit pays de misère. Ils travaillaient comme cuisiniers et employés d'entretien pour une compagnie de services jordanienne qui participe à la reconstruction de l'Irak. Selon leurs ravisseurs, ils étaient là pour « combattre les musulmans et servir les juifs et les chrétiens » (sic).

Dans l'opinion publique mondiale, leur mort atroce a pesé moins lourd que le sort des deux reporters français. Lesquels, faut-il le préciser, se trouvaient en Irak non pas poussés par la nécessité de faire vivre leur famille, mais parce que cela s'intégrait dans leur plan de carrière ou nourrissait leur goût pour l'aventure.

Autre incident révélateur : mardi, les journalistes de la chaîne arabe Al-Jazira réclamaient officiellement, par voie de communiqué, la libération des deux reporters français. Al-Jazira a récemment adopté une charte qui invite ses journalistes à protester contre les mauvais traitements infligés aux collègues où que ce soit au monde. C'est très bien, encore que l'on se demande pourquoi Al-Jazira se contente de dénoncer le terrorisme seulement quand il touche la corporation. Pourquoi les journalistes devraient-ils être plus épargnés par le terrorisme que les cuisiniers, les traducteurs ou les brancardiers ?

Mais là n'est pas l'essentiel. La semaine précédente, un journaliste italien, Enzo Baldoni, a été enlevé en Irak, puis sauvagement assassiné. Or, Al-Jazira n'a pas protesté.

« La vie d'un reporter italien serait-elle plus importante que celle d'un reporter français ? », demandait hier un animateur de Radio-Canada au rédacteur-en-chef d'Al-Jazira. Ce dernier a bredouillé une explication confuse (la charte est récente, etc.), pour se lancer rapidement dans l'éloge de la France, qui (contrairement à l'Italie) s'est opposée aux États-Unis dans le dossier irakien. Autrement dit, les Français devaient être épargnés parce que la France s'est bien conduite, mais Baldoni, lui, venait du mauvais pays...

On reste bouche bée devant ce raisonnement. Pourquoi les civils innocents devraient-ils payer de leur vie pour les erreurs de leurs gouvernements ? De telles horreurs étaient la règle au Moyen Âge. Mais aujourd'hui ?

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

LA BOÎTE AUX LETTRES

Au pilori, les tricheurs !

La direction du PQ a reconnu hier avoir pris à quelques reprises le contrôle informatique de la question posée par *Cyberpresse*, notamment celle de lundi dernier au sujet de Pauline Marois. Le PQ s'est servi d'un logiciel en circulation libre sur Internet, Mouse Click. Personnellement, je trouve scandaleux le fait que le PQ considère la manipulation de l'opinion publique comme une pratique acceptable. Depuis quand le parti utilise-t-il ces pratiques douteuses ? De plus, il semble que cette manipulation ait été autorisée par le directeur du PQ lui-même. On manipule même l'opinion des propres membres du parti. Je me pose une question : doit-on absolument dépenser 200 millions pour tromper « le peuple » ?

G. Primeau

Où est passée ma radio ?

Matin de rentrée pour les auditeurs de la Chaîne culturelle à Radio-Canada. Surprise : notre radio a été amputée de tous ses animateurs. Pas une annonce, pas un mot. On nous gave de musique, que nous aimons, et on abolit tout commentaire, tout contexte, toute chaleur humaine... pour économiser, sans doute. Radio-Canada au fil des ans a créé un genre de radio intelligent, sensible, raffiné, humain. Une radio fortement centrée sur le caractère de son auditoire francophone. À sa place, aujourd'hui, silence inculte, indifférence et grisaille. Nous sommes libres d'écouter CBC Radio 2, dites-vous ?

Francesca Piredda

Erratum

Contrairement à ce qui a été écrit hier dans un éditorial sur la CSDM, le nombre d'élèves qui quittent la commission scolaire à la fin du primaire pour s'inscrire à l'école privée au secondaire est de 20 % et non 65 %. Dans un document daté du mois d'août, la CSDM a écrit : « En 2002-2003, parmi l'ensemble des élèves qui ont terminé leur 3^e cycle du primaire, 1781 élèves ont quitté la CSDM. De ce nombre, 1161 sont allés au secteur privé, 554 se sont inscrits dans une autre commission scolaire et 66 % ne figurent plus sur les listes du MEQ. C'est donc dire que 65,2 % des départs de la CSDM ont été faits au profit du privé, ce qui représente 20 % de nos élèves. »

Michèle Quimet

MÉGA SOLDE D'INVENTAIRE

DIRECTEMENT DE

L'ENTREPÔT

LES PLUS BAS PRIX GARANTIS !

RABAIS JUSQU'À

80% sur des marques reconnues

NOTRE ENTREPÔT DÉBORDE ! JUSQU'À 8 000 000 \$ EN STOCKS DOIVENT ÊTRE VENDUS, PEU IMPORTE LE PRIX !

LES PLUS BAS GARANTIS! PRIX EN VILLE

Méga tasse de voyage
Acier inoxydable thermique
Avec prise anti-glisse

PRIX BENIX 6.50\$
Prix comparable 24.99\$

Mélangeur à cocktail
Acier inoxydable 18/10

PRIX BENIX 10.00\$
Prix comparable 49.99\$

Ensemble de verres pour bar Monika 16 pièces
8 à l'ancienne 8 ballons

PRIX BENIX 12.99\$
Prix comparable 24.99\$

LES PLUS BAS GARANTIS! PRIX EN VILLE

Plateau pliant pour TV/lit

PRIX BENIX 9.99\$
Prix comparable 27.99\$

Bol en verre maté sur pied en fer soudé

PRIX BENIX 12.99\$
Prix comparable 79.99\$

Support à magazines "Alto" en fer soudé

PRIX BENIX 17.99\$
Prix comparable 59.99\$

LES PLUS BAS GARANTIS! PRIX EN VILLE

Support à chandelles 3 pieds "Luna" Hauteur 17 1/2 po

PRIX BENIX 15.00\$
Prix comparable 39.99\$

Cadres à photos
Sélection choisie de Sweet Memories et Raquel Briane

PRIX BENIX 3.99\$
Prix comparable 34.99\$

Porte cadre photos tournant
Contient dix photos de 3 po x 5 po

PRIX BENIX 20.00\$
Prix comparable 59.99\$

Lampe Hurricane "Avalon"
Chandelle et sable non inclus

PRIX BENIX 12.99\$
Prix comparable 24.99\$

LES PLUS BAS GARANTIS! PRIX EN VILLE

Ensemble de 3 pièces Pizza Stone 15 po

PRIX BENIX 10.00\$
Prix comparable 29.99\$

Porte-crayons complet
Incluant : ciseaux, 2 stylos, 2 crayons, gommes à effacer, ruban adhésif, taille-crayon, règle, coupe-papier, canif, bloc-notes, trombones, agrafes et agrafeuse

PRIX BENIX 10.00\$
Prix comparable 24.99\$

Décanteur à vin en verre

PRIX BENIX 19.99\$
Prix comparable 49.99\$

LES PLUS BAS GARANTIS! PRIX EN VILLE

Décapsuleur de bouteilles de vin
Avec support et coupe aluminium pour connaisseurs

PRIX BENIX 19.97\$
Prix comparable 99.99\$

Ensemble 5 pièces pour pâtes
Grand bol 12 po et quatre bols 8 po

PRIX BENIX 12.99\$
Prix comparable 59.99\$

Ensemble à sushi en verre 11 pièces

PRIX BENIX 19.99\$
Prix comparable 59.99\$

2 bols à soya 2 assiettes à sushi 1 assiette 2 paires de baguettes 2 porte-baguettes 2 napperons

LES PLUS BAS GARANTIS! PRIX EN VILLE

Ensemble de trempette à l'huile d'olive 5 pièces

PRIX BENIX 12.99\$
Prix comparable 45.99\$

Ensemble à fromage
4 morceaux incluant planche en bois et 3 couteaux

PRIX BENIX 10.00\$
Prix comparable 39.99\$

Flûtes et verres en cristal fabriqués en Italie

PRIX BENIX 11.99\$
Prix comparable 39.99\$

Ensemble de couellerie 72 pièces pour 12
Design de Solingen 18/10 acier inoxydable

PRIX BENIX 79.99\$
Prix comparable 459.99\$

Ensemble à cuisson antiadhésif 5 pièces

PRIX BENIX 15.00\$
Prix comparable 49.99\$

2 moules à gâteau, moule à muffins, moule à cuire, plat à biscuits

Panier à pique-nique
21 pièces Incluant 4 ensembles de couverts, tasses, fourchettes, couteaux et cuillères

PRIX BENIX 15.00\$
Prix comparable 59.99\$

Service de table 45 morceaux
Fine China pour 8

PRIX BENIX 39.50\$
Prix comparable 179.99\$

Ensemble à trempette "Crawford" 17 po diamètre

PRIX BENIX 15.00\$
Prix comparable 59.99\$

Ensemble à cuisson 7 morceaux acier inoxydable 3 plis

PRIX BENIX 39.99\$
Prix comparable 149.99\$

Ensemble de 3 poêles à frire «Teflon»
Antiadhésives. 8", 10", et 12"

PRIX BENIX 19.99\$
Prix comparable 49.99\$

Ensemble Wok antiadhésif de 7 pièces

PRIX BENIX 19.99\$
Prix comparable 49.99\$

Incluant accessoires, livre de recettes et support Tempura

Ensemble à ustensiles en nylon 7 pièces

PRIX BENIX 9.99\$
Prix comparable 29.99\$

Batterie de cuisine inoxydable antiadhésive 16 morceaux avec poignées en acier inoxydable et couvercles en verre trempé

PRIX BENIX 89.99\$
Prix comparable 299.99\$

Ensemble de couteaux 15 pièces à manche riveté avec bloc en bois massif

PRIX BENIX 49.99\$
Prix comparable 149.99\$

PHILIPPE RICHARD PROFESSIONAL

Ensemble à cuisson 10 po en acier inoxydable 18/10 à base 3 plis

PRIX BENIX 198.00\$
Prix comparable 699.99\$

Conçu en Italie
CUISINE INTERNATIONALE

GRATUIT! CUISEURS À PÂTES 4 PIÈCES

Recevez gratuitement ces cuiseurs à pâtes assortis Firenze en acier inoxydable 18/10 à l'achat d'un ensemble Firenze 10 po.

VALEUR 100\$

Avec coupon seulement. Ne peut être jumelé à une autre offre.

Ensemble à cuisson 10 po en acier inoxydable 18/10 à base 3 plis

PRIX BENIX 198.00\$
Prix comparable 699.99\$

MEILLEURS PRIX !
Benix & Co. importe directement des manufacturiers outre-mer, sans intermédiaire, et vous fait profiter des économies !

QUALITÉ SUPÉRIEURE !
Nous sommes fiers de vous offrir la meilleure qualité au bas prix ! Personne ne peut offrir une telle qualité à un tel prix !

PLUS DE CHOIX !
Avec une sélection de milliers d'articles, Benix est le plus important fournisseur d'articles de marque pour la cuisine, la table et les cadeaux.

PRIX GARANTIS !
Montrez-nous un article identique à un prix plus bas et non seulement nous égalons le prix, mais nous vous donnerons un rabais additionnel de 10 % !

ENTREPÔT DE SAINT-LÉONARD
GALERIES D'ANJOU 25
JEAN TALON
BOUL. LANGELIER
6856 Rue Jean-Talon E.

ENTREPÔT DE MONTRÉAL
JEAN TALON
RUE NAMUR
BOUL. DÉCARIE
7335, boul. Décarie, angle Jean-Talon et métro Namur

ENTREPÔT DE KIRKLAND
CHEMIN ST-MARIE
40
20
Autoroute 40 Ouest, sortie chemin Sainte-Marie

ENTREPÔT DE LAVAL
CENTRE NOTRE DAME
OUVERTURE PROCHAINEMENT

BENIX & Co.
Importateurs d'articles ménagers de qualité

Avec ses 75 magasins partout au Canada, Benix est le leader des marques de qualité pour la maison, à des PRIX IMBATTABLES !

Montréal Centre commercial Boulevard, Le Faubourg Sainte-Catherine, Les Halles de la Gare • Saint-Laurent La place Vertu
Longueuil Place Longueuil • Dollard-des-Ormeaux Galerie des Sources • St-Hyacinthe Galeries St-Hyacinthe
Drummondville Les Promenades Drummondville • Trois-Rivières Centre Les Rivières • Joliette Galeries Joliette

Heures d'entrepôt: Lundi et mardi de 9 h à 18 h • mercredi au vendredi 9 h à 21 h • samedi de 9 h à 17 h • dimanche de 10 h à 17 h

Limite d'un super spécial par famille, jusqu'à épuisement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Super spéciaux disponibles tant qu'il y en aura. Certains articles peuvent ne pas être disponibles dans tous les magasins. Venez tôt pour un plus grand choix. En cas d'erreur d'impression, les articles seront vendus au prix en vigueur.

